

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

PAIX-TRAVAIL- PATRIE

MINISTRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE
ET DE LA DECENTRALISATION

REGION DU SUD

DEPARTEMENT DE LA MVILA

COMMUNE DE NGOULÉMAKONG



REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE –WORK – FATHERLAND

MINISTRY OF TERRITORIAL ADMINISTRATION
AND DECENTRALIZATION

SOUTH REGION

MVILA DIVISION

NGOULÉMAKONG'S COUNCIL

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT

COMMUNE DE NGOULÉMAKONG



CANADEL

Support Center for New Local Development Alternatives
Centre d'Accompagnement de Nouvelles Alternatives de Développement Local

Organisme d'appui local
Centre d'Accompagnement de Nouvelles
Alternatives de Développement Local
BP 3779 Yaoundé
Email : canadelcameroon@yahoo.fr



Avec l'appui financier et technique
du PNDP CRC-SUD

Septembre 2015

Commune de Ngoulemakong; BP 01 Tél: 699 35 46 05 / 674 72 18 93

Page de garde

Contenu

•	Résumé du PCD	5
•	Liste des abréviations	6
•	Liste des tableaux	9
•	Liste des photos	9
•	Liste des cartes	9
•	Liste des figures	9
•	Liste des annexes	9
1.	INTRODUCTION	10
1.1.	Contexte et justification	10
1.2.	Objectifs du PCD.....	11
1.3.	Structure du document	11
2.	APPROCHE METHODOLOGIE	11
2.1.	Préparation de l'ensemble du processus	11
2.2.	Collecte des informations et traitement (présenter les outils par étape et Insérer des photos de quelques outils utilisés dans la méthodologie)	13
2.3.	Consolidation des données du diagnostic et cartographie	15
2.4.	Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation 16	
2.5.	Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif.....	16
3.	PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE	16
3.1.	Localisation de la commune (Région, Département, carte de localisation de la Commune, date de création, superficie, nombre de villages)	16
3.2.	Milieu biophysique (climat, sol, relief, hydrographie, flore et faune, carte des ressources naturelles)	17
3.3.	Milieu humain (Quelques repères historiques de la Commune, population, Ethnies, religions, principales activités économiques) ;.....	20
3.4.	Principaux services de l'espace communal.	22
3.5.	Principales potentialités et ressources de la Commune ;	23
4.	SYNTHESE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC	24
4.1.	Synthèse du DIC.....	24
-	Axes de renforcement de la Commune.....	25
4.2.	Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur	26
4.3.	Synthèse des 08 microprojets prioritaires par village et au niveau de l'espace urbain.	49
5.	PLANIFICATION STRATEGIQUE	58
5.1.	Vision et objectifs du PCD (01 page max).....	58
5.1.1.	Vision	58
5.1.2.	Objectifs.....	58

5.2.	Cadre logique par secteur (y compris populations marginales (PDPP), Economie locale et DIC) : 50 pages max	59
5.3.	Coût estimatif du PCD	120
5.4.	Développement de l'Economie Locale (Synthèse).....	120
5.5.	Récapitulatif de la prise en compte de la Petite Enfance.....	123
5.6.	Esquisse du Plan d'Utilisation et de Gestion des Terres de l'espace communal.....	125
6.	PROGRAMMATION.....	126
6.1.	Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires.....	126
6.2.	Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT (7 pages max).....	130
6.2.1.	Principaux impacts socio-environnementaux potentiels (principaux impacts positifs, impacts négatifs).....	130
6.2.2.	Mesures d'optimisation ou d'atténuation envisageables.....	131
6.2.3.	Plan sommaire de gestion de l'environnement	132
6.3.	Plan d'investissement annuel (PIA).....	133
6.3.1.	Ressources mobilisables et échéances	133
6.3.2.	Programmation annuelle des projets prioritaires (Année 2016).....	134
6.4.	Plan de Passation des marchés du PIA dès le mois de mars 2016.	139
7.	MECANISME DE SUIVI-EVALUATION	142
7.1.	Composition et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD.....	142
7.1.1.	Composition	142
7.1.2.	Attributions des acteurs de la mise en œuvre du PCD.....	143
7.2.	Indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA)	143
7.3.	Dispositif, outils et fréquence du reporting	143
7.4.	Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD.....	144
7.4.1.	Préparation du PIA.....	144
7.4.2.	Révision du PCD.....	145
8.	PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD	145
	BIBLIOGRAPHIE.....	149
	ANNEXES.....	150

- **Résumé du PCD**

Le Cameroun qui se veut être un pays émergent à l'horizon 2035 s'emploie à mettre en œuvre différentes politiques dont le cadre de référence est le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE). Ce dernier sert de boussole aux différentes initiatives de développement tant publiques que privées au Cameroun.

Dans l'optique de réduire la pauvreté, des programmes comme le Programme National de Développement Participatif (PNDP) sont mis en œuvre par le Gouvernement camerounais avec l'appui des partenaires telle que la Banque mondiale. L'objectif du PNDP est d'améliorer de façon durable les conditions de vie des populations à la base et en particulier celles des couches marginalisées et défavorisées.

Dans son mode d'intervention, le PNDP promeut l'élaboration ou l'actualisation des Plans Communaux de Développement (PCD) élaborés de manière participative. C'est dans ce cadre que s'inscrit le présent PCD de la Commune de Ngoulemakong. En effet, la Commune de Ngoulemakong qui avait déjà bénéficié d'un PCD de première génération a procédé à son actualisation. Celle-ci est passée par plusieurs étapes dont la première avait consisté au recrutement de l'OAL **CANADEL** (Centre d'Accompagnement de Nouvelles Alternatives de Développement Local). La seconde a porté sur la réalisation des différents diagnostics à savoir : le Diagnostic de l'Institution communale (DIC), le Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC) et le Diagnostic Participatif Niveau Village (DPNV). L'ensemble de diagnostics ont été validé dans un rapport dit consolidé par le Comité de Pilotage d'actualisation du PCD.

Il ressort de ce rapport consolidé des diagnostics que la Commune de Ngoulemakong est pauvre en termes d'infrastructures sociales et économiques. Le tissu économique local est encore embryonnaire, dispersé et non structuré. On note également avec un faible développement organisationnel et institutionnel de la Mairie.

Cependant, Ngoulemakong regorge d'énormes potentiels et plus des $\frac{3}{4}$ de sa population active exercent principalement dans le secteur primaire. La Commune de Ngoulemakong connaît de nombreux problèmes dont les plus urgents sont concentrés dans les secteurs de : l'eau et de l'énergie, la santé, les enseignements secondaires, l'éducation de base, le commerce, l'élevage et la pêche, l'urbanisme et l'habitat, le tourisme, les affaires sociales, la promotion de la femme et de la famille, les sports.

L'analyse de ces problèmes a permis d'identifier les causes pertinentes et les axes stratégiques sur lesquels la Commune pourrait agir pendant les 3 prochaines années dès 2016. Les activités de planification suivies ont permis à la Commune d'élaborer un PCD dont le plan d'action triennale ou cadre de dépenses à moyen terme (CDMT) compte plusieurs microprojets d'une valeur estimée à **5.590.189.525** (Cinq milliards cinq cent quatre-vingt-dix millions cent quatre-vingt-neuf mille cinq cent vingt-cinq) FCFA. La première année est consacrée à la réalisation de microprojets d'un montant total estimé à **1.258.507.527** (Un milliard deux cent cinquante-huit millions, cinq cent sept mille cinq cent vingt-sept) FCFA. Le budget estimatif du PCD de la Commune de Ngoulemakong est de **6.177.483.978** (Six milliards cent soixante-dix-sept millions quatre cent quatre-vingt-trois mille neuf cent soixante-dix-huit) de FCFA.

À l'issue du processus et après concertations élargies, un Comité Communal de Suivi-Évaluation de la mise en œuvre du PCD (CCSE) sera mis en place pour assurer le pilotage dudit PCD

- **Liste des abréviations**

ACD : Agent Communal de Développement

BIP : Budget d'Investissement Public

BT : Basse Tension

CANADEL : Centre d'Accompagnement de Nouvelles Alternatives de Développement Local ;

CDMT : Cadre de Dépenses à Moyen Terme

CMJP : Centre Multifonctionnel de Promotion de la Jeunesse ;

CES : Collège de l'Enseignement Secondaire Général

CETIC : Collège d'Enseignement Technique Industriel et Commercial

CC : Comité de Concertation

CCSE : Comité Communal de Suivi-Évaluation

CMA : Centre Médical d'Arrondissement

CNPS : Caisse Nationale de Prévoyance Sociale

COGES : Comité de Gestion

COMES : Conseil Municipal Élargi aux Sectoriels

COFIL : Comité de Pilotage

CRC : Cellule Régionale de Coordination

CSGE : Cadre Sommaire de Gestion Environnemental

CSI : Centre de Santé Intégré

CTD : Collectivités Territoriales Décentralisées ;

CVUC : Communes et villes unies du Cameroun.

CZCSV : Centre de Zootechnie, de Contrôle Sanitaire et Vétérinaire ;
Animales ;

DEUC : Diagnostic de l'Espace Urbain Communal ;

DGD : Dotation Générale à la Décentralisation ;

DIC : Diagnostic Institutionnel Communal ;

DPNV : Diagnostic Participatif Niveau Village ;

DSCE : Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi ;

ECAM : Enquête Camerounaise des Ménages ;

ECAM : Entreprises du Cameroun

EP : École Publique

FCFA : Franc des Colonies Françaises d'Afrique ;

FEICOM : Fonds d'Équipement et d'Intervention Intercommunal ;

FENASCO : Fédération Nationale des Sports Scolaires ;

FMO : Force de maintien de l'ordre ;

GIC : Groupe d'Initiative Commune ;

GICAM : Groupement Inter Patronal du Cameroun
HT : Haute Tension
IB: Infirmier Breveté ;
IDE : Infirmier Diplômé d'État ;
INS : Institut National de Statistiques ;
ISS: Interview semi-structurée;
Km: Kilomètre
MECAM : Mouvement des Entreprises du Cameroun ;
MINADER : Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural ;
MINATD : Ministère de l'Administration territoriale et de la décentralisation ;
MINAS : Ministère des Affaires Sociales ;
MINCOMMERCE : Ministère du Commerce ;
MINAC : Ministère des Arts et de la Culture ;
MINDCAF : Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières ;
MINEDUB : Ministère de l'Éducation de Base ;
MINEE : Ministère de l'Eau et de l'Énergie ;
MINEFOP : Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
MINEPDED : Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable ;
MINEPAT : Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire ;
MINEPIA : Ministère de l'élevage, des pêches et des industries Animales
MINESEC : Ministère des Enseignements Secondaires ;
MINFOF : Ministère des Forêts et de la Faune ;
MINIMIDT : Ministère de l'Industrie, des Mines et du Développement Technologique ;
MINJEC : Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique ;
MINPMEESA : Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Économie Sociale et de l'Artisanat ;
MINPROFF : Ministère de la promotion de Femme et de la Famille ;
MINSANTE : Ministère de la Santé ;
MINSEP : Ministère des Sports et de l'Éducation Physique ;
MINTOURL : Ministère du Tourisme et des Loisirs
MINTP : Ministère des Travaux Publics ;
MINT: Ministère des Transports ;
MINTSS : Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale ;
MP : Micro-Projet
MST : Maladies Sexuellement Transmissibles
MT : Moyenne Tension ;
NTIC : Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication

OAL : Organisme d'Appui Local ;
OEV : Orphelins et Enfants vulnérables ;
ONG : Organisation Non Gouvernementale ;
PCD : Plan Communal de Développement;
PFNL : Produit Forestiers Non Ligneux ;
PIB : Produit Intérieur Brut
PIP : Programme d'Investissement Prioritaire
PMH : Pompe à Motricité Humaine
PNDP : Programme National de Développement Participatif ;
POS : Plan d'Occupation du Sol
PPM : Plan d'Investissement Annuel et Plan de Passation de Marché
PSGE : Plan Sommaire de Gestion Environnemental
PV : Procès-Verbal
RH : Ressources Humaines
VIH : Virus d'immunodéficience humaine ;
SADEL : Service d'Appui au Développement Local
SIDA : Syndrome de l'Immunodéficience Acquise ;
SOCOPROMAN : Société Coopérative de Production de Manioc
TCP : Télé centre Communautaire Public
TIC : Technologies de l'Information et de la Communication.

- **Liste des tableaux**

Tableau 1: Faune présente dans les forêts de Ngoulémakong.....	20
Tableau 2: Tableau des principaux services présents dans la Commune de Ngoulémakong.....	22
Tableau 3: Matrice des principales potentialités de la Commune de Ngoulémakong.....	23
Tableau 4: Synthèse des microprojets par village et dans l'espace urbain communal.....	49
Tableau 5: Estimation globale du coût du PCD.....	120
Tableau 6: Estimation et Evaluation de la prise en charge de la petite enfance.....	123
Tableau 7: les principaux impacts socio-environnementaux potentiels.....	130
Tableau 8: Principales mesures d'atténuation des impacts.....	131
Tableau 9: PSGE dans la Commune de Ngoulémakong.....	132
Tableau 10: Principales ressources mobilisables.....	133

- **Liste des photos**

Photo 1: Marche de transect au Village Oyack Fong.....	14
Photo 2: Une attitude des participants pendant l'atelier de Restitution des diagnostics.....	15
Photo 3: Une vue de la rivière FALA.....	18
Photo 4: Forêt marécageuse au Village Oyack-Fong.....	19
Photo 5: Séchage de cacao sur la claie (Akoatala) et Ramassage de "l'Ezejang" (Ossoefeme).....	21
Photo 6: Une salle de Classe à l'EP de Meka'a 2; Un point d'eau au 6ième hameau du Village Akoatala.....	22

- **Liste des cartes**

Carte 1: Localisation administrative et Géographique de la Commune de Ngoulémakong.....	17
---	----

- **Liste des figures**

Figure 1: Carte d'occupation des sols de Ngoulémakong.....	125
--	-----

- **Liste des annexes**

1. INTRODUCTION

1.1. Contexte et justification

La vision du Cameroun selon le DSCE est de devenir « un pays émergent à l'horizon 2035 ». À cet égard, de nombreuses initiatives et de grands chantiers sont mis en œuvre sur le plan national et en collaboration avec les partenaires au développement. Sur le plan local, l'heure est à une plus grande autonomisation des communes au travers de la décentralisation. Celle-ci se matérialise par le transfert des compétences et ressources aux Communes. À cet égard, de plus en plus les communes ont intérêt à engager des réformes qui reposent non seulement sur les besoins exprimés par les populations bénéficiaires, mais aussi sur les potentialités et opportunités de leur localité.

Cette logique est indispensable pour les responsables municipaux afin qu'ils puissent maîtriser les données de leur espace territorial, les principaux facteurs et acteurs qui les influencent. Il s'agit de répondre au besoin d'optimisation des choix prioritaires concernant les actions à mener. Bref, les responsables chargés de conduire le processus de développement local, tout en remplissant efficacement et de façon efficiente leur rôle, devraient disposer d'une base de données sûres, leur permettant d'avoir une meilleure lisibilité et une parfaite maîtrise de leur espace et de leur institution.

L'élaboration du Plan Communal de Développement permet de partir des contraintes, problèmes, potentialités d'une commune pour aboutir à une projection qui définit les choix stratégiques des populations et de la commune en tenant compte des différentes contraintes. Cet exercice passe par divers stades de triangulation et d'analyse. Ce travail de fond constitue une boussole pour la commune qui lui permettra non seulement d'opérer des choix financiers éclairés, mais aussi d'éviter la pratique de la navigation à vue. En effet, les projets issus du processus de diagnostic et de consultation sont priorisés afin de permettre une meilleure transparence dans la distribution des ressources et la préparation d'un plan de financement.

Pour permettre la production de ce document stratégique, le Programme National de Développement Participatif (PNDP), à travers sa Cellule Régionale du Sud a lancé une demande de propositions pour le recrutement des organismes d'appui local (OAL) susceptibles d'accompagner les communes de la Région dans le processus d'élaboration ou d'actualisation des PCD. Au terme du processus de sélection, le CANADEL a été choisi pour accompagner la Commune de Ngoulemakong. Il a signé son contrat de prestation de services le 24 juin 2014 et l'ordre de service notifié le 25 juin 2014 de la Délégation Régionale des Marchés Publics du Sud. Dès lors, de nombreuses activités ont été menées sur le terrain parmi lesquelles les différents Diagnostics : Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC), Diagnostic Institutionnel Communal (DIC) et Diagnostic Participatif Niveau Village (DPNV).

Le PCD se veut donc un outil de renforcement des capacités d'action de la Commune en accordant une attention forte à la mobilisation des ressources locales.

Depuis le mois de juillet 2014, de nombreuses activités ont été menées sur le terrain parmi lesquelles : le Diagnostic Institutionnel Communal (DIC), le Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC) et le Diagnostic Participatif Niveau Village (DPNV).

Tous ces différents diagnostics ont été adoptés lors d'un atelier de validation du rapport consolidé des données qui s'est tenu le jeudi 07 mai 2015 à la salle des actes de la

Mairie de NGOULEMAKONG. À la suite de cet atelier s'est tenu durant deux jours un atelier de planification et de programmation des activités de développement de la Commune. Ce dernier a permis de réunir l'ensemble des éléments pour la rédaction du «**Plan Communal de Développement**» de NGOULEMAKONG qui donne la vision de développement à la Commune dans 28 secteurs.

1.2. Objectifs du PCD

L'objectif général du processus de planification dans la Commune de NGOULEMAKONG est d'accompagner cette dernière dans la définition de ses orientations du développement devant servir de référence à toutes les actions à mener en son sein.

De façon spécifique, il s'agit de :

- Conduire la Commune dans l'élaboration de son PCD (document stratégique et opérationnel) ;
- Faciliter l'appropriation du PCD par le Conseil Municipal, les populations de la Commune, les Partenaires au développement et l'État ;
- Accompagner la Commune dans la mise en place d'un mécanisme propre de suivi-évaluation pour la mise en œuvre dudit PCD ;
- Réaliser la monographie de la commune ;
- Mener un diagnostic participatif ;
- Élaborer une planification stratégique
- Présenter les ressources mobilisables par la Commune ;
- Programmer les investissements ;
- Élaborer le cadre socio-environnemental sommaire des investissements du CDMT ;
- Mettre en place un dispositif de suivi-évaluation

1.3. Structure du document

Le présent document de PCD est organisé autour des points suivants :

- Sommaire
- Introduction
- Approche Méthodologique
- Présentation Sommaire de la Commune
- Synthèse des Résultats du Diagnostic
- Planification Stratégique de vingt –huit (28) cadres logiques
- Programmation [Cadre de Dépense à Moyen Terme (CDMT) sur trois(03) ans, Cadre
- Sommaire de Gestion Environnemental (CSGE), Plan Sommaire de Gestion Environnemental (PSGE), Plan d'Investissement Annuel (PIA) et Plan de Passation de Marché (PPM)]
- Mécanisme de Suivi-Évaluation
- Plan de Communication
- Conclusion
- Annexes

2. APPROCHE METHODOLOGIE

2.1. Préparation de l'ensemble du processus

La préparation du processus a consisté en deux phases essentielles : la sensibilisation et la mobilisation des différentes parties prenantes du processus et la préparation interne de l'OAL.

Sensibilisation et mobilisation des parties prenantes au processus

Le Conseil Municipal, le comité de pilotage, composé des Cadres de l'Administration Communal, les Représentants des associations locales, les sectoriels, les autorités traditionnelles, les populations ainsi que les Représentants des organismes de

développement de la Commune de Ngoulemakong sont les principales parties prenantes qui ont été visées lors de cette phase.

Il était principalement question d'établir un cadre propice à la réalisation des Diagnostics Participatifs, c'est-à-dire de susciter l'intérêt des différentes parties prenantes au développement de leur Commune, mais aussi de collecter les données spécifiques qui permettraient de dresser la monographie et la carte de la commune.

Cette phase a été ponctuée par les rencontres avec l'exécutif municipal, l'autorité administrative et la sensibilisation des élites/forces vives et autorités traditionnelles. Elle a été conclue par un lancement officiel.

La rencontre avec l'Exécutif Municipal

L'objectif de cette rencontre primordiale était d'échanger sur la compréhension mutuelle des termes du contrat et sur les droits et obligations de chacune des parties. C'est aussi ce cadre qui a permis de déterminer les attentes de l'équipe de planification vis-à-vis du processus de planification, du calendrier du processus de planification. Elle s'est déroulée avec un exposé de l'OAL sur la méthodologie envisagée. Les échanges qui s'en sont suivis ont permis de recueillir de l'exécutif municipal des conseils pour une bonne prise en compte des réalités sociologiques de l'espace de planification.

Suivant les recommandations du PNDP, cette rencontre a été l'occasion pour l'équipe de planification de faire connaissance avec le comité de pilotage du processus de planification. Elle a également permis d'amorcer la collecte des données de base préliminaires au moyen des fiches de collecte de données de base et de préparer la cérémonie de lancement officiel du processus.

La rencontre avec les autorités administratives.

Pour les besoins de préparation des entretiens avec les sectoriels de l'arrondissement de Ngoulemakong, le CANADEL a adressé une demande formelle au chef de l'exécutif municipal pour faciliter son introduction auprès de l'autorité administrative. Le but de cette initiative était non seulement d'informer les sectoriels du processus de planification, mais aussi de mobiliser les forces vives /élites et autorités traditionnelles en vue de la tenue de la cérémonie de lancement et du déroulement de tout le processus. Cette rencontre a permis d'arrêter un chronogramme de descente dans les villages et d'obtenir le soutien des forces de maintien de l'ordre lors de tout le processus de planification.

Sensibilisation des autorités traditionnelles et des élites.

Cette sensibilisation s'est opérée pendant la visite du Gouverneur de la Région du Sud dans la Commune de Ngoulemakong au mois d'Août 2014. Le PNDP présent à travers la Coordination Régionale du Sud et le CANADEL ont utilisé cette occasion pour sensibiliser en lançant un appel à la mobilisation des autorités traditionnelles et des élites. L'objectif était de les informer de la tenue et du bien-fondé de l'exercice de planification. **À cette même occasion**, il a été question de solliciter leur participation et leur contribution à la mobilisation des populations, à l'accueil des équipes de planification ainsi qu'au déroulement harmonieux du processus.

Par la suite, grâce à une correspondance conjointe du Maire et du Sous-Préfet nous introduisant dans les villages, une tournée de prise de contact pendant a été organisée dans les différents villages. Au cours de ces rencontres, l'équipe du CANADEL a procédé à l'identification des itinéraires et à la sélection de facilitateur local dans chaque village.

Lors de cette tournée, il aura été également question pour le CANADEL de :

- Réexpliquer de manière sommaire le processus et ses enjeux aux chefs de village assistés des conseillers municipaux ;
- Clarifier les rôles du CANADEL, du PNDP et de la Communauté ;

- Négocier les aspects logistiques (nutrition, hébergement, choix des lieux, dates et heures de rencontres, etc.) ;
- Collecter les données de bases au niveau de la Communauté

Cette tournée a enfin permis de confirmer le calendrier des ateliers de planification participative dans les différents villages.

La préparation interne

Dès la signature du contrat et la réception de la lettre de service, le CANADEL a entamé une phase de préparation interne de l'équipe de planification. Celle-ci a consisté à mobiliser le personnel complémentaire de l'équipe de planification, à organiser la restitution de la formation des OAL, à constituer les différentes équipes de terrain, à mettre à jour le chronogramme de réalisation des différentes activités par les équipes, à préparer le matériel de planification et les différents supports.

De façon plus concrète, les activités relevant de cette phase ont consisté en:

- le recrutement des enquêteurs
- la préparation des outils de collecte et du matériel
- la formation et le recyclage des personnes chargées de conduire le diagnostic participatif ;
- la recherche documentaire permettant d'avoir une situation de référence sur la Commune ;
- la préparation logistique.

2.2. Collecte des informations et traitement (présenter les outils par étape et Insérer des photos de quelques outils utilisés dans la méthodologie)

La collecte des données

La Collecte des données de l'ensemble du processus s'est opéré dans le cadre de 03 diagnostics participatifs comprenant : un Diagnostic Institutionnel Communal (DIC), un Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC), un Diagnostic Participatif Niveau Village (DPNV). À l'issue de ces différents diagnostics un rapport des données consolidées a été produit par l'OAL CANADEL et soumis à l'appréciation et à la validation des membres du COPIL.

Conduite du Diagnostic Institutionnel Communal (DIC)

Le DIC avait pour objectif, l'établissement d'un état des lieux de la Commune de Ngoulemakong en ce qui concerne la gestion financière, la gestion des ressources humaines, du patrimoine communal et des relations. Les résultats issus de cet état des lieux ont permis d'élaborer un plan de renforcement des capacités de l'institution communale. La conduite du DIC est passée par 4 étapes à savoir :

- La préparation du DIC ;
- Le diagnostic participatif de l'Institution communale ;
- Le dépouillement, le traitement et l'analyse des données ;
- La validation des résultats et l'identification des axes de renforcement de la Commune.

À la fin de cette collecte d'information, l'OAL CANADEL a produit un rapport intitulé "DIC " qui a été validé par le Comité de Pilotage (COPIL) et mis à la disposition de la Commune et du PNDP CRC SUD.

Conduite du Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC)

La réalisation du DEUC s'est déroulée dans les différents quartiers de la ville de Ngoulamakong. Cependant, il est à noter que les outils utilisés pour la réalisation du DEUC sont les mêmes que ceux du DPNV à la seule différence que le DEUC insiste également sur les différents corps de métiers qui interviennent dans l'espace urbain.

À la fin de cette collecte d'information, nous avons produit un rapport intitulé "DEUC" validé par le COPIL et mis à la disposition de la Commune et du PNDP.

Conduite du Diagnostic Participatif Niveau Village

L'approche méthodologique utilisée lors du DPNV a consisté au niveau de chaque village de la Commune, en une succession de consultations publiques comprenant des travaux de groupes mixtes, des travaux de groupes socioprofessionnels (hommes, femmes et jeunes), les séances plénières en assemblées villageoises, les entretiens semi-structurés et l'observation directe.

La conduite du diagnostic participatif niveau village a fait appel à différents outils:

- ◆ **La fiche de collecte des données de base** a permis de recenser les données sur le village
- ◆ **Le Profil historique** a permis de revisiter l'histoire de chaque village de manière à comprendre les grands événements ayant marqué les populations et entraînés des mutations et impacts significatifs dans leur mode de vie ;
- ◆ **La Carte du village avec unités de paysage** a permis d'identifier les ressources naturelles et physiques du village de même que les infrastructures socio-économiques.
- ◆ **Le Transect (marche)** a permis d'explorer les territoires, de vérifier sur place les informations obtenues sur le village en utilisant les autres outils d'analyse, les infrastructures et les micro-infrastructures locales et d'identifier les problèmes et les contraintes de développement du village ; **Photo 1: Marche de transect au Village Oyack Fong**

Distance (m)	400m	250m	300m	500m
ZONES	ENGA AYAT	ENGA AYAT	CANTON ALDAP	ENGA AYAT
SOLS	Sol noir	Sol noir argileux, sableux	Sol marécageux, boueux	SOL NOIR
VEGETATIONS	CACAOIERS, ARBRES FRUITIERS	Jachère, bananier, manioc, taro, patate	Acacia, Fougère	Palme à huile, végétation marécage
ACTIVITES	Culture de rente	Culture vivrière	//	Culture de rente et vivrière
RESSOURCES NATURELLES			Raphe	//
PROBLEMES	Présence des Capridés	Présence des animaux sauvages, des chiens, Sol fertile	Difficulté d'accès	Présence d'animaux sauvages de culture
PAINES	Accès limité		Très marécageux et manque de routes	Sol fertile
Solutions appliquées	Entretien permanent des canaux		Appropriation de protection	//
SOLUTIONS A ENTRA-PRÉNDRE	Travaux de plantation de Cacaos	Jachère, rotation des cultures, protection de la chaîne d'approvisionnement	Construction des petits ouvrages hydrauliques, amélioration des routes, amélioration des infrastructures	Bâtiments à base (pièces)

- ◆ **L'Interview semi-structurée (ISS)** a permis de compléter les connaissances acquises sur le village en utilisant les autres outils et de faire un inventaire des problèmes et des atouts du village selon les perceptions des différents groupes et types d'acteurs ;

- ◆ **L'Arbre à problèmes** a permis d'analyser les causes et les effets des problèmes prioritaires du village par secteur et de choisir les causes/effets pertinents des différents problèmes sur lesquelles les villageois veulent et peuvent agir ;
- ◆ **La matrice de captage des problèmes liés au changement climatiques** qui a permis de mesurer l'impact de ces changements sur des secteurs stratégiques de développement ;
- ◆ **Le Diagramme de Venn** a permis de mesurer l'importance des relations entre le village et les autres acteurs institutionnels, les populations et les organismes de développement ;
- ◆ **Le Tableau de solutions endogènes** : il a permis d'identifier les solutions aux problèmes sur lesquelles les populations peuvent et souhaitent agir ;
- ◆ **Le Tableau de planification stratégique** a permis de planifier les actions endogènes prioritaires du village sur trois (03) ans
- ◆ **Le Tableau de planification opérationnelle** : il a permis d'élaborer le Plan Opérationnel du village pour la première année.
- ◆ **La Mise en place d'un Comité de Concertation** : il a pour mission dans chaque village de procéder au suivi et à l'évaluation des activités endogènes à mener pendant une période trois (03) ans.

L'analyse des données

Les données de base collectées pendant la phase préparatoire et complétées lors des différents diagnostics participatifs ont fait l'objet d'analyse lors de séances de travail restreintes. C'est ainsi que sur le terrain, les différentes équipes de l'OAL CANADEL ont procédé à la vérification de toutes les informations recherchées et reportées sur les différentes fiches de collecte. Elles ont également apprécié la pertinence des données collectées à travers une triangulation des différentes sources.

Les points nécessitant une clarification ont été recensés, et lorsque la nécessité se faisait ressentir, de nouvelles descentes étaient menées pour approfondir les informations obtenues.

2.3. Consolidation des données du diagnostic et cartographie

Il s'agissait d'organiser et de synthétiser les données collectées pendant les phases de diagnostic. Les données ont été traitées et classées selon qu'elles relevaient de l'institution communale, de l'espace urbain ou du village. Ces données ont été par la suite regroupées par secteur. Ce dépouillement a été fait à l'aide de fiches de synthèse. La consolidation a consisté à mettre en commun les données du DPNV, DEUC et du DIC. Il aura été question de compléter la base de données en compilant toutes les informations dans la base de données Excel.



En ce qui concerne la cartographie un consultant recruté par l'OAL CANADEL avait pour mission de relever l'ensemble des points GPS de toutes les infrastructures de la Commune et de produire toutes les cartes y relatives.

Photo 2: Une attitude des participants pendant l'atelier de Restitution des diagnostics

À l'issue de la phase de consolidation des données, un atelier de restitution et de validation du rapport consolidé des diagnostics a été organisé en

présence des différentes parties prenantes (COPIL, OAL, Sectoriels locaux d'arrondissement, Présidents des CC et Chefs traditionnels). Le rapport validé par le COPIL a été adressé à la Mairie et au PNDP CRC SUD

2.4. Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation

L'atelier qui s'est tenue à NGOULEMAKONG les 03 et 04 septembre 2015 a revêtu le caractère d'un Conseil Municipal Élargi aux Sectoriels (COMES). Il était présidé par le Préfet du département de la MVILA et a connu la participation des chefs traditionnels, des autorités administratives et municipales, des élites intérieures et extérieures de la Commune, des conseillers municipaux, des membres du comité de pilotage, des présidents des comités de concertation. Ce premier COMES s'est articulé autour des étapes suivantes :

- L'élaboration de la planification stratégique : par la restitution, les amendements et la validation des différents cadres logiques par secteur ;
- L'intervention des sectoriels (stratégie sectorielle, etc.) et des populations à la base ;
- La mobilisation des ressources : présentation par l'Exécutif Communal des financements disponible pour l'année 2016 ;
- L'élaboration du Cadre de Dépense à Moyen Terme (CDMT) ;
- L'élaboration du plan d'investissement annuel (PIA) ;
- L'élaboration du plan sommaire de gestion environnemental (PSGE) ;
- L'élaboration du plan de passation des marchés (PPM) ;
- La mise en place du Comité Communal de suivi du PCD

2.5. Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif

Le mécanisme de suivi-évaluation participatif de la mise en œuvre du PCD a été défini. Celui-ci repose sur un Comité Communal de Suivi-Évaluation (CCSE) des activités retenues à court et moyen terme dans le Plan Communal de Développement (PCD). Il est constitué des comités de concertation villageois et des membres du COPIL dissout.

3. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE

3.1. Localisation de la commune (Région, Département, carte de localisation de la Commune, date de création, superficie, nombre de villages)

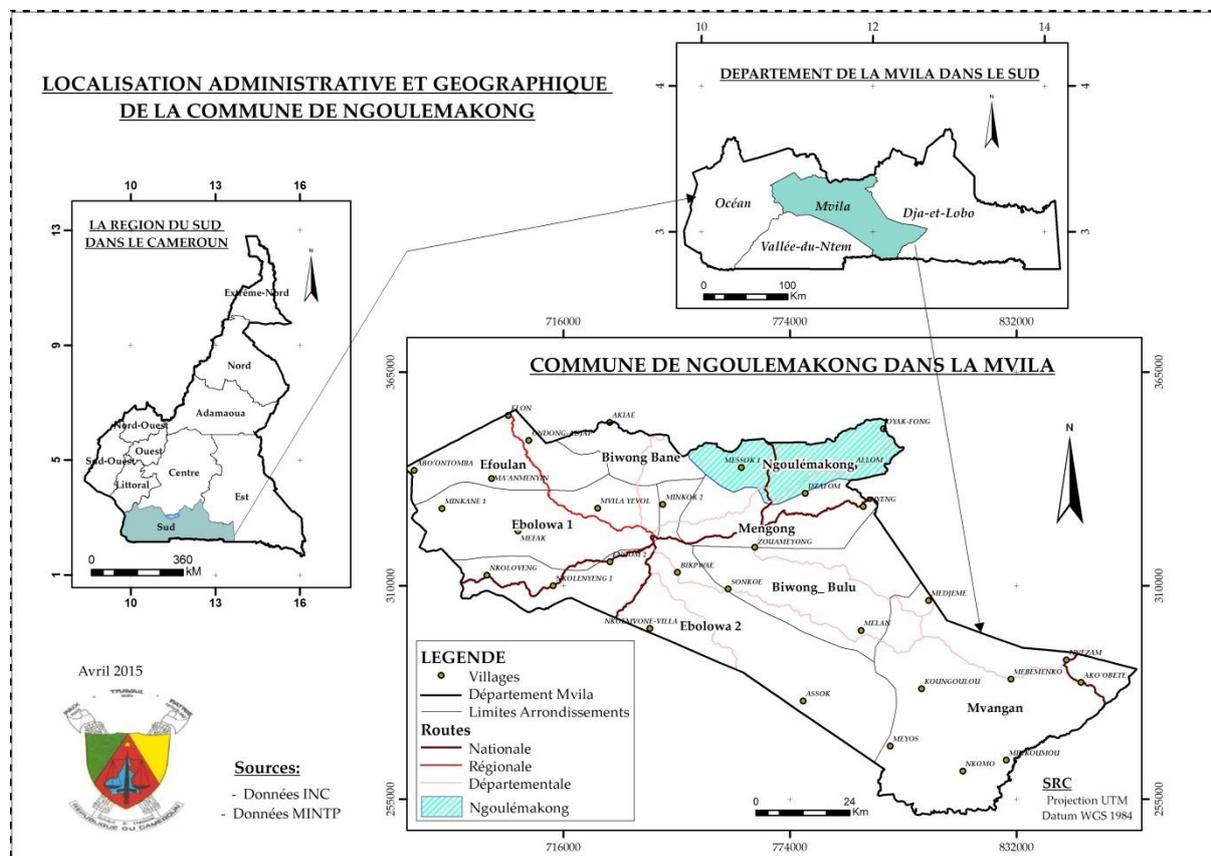
Selon le découpage territorial du Cameroun, la Commune de Ngoulemakong est située dans le Département de la Mvila, Région du Sud. Elle est située à 107 kilomètres de Yaoundé la capitale politique du Cameroun sur l'axe lourd Yaoundé – Ebolowa, entre les 11° et 12° de longitude Est et les 2° et 3° de latitude Nord.

L'évolution administrative a vu Ngoulemakong tour à tour être érigé en un poste administratif rattaché à Ebolowa en 1953. Deux ans plus tard, cette Unité Administrative devient une Commune par l'arrêté N° 231 du 17 juin 1955. Et en 1961, elle passe au stade de District, puis devient commune d'Arrondissement en 1963. Ngoulemakong compte 49 villages auxquels il faut ajouter 09 hameaux. Elle couvre une superficie d'environ 700 km² et est limitée :

- ◆ au Nord par les Communes de Mengueme et d'Akoéman (département du Nyong et So'o) ;
- ◆ Au Nord-Est par la Commune de Zoétéle (département du Dja et Lobo) ;
- ◆ au Sud-Est par la Commune de Mengong (département de la Mvila) ;
- ◆ à l'Ouest par la Commune de Biwong-Bane (département de la Mvila).

En venant de Yaoundé l'espace territorial de cette commune est perçu, comme porte d'entrée de la Région du Sud.

Carte 1: Localisation administrative et Géographique de la Commune de Ngoulemakong



3.2. Milieu biophysique (climat, sol, relief, hydrographie, flore et faune, carte des ressources naturelles)

➤ **Le climat**

Le climat de Ngoulemakong est tropical humide, de type équatorial, avec 4 saisons bien marquées:

- une grande saison des pluies Septembre-Novembre ;
- une grande saison sèche Décembre-Mars ;
- une petite saison de pluies : Avril-Mai,
- une petite saison sèche : Juin-Aout

La moyenne annuelle des précipitations est de 1 700 mm et celle des températures de 24,5°C¹. Cependant les perturbations climatiques relevées ne permettent pas toujours d'avoir une démarcation nette de ces quatre saisons.

➤ **Le relief**

Le relief de la Commune fait partie du vaste plateau sud –camerounais d'altitude moyenne 650 m; mais Ngoulemakong est un peu plus élevée que la plupart des communes du Sud.

¹ Notes des rapports du SADEL

L'altitude ici dépasse les 700 m en moyenne. Il est accidenté par endroits du fait des collines isolées ou des complexes de collines, de pentes variables et par la présence de quelques rochers.

➤ **Les sols**

Les sols de Ngoulemakong sont de couleur variable avec une prédominance de couleur brune rouge. La structure et la texture quant à elle varient selon l'altitude. Toutefois, on remarque la prédominance de la texture fine composée de sable fin de limon² et d'argile. Les sols dans les zones marécageuses ont une couleur noire, caractéristique des sols fertiles riches en humus. Cependant ces sols sont insuffisamment exploités³.

Ces sols sont classés comme «*Xanthic*» ou «*Plinthic⁴ Ferralsols*» dans la classification FAO-UNESCO. Le PH est généralement acide. On rencontre aussi des sols hydromorphes mal drainés dans les bas-fonds.

➤ **L'hydrographie**

Des informations recueillies auprès de diverses sources révèlent que l'arrondissement de Ngoulemakong est arrosé par 04 cours d'eau: *Soumou, Fala, Memugu* et *Mone fala*. Ces cours d'eau coulent à l'intérieur de l'arrondissement sur plusieurs kilomètres d'est à l'Ouest



de la ville de Ngoulemakong. En outre, il existe d'abondantes rivières et ruisseaux assez poissonneux et qui donnent aux populations riveraines la possibilité de s'offrir du poisson en toutes saisons.

Photo 3: Une vue de la rivière FALA

➤ **La végétation et la flore**

La formation végétale de Ngoulemakong est celle de la forêt dense équatoriale humide. Elle appartient aux formations mixtes semi caducifoliées toujours vertes, présentant des faciès de dégradation le long de la route à cause de l'occupation et des activités humaines (habitations, cultures de proximité et réseaux de pistes. La végétation est essentiellement constituée d'une forêt primaire et d'une forêt secondaire selon qu'on s'enfonce dans la forêt. Les jachères sont aux abords de la route, des zones de cultures et d'habitation. Les forêts marécageuses sont riveraines des marécages, marais et autres cours d'eau. La forêt regorge d'une diversité d'essences d'exploitation telles que le *Bubinga*, le *Moabi*, le *Sapelli*, le *Sipo*, le *Tali*, le *Movingui*, le *Bibolo*, l'*Ayous*, le *Bilinga*, l'*Ekop*, l'*Azobé*, l'*Ebene* et l'*Iroko*. On y rencontre aussi de nombreux produits forestiers non ligneux tels que l'*Ando'o*, l'*Ezezang*, la cola, le Bitter Cola, le *Nding*, l'*Obam*, l'*Essok*, l'*apwa*, etc.

On rencontre plusieurs types de forêt dans l'espace communal de Ngoulemakong:

² Terre argileuse très fertile déposée par l'eau d'un fleuve ou d'une grande rivière sur ses rives

³ D'après des données disponibles auprès du chef SADEL

⁴ Ils appartiennent au groupe des sols ferrallitiques fortement désaturés. Ce sont des sols argileux tropicaux de couleur brun-jaunâtre à brun vif

- *La forêt dense humide sempervirente*

Ici, la strate supérieure de cette forêt poly spécifique atteint 45-50 m. Certaines espèces sont présentes, en particulier des mimosacées (*Piptadeniastron africanum*) et Sapotacées *Baillonnella toxisperma*. Les méliacées du genre *Entendrophagma* sont peu fréquentes. Le sous-bois est généralement dominé par des zingibéracées et **commelinacées**.

- *La forêt ripicole humide*

Dans cette formation, les strates arborescentes supérieures dépassent rarement 35 m, alors que la strate arborescente inférieure est bien développée. On trouve des forêts ripicoles en bordure des cours d'eau.

- *La forêt humide marécageuse (raphiale)*

Cette formation existe au fond des interfluves. Il s'agit de peuplement de *Raphia* Sp. La Commune en est vraiment bondée et ceci constitue un réel potentiel pour la mise en valeur par la pratique de la pisciculture.



Photo 4: Forêt marécageuse au Village Oyack-Fong

- *La vieille forêt secondaire*

Il s'agit d'une formation de recolonisation d'anciennes zones cultivées ou de chablis. À ce stade, la strate arborescente supérieure est déjà présente, quoique encore récente. Elle est constituée de quelques vieux arbres de l'ancienne forêt primaire et d'espèces ayant recolonisé l'espace à la suite de *Musanga cecropioides* généralement premier occupant du terrain, en particulier *Ricinodendron heudelotii* (Euphorbiacées) *Funtunia elastica* (Apocynacées), *coelocaryon pieussi* (Myristicacées), *Fagara* sp. (Rutacées) et *Terminalia superba* (Hiliacées).

- *La jeune forêt secondaire*

Il s'agit d'un stade de recolonisation nettement moins avancé que les vieilles forêts secondaires. Les strates arborescentes supérieures et moyennes lorsqu'elles existent sont constituées de vieux arbres de la forêt préexistante. La strate arborescente inférieure se développe et est très largement dominée par *Musanga cecropioides*. Les strates arbustives et herbacées, sont colonisées par *Aframomum* Sp. et, dans une moindre mesure, par des espèces telles que *Macaranga* Sp. (Euphorbiacées).

- *Les jachères post culture*

Elles sont en majorité colonisées par l'espèce *Chromolaena odorata* (Astéracées) qui étouffe les autres herbacées après les séries de récoltes. On y rencontre aussi des arbres qui n'ont pas été abattus lors de la préparation du terrain.

Les forêts secondaires sont plus abondantes dans la zone d'action anthropique à savoir les cultures et l'exploitation forestière.

➤ **La faune**

La faune domestique est composée de chiens, chats, chèvres, moutons, porcs, poulets, canards en divagation. La densité du réseau hydrographique montre la diversité des produits

halieutiques. Les espèces les plus rencontrées comprennent entre autres les *siluridae*, les *claridae* et le poisson vipère, les crevettes et les crabes.

La faune sauvage est présente dans les zones les zones dégradées de la forêt secondaire mais en faible quantité en raison des activités humaines. Elle est surtout constituée du petit gibier regorgeant des animaux tels que les lièvres, les chats-tigres, les porcs-épics, les hérissons, les singes, les biches, les vipères, les rats palmistes, les varans etc.

Tableau 1: Faune présente dans les forêts de Ngoulemakong

N°	Nom Commercial	Nom Scientifique	Usage fait par la population locale	Mode de chasse
1	Céphalopode à bande dorsale noire	Cephalophis dorsalis	Commercialisation et consommation	Pièges à câble, armes et chasse à la lance
2	Pangolin à longue queue	Manis tetradactyla	Commercialisation et consommation	Pièges à câble et chasse à la lance
3	Antilope royale	Neotragus pymacus	Commercialisation et consommation	Pièges à câble et chasse à la lance
4	Gazelle à front roux	Gazella rufifrons	Commercialisation et consommation	Pièges à câble et chasse à la lance
5	Hérisson	Erina ceida	Commercialisation et consommation	Chasse à courre, pièges à câble et chasse à la lance
6	Gorille	Gorilla	Commercialisation et consommation	Chasse à l'arme et piège à câble
7	Chimpanzé	Pan troglodytes	Commercialisation et consommation	Chasse à l'arme et piège à câble
8	Porc épic	Atherurus africanus	Commercialisation et consommation	Pièges à câble, armes et chasse à la lance
9	Vipère	Atheris spp	Commercialisation et consommation	Pièges à câble
10	Boa	Python sebae	Commercialisation et consommation	Pièges à câble
11	Ecureuil	Eutamias spp	Commercialisation et consommation	Pièges à câble
12	Rat de Gambie	Créetomys spp	Commercialisation et consommation	Pièges à câble, armes et chasse à la lance
13	Varan	Varan	Commercialisation et consommation	Chasse à la nasse, à la lance et pièges à câble

Source : Enquêtes terrain CANADEL et Plan de Développement Communal de la Commune de Ngoulemakong (2006).

3.3. Milieu humain (Quelques repères historiques de la Commune, population, Ethnies, religions, principales activités économiques) ;

À défaut d'une tradition écrite, la tradition orale rapporte que « Ngoul mekong » signifie « la force des lances (ou flèches) ». Cette appellation consacre la fin des guerres tribales qui ont opposé les Bulu et les Bene en 1816. De ces guerres, les Bene seraient sortis victorieux et le site jadis habité par les Bulu fut progressivement envahi par les peuples Bene et Fong. D'ailleurs, plusieurs d'entre eux se sont installés en bordure de la route conduisant à Yaoundé (« bene balot »), tandis que d'autres ont continué vers la mer à la recherche du sel. Certains d'entre eux, fuyant les guerres susmentionnées, ont élu domicile sur le site actuel de la Commune. A la faveur de la colonisation, le nom "Ngoul mekong" est rebaptisé par les occidentaux et devient "Ngoulemakong".

Selon les résultats du 3^{ème} RGPH au Cameroun en 2005, la population de la Commune était estimée à 14675 habitants. À ce jour, elle est estimée à 18374⁵ âmes réparties dans 53 villages que constituent les trois (3) groupements Bane - Centre, Bane - Ouest et Fong.

À la tête de chaque groupement, trône un chef de deuxième degré qui a sous sa responsabilité un ensemble de villages à la tête desquels on trouve des chefs de troisième degré ayant autour d'eux des notables représentant les grandes familles de la communauté.

Les chefs de villages, descendants des différents fondateurs, sont les gardiens de la tradition.

Les populations de cette communauté sont composées des Mvog Zang, des Mvog Amougou, des Fong, des Otoloa, des Mvog Manga Nseg, des Ntoumou, des Mvog Zomo, des Mvog Mezang... On y retrouve aussi des populations allogènes venues du Sud et d'autres régions du Cameroun telles que : les Bamiléké, les Bassa, les Eton, les Bulu, etc. Et d'autres venues de l'extérieur du pays à l'instar des nigériens et nigérians venues pour diverses raisons. Pour certains, il s'agit de saisir des opportunités économiques et financières offertes par la Commune. D'autres y sont présents pour des raisons professionnelles (affectation, recherche d'emploi, etc.). Les villages les plus peuplés sont *Minlamizibi, Nnemeyong, Obang II, Enamgal, Doum Olo'o, Nkol, Bitsogmam, Doum Chefferie, Ebotenkou.*

Différentes traditions sont pratiquées dans la localité : les rites (rites de veuvage; la dot; le « Tso », lorsqu'une famille perd un de ses membres de suite d'une mort violente; "l'essié Nnam", rite de purification et de traitement indigène que l'on pratique chez des grands malades afin de faciliter le recouvrement de la santé), les interdictions (l'inceste et le meurtre), les systèmes d'héritage (la succession) et la religion.

Les principales activités économiques sont le commerce, l'agriculture, l'élevage, la chasse, la cueillette et les services.

Photo 5: Séchage de cacao sur la claie (Akoatala) et Ramassage de "l'Ezejang" (Ossoefeme)



⁵ Ce calcul est obtenu en appliquant au résultat du recensement, le taux annuel de croissance de 2,8% sur 09 ans (2005-2014).

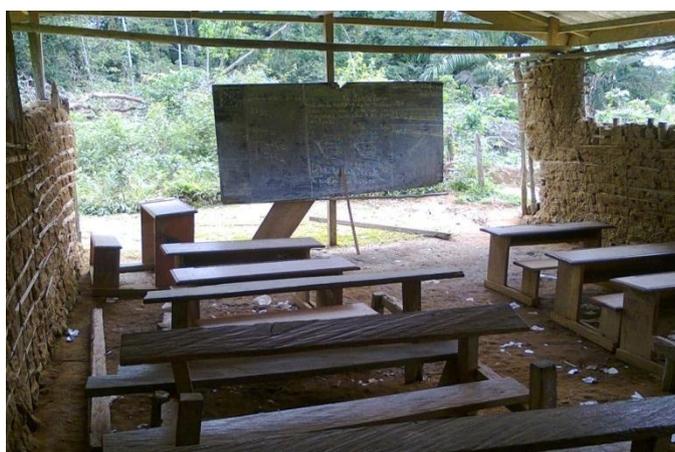
3.4. Principaux services de l'espace communal.

Ils sont présentés dans le tableau ci-après :

Tableau 2: Tableau des principaux services présents dans la Commune de Ngoulemakong

Secteur	Infrastructure	Statut
Éducation de Base	12 écoles maternelles publiques	Public
	03 écoles primaires catholiques	Privé
	22 écoles primaires publiques	Public
Enseignements secondaires	04 Lycées d'enseignement général	Public
	05 CES	
	01 Lycée Technique	
	01 CETIC	
	02 Collèges catholiques	Privé
Éducation de Base	Une inspection de l'éducation de base	Public
Jeunesse et Éducation Civique	Une délégation d'arrondissement de la jeunesse	Public
Forêt et Faune	Une délégation d'arrondissement de la faune et des forêts	Public
Agriculture et Développement Rural	Une délégation d'arrondissement de l'agriculture et du développement rural	Public
Pêches et Industries Animales	Une délégation de l'élevage, des pêches et des industries animales	Public
Affaires Sociales	Un Centre Social	Public
Pêches et Industries Animales	Un Centre Zootechnique	Public
Santé	Un Centre Médical d'Arrondissement	Public
Santé	Quatre Centres de Santé Intégré	Public
Santé	Un Centre de santé confessionnel catholique	Privé
Eau et Énergie	01 Château d'eau et 15 Bornes fontaines	Public
	Plusieurs forages et puits	Public
	01 Réseau électrique moyen avec des branchements domestiques	Public
Administration Territoriale et décentralisation/ Sécurité	Un Commissariat de sécurité Publique	Public
Administration Territoriale et décentralisation /Sécurité	Un Commissariat spécial	Public
Administration Territoriale et décentralisation /Défense	Un poste de Gendarmerie	Public
Commerce	Un marché construit avec boutiques et hangar	Public
Postes et Télécommunications	01 Bureau de poste	Public
Administration Territoriale et décentralisation	01 Sous-préfecture	Public

Photo 6: Une salle de Classe à l'EP de Meka'a 2; Un point d'eau au 6ième hameau du Village Akoatala



3.5. Principales potentialités et ressources de la Commune ;

Tableau 3: Matrice des principales potentialités de la Commune de Ngoulemakong

Type de biens	Utilisation	mode de gestion
Forêt (primaire et secondaire)	Satisfaction des besoins primaires	Accès libre et gratuit
Produits Forestiers Ligneux	Médicinale, artisanat, construction, chauffage	Accès réglementé
<i>Enanthia chloranta</i> (moambe jaune)	Médicinale	Bien que la loi règlemente l'accès aux produits forestiers ligneux et classe certaines espèces comme espèces à protéger, l'enquête de terrain nous a permis de constater que les populations exploitent librement ces ressources, la Commune ne perçoit aucune rentrée de fonds de ces activités.
<i>Entandrophragma cylindricum</i> (Sappeli)	Œuvre	
<i>Entandrophragma utile</i> (Sipo)	-/-	
<i>Baillonela toxisperma</i> (Moabi)	Médicinale/ Œuvre	
<i>Nauclea diderrichi</i> (Bubinga)	-/-	
<i>Pterocarpus soyauxii</i> (Padouk)	-/-	
<i>Milicia excelsa</i> (Iroko)	Bois d'œuvre	
<i>Terminolia Superba</i> (Fraké)	Bois coffrage	
<i>Triplocliton Seleroxylon</i> (Ayous)	-/-	
<i>Guirboutia tesmannii</i> (Bubinga)	Plante médicinale/bois d'œuvre	
Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL)	Médicinale, Fruit, culinaire, aphrodisiaque	Utilisation gratuite
<i>Irvingia gabonensis</i> (Andok)	Ingrédient de cuisine	Exploitation gratuite
<i>Ricinodendron heudelotii</i> (esesang)	-/-	
<i>Coula edulis</i> (Ewomen)	Fruit	
<i>Garcinia kola</i> (Onyié)	Aphrodisiaque	
<i>Altonia bonei</i> (Ekuk)	Plante médicinale	
<i>Baillonella toxisperma</i> (Essingang)	-/-	
<i>Aframomum Sp.</i> (Esson)	Ingrédient de cuisine/plante médicinale	
<i>Megaphrynium macrostachyum</i> (Nken)	Emballage	
<i>Elaeis guinéensis</i> (Alen)	Huile de palme	
<i>Eremospatha macrocarpa</i> (Nlong)	Fabrication des paniers	
<i>Laccosperma secumdiflorum</i> (Nnom Nlong)	Fabrication des meubles	
<i>Dacryodes edulis</i> (Sa)	Fruit	
<i>Dacryodes macrophylla</i> (Tom)	-/-	
Faune	Autoconsommation, vente locale	Accès règlementé
<i>Atherurus africanus</i> (porc-épic athèrure, Ngome)		Meme observation
<i>Cephalophus gallipygus</i> (Céphalophe de peter, Sô)		
<i>Tragelapus spekei</i> (Sitatunga, Invoul)		
<i>Potamocheirus porcus</i> (Potamocheire, Ngouafane)		
<i>Tryonomis swinderianus</i> (Hérisson, Mvepe)		
<i>Bitis gabonica</i> (Vipère, Apkwe)		
<i>Crycetomis enunii</i> (Rat de Gambi, Kouessi)		
<i>Cercocebus Sp</i> (Singe, Koué)		
<i>Manis tricuspis</i> (Pangolin, Oqueka)		
<i>Pan troglodytes</i> (Chimpanzé, Ngui)		
<i>Cyncercus caffer nanus</i> (Buffle, Niat)		

Gorilla (Gorille, Ngui)		
Panthera pardus (Panthère, Zeh)		
Nadinia binotata (Nandinie, Mviéh)		
Vivera civetta (Civette, Zoue)		
Cephalophus monticola (Lièvre, Opweng)		
Ressources halieutiques	Autoconsommation, vente locale, pêche, constructions	Utilisation gratuite
Poissons (Silure, Carpe, kanga)	Autoconsommation, vente locale	
Lac municipal	Pêche	
Étangs (170)	-//-	
Ressources minières	Vente locale, constructions	Utilisation règlementée
Carrière de BANGA et autres	constructions	La Commune n'a pas encore la maîtrise de ces ressources qui sont exploitées par les populations locales

Sources : Enquête de terrain CANADEL

4. SYNTHÈSE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC

4.1. Synthèse du DIC

DOMAINE	FORCES	FAIBLESSES
Gestion des ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des capacités de la ressource humaine existante; - Dynamisme de l'exécutif municipal - Existence d'un organigramme 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible contractualisation du personnel communal; - Faible niveau de motivation (invisibilité de plan de carrière, environnement de travail, satisfaction personnelle, sécurité sociale et évaluation du personnel) - Mauvaise qualité du système d'archivage (inexistant). - Faible fonctionnalité de l'organigramme;
Gestion des ressources financières	<ul style="list-style-type: none"> - Faible niveau d'endettement de la Commune - Existence d'opportunités exploitables - Existence d'un fichier des contribuables 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible taux de recouvrement des taxes communales; - Insuffisance des moyens logistiques de recouvrement;
Gestion du patrimoine communal	<ul style="list-style-type: none"> - Les ressources forestières et halieutiques - Importance du patrimoine immobilier de la Commune 	<ul style="list-style-type: none"> - L'existence des sites touristiques inexploités; - Vétusté du matériel roulant communal
Gestion des relations	<ul style="list-style-type: none"> - Relations harmonieuses avec les chefferies traditionnelles - Multitude des partenariats internationaux; - La présence d'une nombreuse élite; - La jeunesse de la population 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible niveau de relation avec les associations locales - Faible organisation des acteurs de la société civile; - Faible relation avec les services déconcentrés de la Région du Sud - Arrêt de la coopération intercommunale dans le cadre des projets SADEL et MEMODO

- **Axes de renforcement de la Commune**

Au niveau des Ressources humaines

- ◆ Élaboration des textes relatifs à la gestion des ressources humaines : référentiel de gestion des ressources humaines (profils de postes, cahier de charges du personnel)
- ◆ Renforcement des capacités : formation en gestion des ressources humaines, utilisation de l'outil informatique, à la gestion des questions d'urbanisme aux méthodes d'archivage, pour cela la connexion au réseau internet est indispensables ;
- ◆ Recrutement de spécialiste en gestion de ressources humaines, en gestion des risques sociaux environnementaux, d'un documentaliste ;
- ◆ Formation des nouvelles recrues et participation du personnel à des séminaires et des partages d'expériences;
- ◆ Mise en place d'un système d'informations géographiques ;
- ◆ Contractualisation du personnel ;
- ◆ Mettre sur pied un profil de carrière pour le personnel communal
- ◆ Assiduité et ponctualité du personnel au lieu du service ;
- ◆ Élection d'un délégué du personnel.

Au niveau Ressources financières

- ◆ Construction d'une fourrière municipale ;
- ◆ Sensibilisation accrue des agriculteurs pour le paiement de l'impôt sur le revenu agricole ;
- ◆ Mise sur pied un répertoire des exploitants des PFNL pour une imposition efficace et efficiente ;
- ◆ Élaboration de budgets réalistes ;
- ◆ Actualisation et fourniture des documents comptables (comptes de gestion de la commune) ;

Au niveau du Patrimoine communal

- ◆ Acquisition de matériel roulant pour la Commune
- ◆ Création d'une voirie communale ;
- ◆ Construction de toilettes publique en milieu urbain;
- ◆ Renforcement du matériel informatique ;
- ◆ Informatisation et mise à jour du fichier d'inventorisation du patrimoine communal ;
- ◆ Entretien régulier du patrimoine immobilier de la Commune.

Au niveau de la Gestion des relations

- ◆ Tenir un fichier communal des associations existantes dans la Commune ;
- ◆ Tenir régulièrement des rencontres avec les sectoriels locaux et des séances de travail avec les sectoriels départementaux ;
- ◆ Développer des relations intercommunales.

4.2. Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur

SECTEUR ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION ET MAINTIEN DE L'ORDRE			
Problèmes	Causes	Principaux effets	Besoins identifiés
<p>1-Faible appropriation de la Décentralisation au niveau local</p> <p>2-Faible développement de l'institution communale</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Existence des zones à risques • Négligence dans la déclaration des actes de naissances • Éloignement des postes de sécurité • Faible structuration de certaines chefferies sur le plan organisationnel • Déficit de sensibilisation, d'information des parties prenantes ; • Insuffisance des finances propres de la commune (faible capacité d'autofinancement) ; • Faible culture de gouvernance locale et de démocratie participative des populations ; • insuffisance qualitative des ressources humaines à la Commune ; • Appui inadapté des services déconcentrés de l'État à l'endroit de la Commune ; • Absence de coordination des actions des sectoriels au niveau local. • Faiblesse du relais de l'administration locale • Ignorance par les populations des textes, lois et enjeux de la décentralisation 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ petit banditisme ▪ délinquance juvénile, ▪ consommation des stupéfiants, vols. ▪ établissement tardif des actes de naissances des enfants : ▪ petits conflits locaux ▪ Faible participation des populations au processus de décentralisation ; ▪ Stagnation et sous-développement de l'économie locale ; ▪ Dépendance de la Commune aux financements extérieurs ▪ difficulté de la mairie à mettre en œuvre les actions planifiées ; ▪ faible qualité des services communaux ; ▪ Non convergence des actions de développement ▪ Sentiment d'abandon de certaines populations par les pouvoirs publics 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapprochement des postes de sécurité ▪ Sensibilisation des populations sur l'établissement des actes de naissances ▪ Réorganisation des certaines chefferies sur le plan fonctionnel ▪ Amélioration dans la qualité du personnel de l'institution communale ▪ Amélioration de la collaboration entre la Commune et les services déconcentrés de l'État. ▪ Développement de la participation des populations au processus de Décentralisation

SECTEUR AFFAIRES SOCIALES			
Problèmes	Causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Faible encadrement des personnes vulnérables et indigentes	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Éloignement des services sociaux ▪ non-assistance des services sociaux aux personnes vulnérables ▪ Difficultés d'accès aux équipements ▪ faible solidarité des communautés aux personnes vulnérables ▪ Faible revenu de la population ▪ Manque de sensibilisation et d'information des populations ▪ Pauvreté en équipement du centre social existant ▪ Absence de personnel qualifié dans les services municipaux ; ▪ Faible cohésion entre le sectoriel et la commune; ▪ Ignorance des familles 	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de sensibilisation des personnes vulnérables par les SDE • Ignorance des opportunités offertes aux personnes vulnérables • Marginalisation des personnes vulnérables • Détérioration de la santé physique et mentale des personnes vulnérables ; • Stigmatisation des personnes vulnérables ; • Non enregistrement des personnes pour la carte d'invalidité ; • Difficulté à répertorier les personnes vulnérables ; • Absence d'appui aux personnes vulnérables ; • Difficulté des personnes vulnérables à subvenir à leurs besoins ; ▪ Perte d'autonomie des personnes vulnérables ;; 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Construction et équipement d'un Centre Social à Ngoulemakong ▪ Sensibilisation des personnes vulnérables ▪ Appuis techniques matériels et financiers aux personnes vulnérables ▪ Intégration sociale des personnes vulnérables ▪ Création d'un fichier communal de personnes vulnérables et nécessiteuses

SECTEUR AGRICULTURE			
Problèmes	Causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Faible productivité agricole	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Outillage rudimentaire ▪ Destruction des plantes par les ravageurs ▪ Maladies des cultures ▪ Éloignement des bassins de production ▪ Insuffisances des intrants agricoles ▪ Faible encadrement des producteurs ▪ Éloignement des postes agricoles ▪ Difficultés d'accès aux 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pénibilité du travail ▪ Baisse de la production agricole ▪ Faibles rendements ▪ Difficultés d'évacuation des produits ▪ Faibles accès aux financements ▪ Dépérissements des denrées agricoles ▪ Appauvrissement des sols 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Octroi des matériels de travail adaptés à l'agriculture de seconde génération ▪ campagnes de traitement phytosanitaire ▪ Faciliter l'accès aux intrants agricoles (création et équipement de la maison du planteur) ▪ Aménagement des

SECTEUR AGRICULTURE			
Problèmes	Causes	Principaux effets	Besoins identifiés
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ bassins de production ▪ Difficultés d'écoulement des produits agricoles ▪ Faibles pratiques des techniques modernes agricoles ▪ Faibles transformations des produits agricoles ▪ Difficile approvisionnement en intrants agricoles ▪ 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Baisse des revenus des producteurs; 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ pistes agricoles ▪ Construction des magasins de stockage ▪ organisation de marchés périodiques ▪ Organisation des ventes groupées ▪ Formation des agriculteurs sur la transformation des produits agricoles ▪ Renforcement des capacités et Appuis aux organisations paysannes et coopératives

Problèmes et besoins secteur Commerce

SECTEUR COMMERCE			
Problèmes	Causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Faible développement des activités commerciales	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Éloignement des marchés fréquentés ▪ Activités commerciales peu développées au niveau local ▪ Difficulté d'écoulement des produits agricoles ▪ Faible niveau d'organisation des producteurs et des commerçants ; ▪ Faible offre des biens et services, ▪ Coût élevé du transport des produits ; ▪ Inaccessibilité de certaines zones de production ; ▪ Routes peu entretenues et parfois impraticables en saison de pluie ; ▪ Faible niveau d'investissement en matière d'infrastructures commerciales ; ▪ Faible recouvrement des taxes et impôts ; ▪ Incivisme fiscal de certains commerçants; ▪ Méconnaissance de la 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Difficultés de commercialisation des produits agricoles ▪ Faibles revenus ▪ Pauvreté ▪ Limitation des revenus de la commune ; ▪ Marge de manœuvre limitée et dépendance de la commune vis-à-vis des financements extérieurs ; ▪ Limitation de possibilité d'investissement en de la commerciale ; ▪ Forte spéculation sur les produits ; ▪ Coût élevé de certaines denrées alimentaires ; ▪ Diminution des ventes ; ▪ Marchés peu approvisionnés ; ▪ Baisse du pouvoir d'achat des populations ; ▪ Sous-alimentation ; ▪ Baisse de revenus des commerçants ; ▪ Renchérissement des 	<ul style="list-style-type: none"> • Construction de nouvelles boutiques au marché de Ngoulemakong • Création des marchés périodiques dans les villages • Facilitation de l'écoulement des produits vers les marchés • Développement de l'Entrepreneuriat local • Facilitation de l'accès au crédit ▪ Construction de magasin de stockage de marchandises au marché de Ngoulemakong ▪ Appuis à l'organisation des foires commerciales telle que la fête régionale du manioc

SECTEUR COMMERCE			
Problèmes	Causes	Principaux effets	Besoins identifiés
	<ul style="list-style-type: none"> • réglementation fiscale ; • Faible pouvoir d'achat des populations ; • Coût élevé de la fiscalité ; • Manque d'informations quant à l'utilisation des recettes fiscales 	<ul style="list-style-type: none"> • produits • Limitation des revenus de la commune ; • Marge de manœuvre limitée et dépendance de la commune vis-à-vis des financements extérieurs ; • Forte spéculation sur les produits ; • Coût élevé de certaines denrées alimentaires ; • Diminution des ventes ; • Marchés peu approvisionnés ; • Baisse du pouvoir d'achat des populations ; • Sous-alimentation ; • Baisse de revenus des commerçants ; • Renchérissement des produits 	

SECTEUR DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT.			
Problèmes	Causes	Principaux effets	Besoins identifiés
<p>Difficulté d'accès à un logement décent</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Coûts élevés des matériaux de constructions • Insuffisance des latrines aménagées dans les ménages • Insuffisance des moyens financiers • Manque de dynamisme des populations • Plan d'urbanisation non mis en œuvre ; • Habitat précaire ; • Faible accès à la propriété foncière ; • Aménagement insuffisant de la voirie municipale ; • Faible capacité financière des populations ; • Équipements d'assainissement inexistant. 	<ul style="list-style-type: none"> • Utilisation des matériaux de construction non-durable • Prédominance de l'habitat précaire • Précarité de l'habitat existant • Exposition aux maladies • Construction anarchique des habitations ; • Accroissement de la pollution d'assèchement de la nappe phréatique; • Diminution de l'attrait de la ville ; • Promiscuité et forte exposition aux maladies; • Réduction de la 	<ul style="list-style-type: none"> • Faciliter l'accès aux matériaux modernes de construction • Faciliter l'accès à la propriété foncière ; • Mise en œuvre du plan communal d'urbanisme ; • Construction des latrines aménagées dans les ménages • Renforcement des capacités en matière d'accès à la propriété foncière • Mise en place des bacs à ordures dans l'espace urbain communal • Mise en place du projet de la briqueterie Communale de Ngoulemakong en

SECTEUR DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT.			
Problèmes	Causes	Principaux effets	Besoins identifiés
		capacité d'intervention des services de santé en faveur des populations ; <ul style="list-style-type: none"> • Difficultés de déplacement dans et en dehors de l'espace communal ; • Difficultés à se loger dans la commune ; • Abandon de postes par certains fonctionnaires ; • Pollution de l'environnement. 	partenariat avec la MIPROMALO <ul style="list-style-type: none"> • Ouverture de nouvelles routes urbaines • Entretien des routes urbaines existantes

SECTEUR EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE.			
Problèmes	Causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Faible insertion socioprofessionnelle des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Éloignement des centres de formation professionnels ▪ Absence de centre de formation professionnelle et de formation technique ▪ Faible taux d'opportunités d'emploi ▪ Absence d'opportunités d'emploi formelles ▪ faible accès à l'information sur les opportunités d'emploi ▪ faible initiative en faveur de la recherche d'emploi ▪ Difficulté d'accès à l'emploi et à la formation professionnelle ; ▪ Faible capacité entrepreneuriale des jeunes ; ▪ Insuffisance des structures de formation et d'encadrement professionnelle ; ▪ Faible qualification des chercheurs d'emploi ; ▪ Absence de politique de promotion de l'emploi au niveau communal ; ▪ Taux de déperdition scolaire élevé. ▪ Absence d'appui financier en faveur de l'insertion socioprofessionnelle des jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cout élevé de la formation professionnelle ; ▪ Non insertion des jeunes formés ; ▪ Arrêt précoce des études ; ▪ Exode rural des jeunes formés ; ▪ Chômage des jeunes ; ▪ Reconversion à l'agriculture ; ▪ Chômage ; ▪ Oisiveté ; ▪ Délinquance juvénile et sénile ; ▪ Faible niveau entrepreneurial ; ▪ Prolifération d'activités informelles ; ▪ Perte en termes de revenu propre de la commune ; ▪ Sous-emploi ; ▪ Faible revenu des populations ; ▪ Potentiel communal sous exploité. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Création de centres de formation aux métiers agricoles ▪ création de centres de formation professionnelle adaptée aux besoins locaux ; ▪ Élaboration d'un plan prévisionnel local de formation et de recyclage destiné au personnel communal, à la jeunesse ou à tous les corps de métier organisés ; ▪ Expérimentation de l'approche de développement par filière (ADF). ▪ Organisation des Ateliers de sensibilisation sur les opportunités d'emploi

SECTEUR EAU ET ENERGIE.			
Problèmes	Causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Approvisionnement insuffisant en eau potable et énergie électrique	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Déficit de formation des membres du COGEST ▪ Faible encadrement des membres du COGEST ; ▪ Faible suivi des activités des COGEST ; ▪ Non application des textes et règlements des COGEST ▪ Faible prises-en charge de l'entretien des points d'eau par les populations ; ▪ Inexistence de COGEST à certains points d'eau ; ▪ Déficients d'encadrement des populations en matière de gestion d'infrastructures d'eau ; ▪ Accaparement des fonds générés par la gestion de l'infrastructure d'eau par certains membres. ▪ Forages non fonctionnels et abandonnés dans les villages Nyamvendé, Banga, Obang 2, Nkoumadjap 2, Mvagedjap Fong ▪ Puits non fonctionnels dans les villages Assam, Mvagedjap Bané, Minlamizibi. ▪ Absence d'un point d'eau aménagé à Abiétié, Ngock, Mekom, Bitsogmam, Soumou, Doum Carrefour, Ossoefeme, Nlanyop ▪ Insuffisance des points d'eau à Nnemeyong 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faible disponibilité de l'eau courante dans la zone urbaine; ▪ Augmentation des dépenses de santé familiale ; ▪ Bornes fontaines et puits en panne ; ▪ Conflits entre les membres du COGES. ; ▪ Destruction des infrastructures ; ▪ Exposition aux maladies hydriques et autres pathologies liées à l'eau ; ▪ Insuffisance dans la maintenance des infrastructures ; ▪ Mauvaise qualité de l'eau offerte ; ▪ Mécontentement/Découragement de certains membres ; ▪ Mort d'homme ; ▪ Négligence des infrastructures d'eau ; ▪ Recours à l'usage d'eau courante ; ▪ Rupture d'approvisionnement en eau ▪ Absence d'eau potable ▪ Consommation de l'eau des marigots ▪ Maladies hydriques récurrentes <p>Tarissement des sources d'eau naturelles</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réhabilitation des forages et puits endommagés ▪ Construction de forages et de puits ▪ Aménagement des sources à proximité des villages
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Non raccordement au réseau électrique des villages suivants : Nlanyop, Alom, Enamgal 1 et 2 ; Ekowondo, Mengbwa, Ngock, Assam, Akoatala, Oyack Fong, Bikop, Ebaé, Kouma, Ongongo'o, assam, Nyamvende, Mvanda, Oyack Bene, Ndjafom, Minyebe ▪ Réseau électrique inachevé (Mbeka'a2 ; Mekom ; 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Dégradation des infrastructures électriques ; ▪ Perturbation de la fourniture d'électricité ; ▪ Accroissement de l'insécurité ; ▪ Difficultés à travailler ou à étudier dans la nuit ; ▪ Difficile conservation des aliments ; ▪ Sous-développement de l'activité économique locale ; ▪ Perte de potentielles recettes fiscales pour la commune ; ▪ Exode rural ▪ Faible accès à l'information ▪ Dépenses élevées pour s'éclairer 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ contrôle et entretien des équipements électriques existants ; ▪ Création de comités de vigilance ; ▪ accès des populations à d'autres solutions alternatives d'électrification ;

SECTEUR EAU ET ENERGIE.			
Problèmes	Causes	Principaux effets	Besoins identifiés
	Enamgal2, Ebotenkou, Banga, Minlamizibi, Ossoefeme <ul style="list-style-type: none"> ▪ Réseau défectueux (transformateurs endommagés et hors service, poteaux endommagés, câbles pendants) Mvagedjap Fong et Mvagedjap Bané 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cout élevé des produits pétroliers ▪ Insécurité des riverains; 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Etude d'implantation d'un point de vente de produits pétroliers ▪ Raccordement au réseau électrique ▪ Réparation du réseau

SECTEUR EDUCATION DE BASE.			
Problèmes	Causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Faible offre des services d'éducation de base de qualité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mauvais état des bâtiments des écoles maternelles Obang 2 et Mbeka'a1, Nnemeyong, Mvagedjap Fong ▪ Insuffisance des salles de classe (Soumou, Minlamizibi, Mvagedjap Fong, Messok 1, Nlanyop, ▪ Absence de logements d'astreinte dans les écoles des villages Mbeng, Obang 2, Nlanyop, Alom, Bitsogmam, Mbeka'a 1, ▪ Insuffisance des tables bancs dans les écoles de Obang 2, Soumou, Mbeka'a, Mvanda, ▪ Absence de points d'eau et de latrines dans les écoles de Nnemeyong, Soumou, Mbeng, Mvagedjap Bané ▪ Insuffisance d'enseignants dans les écoles de l'arrondissement ▪ Absence de clôture à l'école publique de Minlamizibi ▪ Absence de bloc administratif dans les écoles des villages Mvagedjap Bané, Oyack Fong, Soumou, Alom Fong, Nlanyop, Obang 2, Mvagedjap Fong ▪ Mauvais fonctionnement de l'APEE dans les écoles Mbeka'a1, Obang 2 ▪ Absence de bâtiments administratifs dans les écoles ; ▪ Insuffisance de points d'eau dans les écoles ; ▪ Insuffisance de toilettes dans les écoles; ▪ Retard et absentéisme des enseignants; ▪ Démotivation des 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faible taux de scolarisation ▪ Faible taux de réussite ▪ Déperdition scolaire ▪ Mauvaise conditions de travail ▪ Promiscuité des enseignants ▪ Précarité des conditions de travail ▪ Absentéisme des parents ▪ Faible couverture des programmes ▪ Découragement des enseignants ▪ Non rémunération des maîtres de parents ▪ Programmes scolaires inachevés; ▪ Faible niveau des élèves; ▪ Augmentation du taux déperdition scolaire; ▪ Augmentation de la délinquance juvénile ; ▪ Augmentation de l'insécurité dans la ville; ▪ Perte de talents de jeunesse; ▪ Augmentation du nombre de jeunes désœuvrés et sous-employés ; ▪ Déséquilibre des familles et des communautés; ▪ Difficultés d'insertion socioprofessionnelle; 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Construction nouvelles salles de classes ; ▪ Réhabilitation de salles de classes délabrées ; ▪ Amélioration de la prise en charge des enseignants en cours d'intégration ▪ Construction des blocs administratifs ▪ Dotation de toutes les écoles de livres ▪ Aménagement des aires et de jeux dans toutes les écoles ; ▪ Amélioration de la prise en charge des maîtres de parents ; ▪ Construction des points d'eau dans toutes les écoles à l'exception des écoles publiques groupe 1 et 2 ▪ Construction de latrines dans les écoles primaires et maternelles ; ▪ Équipements (tables, bancs...) ▪ Électrification de tous les établissements scolaires ; ▪ Gardiennage '(EP de Ngoulemakong 1) ; ▪ Amélioration de la gestion des APEE. ▪ Construction et équipement d'école maternelle à Obang 2 et Mbeka'a1, Mbeka'a 2 et Minlamizibi

SECTEUR EDUCATION DE BASE.			
Problèmes	Causes	Principaux effets	Besoins identifiés
	<ul style="list-style-type: none"> enseignants ; ▪ Absence de logements d'astreinte pour les enseignants ; ▪ Difficile prise en charge des instituteurs vacataires et des maîtres de parents; ▪ Mauvaise gestion des revenus des APEE; ▪ Refus des parents d'adhérer et de payer les frais d'APEE; ▪ Faible encadrement scolaire et périscolaire des enfants ▪ Absence d'aires de jeux dans la commune ▪ Insuffisance du matériel didactique ▪ Retard dans l'acquisition du paquet minimum de l'État. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Accroissement du taux de chômage. ▪ Programmes scolaires inachevés; ▪ Faible niveau des élèves; ▪ Augmentation du taux 	

SECTEUR ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES			
Problèmes	Causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Faible exploitation des potentialités en matière d'élevage, de pêches et d'industries animales	<ul style="list-style-type: none"> • . Absence et insuffisance d'encadrement financier des éleveurs (Nyamvendé, Alom) • Éloignement des centres zootechniques • Absence de sensibilisation sur la pratique de l'élevage conventionnel (• Éloignement des lieux d'approvisionnement en animaux et en intrants • Terreur du poisson chat (Messok2) • Déficit de formation (Messok1, Mekom, Ebolboum, • Volonté de se consacrer uniquement à l'agriculture • Faible accessibilité aux intrants et Petite connaissance des marchés ; • Absence de coordination entre les services de la commune, du MINEPIA et du MINADER ; • Faible partage des 	<ul style="list-style-type: none"> • Développement des épidémies ; • Forte exposition des animaux aux effets des changements climatiques ; • Absence de transformation au niveau locale ; • Absence de marché local de bétail; • Faible productivité du secteur ; • Faible revenu des éleveurs ; • Abandon de l'activité ; • Risque sur la sécurité alimentaire. • • Recrudescence des maladies de bétail • Faible engouement pour le secteur • Non diversification des sources de revenu • Cout élevé des 	<ul style="list-style-type: none"> • Accès aux appuis techniques et financiers aux éleveurs • Accès facilité des points d'approvisionnement • Formation et sensibilisation <p>Construction des agropoles</p>

SECTEUR ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES			
Problèmes	Causes	Principaux effets	Besoins identifiés
	<p>connaissances et des expériences ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance des mesures d'encadrements et de formation de producteurs ; • Faible vulgarisation sur les actions, les enjeux et la réglementation du secteur ; ▪ Déficit infrastructurel et matériel. 	<p>intrants et animaux de race</p> <ul style="list-style-type: none"> • Non pratique de la pêche <p>Pratique de l'élevage non conventionnel (Oyack Fong et plusieurs autres villages)</p>	

SECTEUR ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES			
Problèmes	Causes	Principaux effets	Besoins identifiés
<p>Insuffisance de l'offre infrastructurelle, didactique et matériel technique dans les enseignements secondaires</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Éloignement des établissements secondaires (Binyenyale, Fone, Banga) ▪ absence d'ateliers et de machines au lycée technique de Ngoulemakong ▪ Insuffisance d'enseignants à Ebotenkou, Enamgal2, Soumou ▪ Insuffisance de salles Bitsogmam, Enamgal2, Soumou ▪ Insuffisance de tables bancs Soumou ▪ Mauvais état des bâtiments Enamgal 2 ▪ Absence de locaux pour le Cetic de Minlamizibi ▪ Absence de bloc administratif dans les CES de Bitsogmam et Soumou ▪ Absence de latrines au CES de Bitsogmam ▪ Absence de logement d'astreinte aux CES de Bitsogmam et Soumou ▪ Absence de point d'eau au CES de Soumou ▪ Absence d'aire de jeu au CES de Soumou ▪ Insuffisance des établissements d'enseignement technique ▪ Insuffisance 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Immigration des jeunes ▪ Cout élevé de l'éducation ▪ Déperdition scolaire ▪ Sous-scolarisation ▪ Précarité des conditions de travail ▪ Accroissement du taux de déperdition scolaire ; ▪ Migration des jeunes vers d'autre centre urbain ; ▪ Difficulté d'insertion socioprofessionnelle des enfants ; ▪ Difficultés d'orientation scolaire des élèves ; ▪ Encadrement péri scolaire insuffisant ; ▪ Accroissement du taux de chômage ; ▪ Faible niveau des élèves ; ▪ Délinquance juvénile. 	<ul style="list-style-type: none"> • Équipement des établissements secondaires en matériel didactique et technique • Équipements des établissements en tables bancs et bureaux enseignants • Construction de nouveaux bâtiments (Salles de classe, ateliers, laboratoire, bibliothèque, cantine scolaire, etc. • Construction des logements d'astreinte pour enseignant • Construction de blocs de latrines dans les établissements • Construction de points d'eau • Construction d'aires de jeu

SECTEUR ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES			
Problèmes	Causes	Principaux effets	Besoins identifiés
	d'encadrement parental <ul style="list-style-type: none"> ▪ Insuffisance des tables bancs ; ▪ Absence d'équipements dans les laboratoires et ateliers spécialisés ; ▪ Bâtiments administratif et salles de classe désuets ; ▪ Mauvaise qualité des ouvrages et des équipements réalisés ; ▪ Nombre de salles de classe insuffisant ; ▪ Absentéisme des enseignants ; ▪ Mauvais traitement salarial des vacataires et situation précaire des enseignants en cours d'intégration ; ▪ Absence de logement d'astreinte ▪ Démission des parents, ▪ Nombre insuffisant d'enseignants ; ▪ Aires de jeux non aménagées ; Latrines et points d'eau en nombre insuffisants.		

SECTEUR ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE			
Problèmes	Causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Pollution de l'environnement et de la nature	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pratique de l'agriculture sur brûlis ▪ Absence de reboisement ▪ ignorance des techniques de protection de la nature ▪ gestion anarchique des ordures ménagères ▪ ignorance des techniques de compostage des déchets ▪ pratique du braconnage par les riverains ▪ absence de pépinières forestières ▪ coupes abusives des arbres par la population ▪ absence de comités de vigilance pour la forêt communautaire d'Obang 2 ▪ non sensibilisation sur les effets de la destruction de la nature 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ réduction des puits de carbone ▪ destruction de la couche d'ozone ▪ risque de déforestation ▪ baisse de la fertilité des sols ▪ prolifération des moustiques ▪ insalubrité ▪ exposition aux effets des changements climatiques ▪ Destruction de la biodiversité ; ▪ Perte en qualité du sol et des eaux; ▪ Crise de productivité ; ▪ Insalubrité ; ▪ Forte exposition aux 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Organisation de Campagnes de sensibilisation de la population sur les méfaits de la destruction de la couche d'ozone ; ▪ Application des mesures coercitives à l'encontre des contrevenants à la réglementation ; ▪ Formation des populations au tri et au traitement des déchets et ordures ménagères ; ▪ Formation agriculteurs aux techniques culturales adaptées aux changements climatiques

SECTEUR ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE			
Problèmes	Causes	Principaux effets	Besoins identifiés
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Techniques culturelles inadaptées à l'agriculture, ▪ Traitement insuffisant des déchets après ramassage ; ▪ Ramassage réduit seulement au centre urbain ; ▪ Contrôle sanitaire des équipements de propreté dans les ménages et dans les milieux publics (Marchés, restaurant, les bars, les lieux d'hébergement, etc.) insuffisant ; ▪ Absence de stratégie de traitement de l'eau et du sol. 	<p>pandémies.</p>	<p>;</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Compostage des déchets ménagers

SECTEUR JEUNESSE ET EDUCATION CIVIQUE			
problèmes	causes	Principaux effets	Besoins identifiés
<p>Faible insertion sociale des jeunes et crise de citoyenneté</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Absence de centre de promotion des jeunes à Ngoulemakong ▪ Faible appuis à l'insertion socioprofessionnelle des jeunes ▪ Absence d'associations des jeunes (Bitsogmam, ▪ Individualisme des jeunes Bitsogmam ▪ Absence de PME ▪ Orgueil des jeunes Minkok ▪ Sous-information des jeunes ▪ Difficultés d'accès aux financements ▪ Ignorance des programmes gouvernementaux d'insertion des jeunes ▪ Difficultés d'épanouissement des jeunes ▪ Manque d'infrastructure de culturel et sportif ; ▪ Insuffisance de moyens matériels et humains d'encadrement des jeunes ; ▪ Absence de culture entrepreneuriale sociale; 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Chômage des jeunes ▪ Exode rural ▪ Découragement des jeunes ▪ Délinquance juvénile ▪ Alcoolisme ▪ Incivisme ▪ Toxicomanie ▪ Oisiveté ▪ Désœuvrement de la jeunesse ; ▪ Chômage et sous-emploi des jeunes ; ▪ Faible revenu des jeunes ; ▪ Faible épanouissement des jeunes ; ▪ Dépravation des mœurs: alcoolisme, consommation de drogue... ▪ Incivisme des jeunes ; ▪ Nombre limité d'entreprises dirigées par des jeunes ; ▪ Difficile contribution des jeunes au développement de la commune et à la 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Redynamisation du conseil communal de la jeunesse ; ▪ Construction du Centre Multifonctionnel de Promotion de la Jeunesse ; ▪ Formation des jeunes leaders d'associations ; ▪ Organisation des activités de détente et de loisirs ; ▪ Renforcement des capacités du personnel communal en matière d'encadrement de la jeunesse ; ▪ Équipement de bibliothèque municipale ; ▪ Suivi et accompagnement des jeunes. • Formation des jeunes aux activités génératrices de

SECTEUR JEUNESSE ET EDUCATION CIVIQUE			
problèmes	causes	Principaux effets	Besoins identifiés
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ méconnaissance des actions entreprises en faveur des jeunes ; ▪ faible de collaboration entre les sectorielles, la commune et les jeunes ▪ Faible dynamisme de la jeunesse; ▪ Conseil de la jeunesse peu dynamique. 	<p>promotion des valeurs de solidarité et de paix ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Conflits de génération. <p>Promotion des valeurs de solidarité et de paix ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Conflits de génération. 	revenus

SECTEUR DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES			
Problèmes	Causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Difficulté d'accès à la propriété foncière	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Absence de titres fonciers pour les propriétés privées et publiques ▪ Délimitations ancestrales ▪ Gestion anarchique de l'espace ▪ Faible niveau de sensibilisation des populations sur la sécurité foncière et les procédures y relatives ▪ Méconnaissance des procédures d'immatriculation ▪ Coût élevé des procédures d'immatriculation ▪ Accaparement des terres par les élites Oveng Otolo ▪ Non établissement des titres fonciers ▪ Litiges fonciers dans les villages Ekombitié, Oveng-Otolo, Enamgal1, Ebolboum, Minlamizibi, Soumou ▪ Absence de patrimoine foncier au compte du village à Nlanyop ▪ Éloignement des services du cadastre 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Risque d'expropriation des propriétaires ▪ Absence de titre foncier ▪ Insécurité foncière ▪ Litiges fonciers ▪ Risque de déguerpissement sans dédommagement ▪ Conflits entre les villages voisins ▪ Conflits entre les populations 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Information sur les procédures d'immatriculation ▪ Rapprochement des services de Cadastre ▪ Sensibilisation sur l'importance du titre foncier ▪ Lancement de la procédure de démarcation du domaine foncier communal

SECTEUR MINES ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE			
Problèmes	Causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Sous valorisation du potentiel minier communal	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Difficulté d'accès dans les sites miniers des villages Yop (sable et latérite), Abiété, Essingang ▪ Absence de comité de gestion des ressources minières (Yop) ▪ Potentiel non évalué (Nyamvendé) ▪ Outillage rudimentaire des exploitants de sable à Kouma ▪ Exploitation artisanales des carrières ▪ Inexploitation du potentiel à Akoatala, Mekom ▪ Absentéisme du personnel sanitaire ; ▪ Insuffisance du personnel de santé ; ▪ Vétusté de certains centres de santé ▪ Voie d'accès difficile au CMA ; ▪ Difficulté d'accès aux médicaments ; ▪ Insuffisance de la dotation de l'État ; ▪ Insuffisance du plateau technique ; ▪ Comité de gestion des FS peu actif. ▪ Faible organisation et structuration des acteurs ▪ Absence de formation ▪ Non valorisation du potentiel minier par la Commune 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Exploitation anarchique des ressources minières ; ▪ Non exploitation de potentialités fiscales par la commune ; ▪ Sous exploitation des ressources ; ▪ Paupérisation des populations ; ▪ Faible pouvoir économique de la commune ; ▪ Diminution de la fréquentation du CMA et des CSI ; ▪ Difficile suivi sanitaire des populations ; ▪ Évacuation des cas hors de la ville ; ▪ Développement des maladies endémiques ; ▪ Accroissement des taux de morbidité et de mortalité de la population ; ▪ accroissement de la pratique de l'automédication ; ▪ Faible encadrement sanitaire de la population ; ▪ augmentation des dépenses de santé pour les familles ; ▪ appauvrissement des familles ; ▪ mort d'homme ; ▪ perte de potentiel de production pour la commune. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Création des pistes d'accès ▪ Aménagement des sites ▪ Création de comité de gestion des carrières ▪ Lancement des explorations de nouvelles carrières ▪ Aménagement de l'exploitation de la carrière de Banga à Nkolmekok

SECTEUR PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE LOCALE ET ARTISANALE			
Problèmes	Causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Faible développement des PME et difficultés de pérennisation des AGR	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Absence de culture entrepreneuriale ; ▪ Absence d'accompagnement des petites et moyennes entreprises, ▪ Absence de regroupement selon les corps de métier, ▪ Déficit de formation et de formateurs ▪ Jeunes très peu entrepreneurs ▪ faiblesse des incitations financières ▪ Absence de centre de formation aux métiers de l'artisanat. ▪ Absence d'appui technique, matériel et financier aux artisans ▪ Absence des PME ▪ Difficulté de commercialisation des produits de l'artisanat ▪ Absence d'association des artisans ▪ Difficulté d'accès aux financements ▪ Pratique irrégulière de l'activité artisanale ▪ Difficulté d'accès aux outils de travail ▪ Faible intérêt pour l'artisanat ▪ Non enregistrement des artisans 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Non valorisation des œuvres artisanales locales ▪ Perte des opportunités de revenu ▪ Disparition des valeurs artisanales ▪ Désintérêt des jeunes à l'artisanat ▪ Développement de l'économie locale informelle ; ▪ Précarité des emplois ; ▪ Perte de potentielles ressources financières pour la commune ; ▪ Désœuvrement des jeunes ; ▪ Crise de l'emploi ; ▪ Sous-production de l'économie locale. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Incitation au regroupement en associations et coopératives ; ▪ Organisation des salons de l'artisanat au niveau local ; ▪ Appui aux artisans et aux entreprises au niveau local ; ▪ Création d'un (01) centre de formation au métier d'entrepreneur. ▪ Enregistrement artisans à la mairie ▪ Initiation des jeunes aux métiers de l'artisanat ▪ Renforcement des capacités des artisans locaux

SECTEUR POSTES ET TELECOMMUNICATIONS			
Problèmes	Causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Accès mitigé aux services de postes et de télécommunication	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Couverture partielle du réseau téléphonique dans les villages Nlanyop, Yop, Nkoumadjap 1 et 2, Soumou, Oveng Otolo, Messok2, Mvagmedjap, Nyamvendé, Mvagmedjap Bané, Nkole, Ebotenkou, Bitsogmam, Mvanda, Ossoefeme, Fone, Nkole, Messok 1 et 2 ▪ Absence de réseau téléphonique Obang 2, Mengbwa, Abiété, Ebotenkou, Ongongo'o, Mbeka'a1, Mekom, Essingan, Oyack Fong, Ebolboum, Nnemeyong, Ebae, Ngock, Kouma, Enamgal 1 et 2, Ekombitié et Ntomba ▪ Absence d'antennes relais ▪ Éloignement des services de postes ▪ Qualité parcellaire couverture des réseaux de téléphonie mobile ; ▪ Perte d'intérêt du bureau de poste ; ▪ Concurrence des services postaux et de transfert d'argent privé ; 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Difficulté d'accès à l'information ▪ Augmentation de la fracture numérique ▪ Coût élevé des télécommunications ▪ Instabilité du réseau téléphonique ▪ Enclavement numérique des populations ▪ Fracture numérique élevée ; ▪ Sous information des populations ▪ Faible maîtrise des TIC par les populations ; ▪ Non rentabilité des équipements existants ; ▪ Vieillessement des équipements ▪ ; 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Raccordement du Télé centre Communautaire Polyvalent au réseau fibre optique ; ▪ Implantation des Antennes relais ▪ Organisation des stages de formation aux TIC pour le personnel communal et la jeunesse de Ngoulemakong

SECTEUR POSTES ET TELECOMMUNICATIONS			
Problèmes	Causes	Principaux effets	Besoins identifiés
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ TCP non connecté au réseau internet ; ▪ Ineffectivité de raccord du TCP au réseau fibre optique ; ▪ Faible rentabilité du secteur ▪ Absence d'initiatives privées locales (cyber café). 		

SANTÉ PUBLIQUE			
Problèmes	Causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Qualité insuffisante de l'offre de soins de santé	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Absentéisme du personnel sanitaire ; ▪ Insuffisance du personnel de santé ; ▪ Vétusté de certains centres de santé ▪ Voie d'accès difficile au CMA ; ▪ Difficulté d'accès aux médicaments ; ▪ Insuffisance de la dotation de l'État ; ▪ Insuffisance du plateau technique ; ▪ Comité de gestion des FS peu actif. ▪ Éloignement des centres des CSI et CMA ▪ Insuffisance du personnel et des équipements sanitaires ▪ Difficulté d'évacuation en cas d'urgence ▪ Absence de personnel aux centres de santé dans les centres existants ▪ Faible approvisionnement en médicaments ▪ Faible prévention des maladies endémiques ▪ Absence de campagnes de prévention contre les maladies 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Diminution de la fréquentation du CMA et des CSI ; ▪ Difficile suivi sanitaire ; ▪ Évacuation des cas hors de la ville ; ▪ Développement des maladies endémiques ; ▪ Accroissement des taux de morbidité et de mortalité de la population ; ▪ accroissement de la pratique de l'automédication ; ▪ Faible encadrement sanitaire de la population ▪ augmentation des dépenses de santé pour les familles ▪ appauvrissement des familles ; ▪ mort d'homme ; ▪ perte de potentiel de production pour la commune. ▪ Faible fréquentation des centres de santé ▪ Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité ▪ Approvisionnement en médicaments de la rue et automédication ▪ Récurrence des maladies ▪ Recrudescence des maladies ▪ Taux de morbidité élevé 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapprochement des centres de santé conformément à la carte sanitaire du district ▪ Réhabilitation et équipement des Centres de santé existants (Soumou, Doum Chefferie, Elone, Mvagedjap Fong, Mvagedjap Bane, etc.) ▪ Affectation de personnel qualifié dans les centres de santé intégrés ▪ Création de pharmacies dans les villages ▪ Organisation des campagnes de sensibilisation sur les maladies infectieuses ▪ Création de centre de santé (Minlamizibi, Ossoefeme)

SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE			
Problèmes	Causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Faible pratique des activités sportives	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Absence des aires de jeu dans les villages Banga, Ebolboug, Nyamvendé, Nkoumadjap 1 et 2, Ossoefeme, Assam et Messok 2 ; ▪ Aires de jeu non aménagée à Soumou ▪ Absence d'organisation de championnats au niveau des villages ▪ Absence d'aires de jeu dans d'autres disciplines sportives (hand-ball, basket-ball, tennis, etc.) ▪ Difficulté de la pratique du sport et des activités physiques dans l'espace urbain ; ▪ Matériels et infrastructures sportives insuffisants; ▪ Déficit d'équipements sportifs dans les établissements scolaires ; ▪ Faible promotion de l'activité ; ▪ Faible encadrement des pratiquants et nombre insuffisant de moniteurs d'éducation physique ; ▪ Insuffisance des initiatives privées et/ou publiques en matière de sport. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Exode des jeunes ▪ Non diversification des manifestations sportives ▪ Difficultés d'épanouissement de la jeunesse ▪ Non valorisation des talents locaux ▪ Oisiveté et désœuvrement de la population ; ▪ Faible épanouissement physique des corps ; ▪ Développement des maladies cardiovasculaires ; ▪ Faible développement des disciplines sportives ; ▪ Faible prestations des élèves et écoliers aux compétitions nationales ; ▪ Développement de l'indiscipline et individualisme. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Aménagement du stade Municipal de Ngoulemakong ▪ Création d'une aire de jeu dans chacun des villages Banga, Ebolboug, Nyamvendé, Nkoumadjap 1 et 2, Ossoefeme. ▪ Promotion de la pratique des autres disciplines sportives ▪ Organisation des championnats avant et pendant les vacances entre les villages de l'arrondissement

RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION			
PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	Besoins
Difficultés à former et à promouvoir les résultats de la recherche dans les domaines de l'agriculture, l'élevage la pisciculture et la médecine	<ul style="list-style-type: none"> • Éloignement des structures de recherche • Méconnaissance des produits de la recherche • Absence d'encadrement sur les techniques de multiplication végétative (greffage, marcottage, culture de cacao, riz, café, • Faible transformation des PFNL et des produits agricoles • Difficulté d'accès aux produits de la recherche • Insuffisance de champs semenciers de multiplication de semences améliorés • Absence de répertoire de plantes médicinales • Manque de structure de recherche 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible utilisation des résultats de la recherche (semences améliorées, • Absence de promotion du potentiel scientifique • Faible utilisation des techniques d'amélioration des sols • Faible rendement agricole • Non valorisation des plantes médicinales • Faible développement du secteur pastoral et piscicole • Utilisation du matériel végétal à faible potentiel • Technique de production 	<ul style="list-style-type: none"> Utilisation des résultats de la recherche (semences améliorées... Formation en utilisation des semences améliorées Formation sur les techniques de transformation des produits

	<ul style="list-style-type: none"> • Faible diffusion des innovations scientifiques • Absence d'informations sur les innovations agropastorales • Manque de semences améliorées • Faible promotion du secteur 	<p>rudimentaire</p> <ul style="list-style-type: none"> • Faible production • Baisse des revenus • Pauvreté 	
--	---	---	--

SECTEUR TOURISME ET LOISIRS			
problèmes	causes	Principaux effets	Besoins identifiés
<p>Sous-développement des activités touristiques et ludiques</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Non aménagement des sites touristiques potentiels dans les villages Mvagedjap Fong grottes, chutes de Messok 1, la grotte de Titimi à Ossoefeme, le rocher d'Akoatala, grotte d'Akok Atan de Minlamizibi, grottes de Nkolmekok à Banga, Mvagedjap Bané grottes de NKOLNDOBO et NKOLKOE, Binyenyalé grottes de Akom Biba et Mebenanga, grottes de Bitsogmam, grotte à Nkole, chutes d'eau de Minsi Ngobo à Mbeka'a 1 ▪ Difficulté d'accès aux sites touristiques ▪ Manque d'intérêt des populations ▪ Absence des cases de passage ▪ Faible culture du tourisme ▪ Insuffisance de structures d'accueil en qualité et en quantité » ; ▪ Offres de services de loisirs peu développées et peu diversifiées ; ▪ Absence d'une stratégie de marketing et de communication autour des atouts de la ville en matière de tourisme et loisirs ; ▪ Moyens de transport public désuets ; ▪ Sites touristiques non aménagés; ▪ Insécurité et perte d'attractivité de la ville. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Absence d'activités touristiques ▪ Perte des potentialités économiques ▪ Abandon des sites potentiels ▪ Faible propension des visiteurs à visiter la ville ; ▪ Faible rentabilisation du potentiel touristique ; ▪ Pertes de revenus potentiels ; 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Viabilisation des sites touristiques ; ▪ Promotion de circuits touristiques ; ▪ Amélioration de la qualité des structures d'accueil ; ▪ Construction de structures d'accueil de qualité ; ▪ Aménagement des potentiels sites touristiques ▪ Création des pistes d'accès ▪ Construction des infrastructures d'accueil ▪ Organisation des visites touristiques

SECTEUR TRANSPORTS

Problèmes	Causes	Principaux effets	Besoins identifiés
<p>Précarité des Services de Transport</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cout élevé du transport ▪ Insuffisance de l'offre en transport ▪ Mauvais état de la route ▪ Non-respect du code de la route par les motos taximen ▪ Conduite en état d'ivresse ▪ Précarité des moyens de transport ▪ Rareté des véhicules de transport ▪ Surcharge des grumiers ▪ Réurrence des accidents de la circulation ▪ Absence de permis de conduire des transporteurs ▪ Dégradation des routes du fait du non fonctionnement des barrières de pluie ▪ Éloignement des autos écoles ▪ Mauvais état des routes ; ▪ Gare routière non aménagée ; ▪ Méconnaissance des opérateurs des règles et lois sur l'activité ; ▪ Mauvais état des moyens de transport ; ▪ Surcharge ; ▪ Moto taxis désordonnée ; ▪ Activité insuffisamment organisée, ▪ Faible application de la réglementation en matière de transport ; ▪ Tolérance administrative, ▪ Opérateurs de transport peu sensibilisés, peu informés et peu formés ; ▪ Insuffisance d'appuis accordés aux opérateurs de transport ; 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Difficulté d'acheminement des produits ▪ Risque d'accidents de la circulation ▪ Déplacement à pied ▪ Cout élevé du transport ▪ Sous-développement de la localité ▪ Ralentissement de l'activité économique ▪ Difficulté de mobilité des personnes et des biens ▪ Insécurité routière ▪ Désordre dans la pratique de l'activité de transport ; ▪ Conflits et tracasseries policières; ▪ Accidents de circulation ; ▪ Difficile approvisionnement du marché en produits agricoles ; ▪ Perte de revenu ; ▪ pertes en vie humaines ; ▪ Accroissements des dépenses de santé familiale ; ▪ Appauvrissement des familles ; ▪ Réduction des possibilités d'investissement de la commune ; ▪ Faible mobilisation des ressources par la mairie ; ▪ Accroissement de l'incivisme fiscal. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Aménagement des routes urbaines et rurales ; ▪ Aménagement de la gare routière ; ▪ Organisation et structuration des motos taximen ; ▪ Renforcement des capacités des transporteurs en matière de code de la route et secourisme ; ▪ Facilitation de l'accès au permis de conduire. ▪ Diversification des moyens de transport ▪ Homologation des prix de transport

SECTEUR TRAVAUX PUBLICS			
Problèmes	Causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Entretien insuffisant des routes et voies d'accès	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Absence de matériel de cantonage ▪ Absence de barrière de pluie au village Elone ▪ Absence de comités de route dans les villages Mvagmedjap Bané, Ekombitié, Mbeka'a1, Alom, Nkoumadjap 1 et 2, Mvagmedjap Fong, Essingan, Nlanyop, Mengbwa, Nkole, Ndjafom Binyenyalé, Minlamizibi, Mvanda, Elone, Ongongo'o ▪ Comité de route non fonctionnel Ekowondo, Minkok, Mekom, Mbeng, Enamgal1, Soumou, Ossoéfeme, Messok1, Fone ▪ Mauvais état des ouvrages d'art (Obang 2, buses, pont entre Ndjafom et Minamizibi, 8 buses défectueuses, ▪ Barrière de pluie non fonctionnelle Obang 2, Ekombitié, Ngock, Ekombitié ▪ Absence des panneaux de signalisation et des dos d'âne sur la Nationale n°2 à Banga et Yop ▪ Détérioration de la route par les grumiers axe Ngoulemakong-Obang 2, ▪ Cantonage irrégulier ▪ Caniveaux inexistant sur les axes Obang 2/ Mengbwa et Ndjafom, axe Ebaé/Ongongo'o ▪ Insuffisance de moyens matériels, humains et financiers ; ▪ Retard dans la réalisation des travaux d'entretien ; ▪ Faible surface financières de certains entrepreneurs ; ▪ Insuffisance de la part des maîtres d'ouvrage ; ▪ Incivisme des usagers. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mauvais état de la route ▪ Accident de la circulation ▪ Difficultés de transport ▪ Dégradation de la route ▪ Coût élevé des transports ▪ Routes impraticables en saison pluvieuses ▪ Mauvais état des routes ; ▪ Accidents de circulation ; ▪ Difficulté de déplacement des personnes et des biens ; ▪ Augmentation des dépenses de transport ; ▪ Paupérisation des familles ▪ Décroissance de l'économie locale 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réaménagement de certaines voix d'accès et dessertes ;; ▪ Curage et aménagement des canaux de circulation d'eaux aux abords des routes en terre ; ▪ Reprofilage des axes routiers ▪ Renforcement des comités de route ▪ Réhabilitation du pont à Ndjafom sur la rivière FALA ▪ Remplacement des buses défectueuses ▪ Acquisition du Matériel de cantonage pour les comités de route

SECTEUR TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE			
Problèmes	Causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Précarité des conditions de travail	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faible accès à l'information sur les services de la CNPS ▪ Absence de sensibilisation sur les services de sécurité sociale ▪ Ignorance des procédures d'accès à la sécurité sociale ▪ Absence d'une offre de services d'assurance adaptée à la population locale ▪ Ignorance de l'existence de l'enregistrement volontaire ▪ Absence de mutuelles de santé ▪ Faible utilisation du matériel de protection contre les risques ▪ Éloignement des services d'assurance à la CNPS ▪ Prépondérance du secteur informel ; ▪ Méconnaissance du droit du travail ; ▪ Couverture sociale limitée ; ▪ Méconnaissance des enjeux de la sécurité sociale ; ▪ Réticence des employeurs à déclarer les employés ; ▪ Absence de contrat de travail ; ▪ No -versement des prélèvements sociaux à la CNPS par les employeurs ; ▪ Éloignement des services déconcentrés, ▪ Faible collaboration des entre le sectoriel et la commune ; ▪ Personnel communal peu formé en matière de sécurité sociale. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ absence de couverture sociale ▪ Non prise en charge en cas d'accident de travail ▪ Exposition aux risques professionnels ▪ Non affiliation à la CNPS ▪ Non éligibilité aux prestations de la CNPS ▪ Licenciement abusif ; ▪ Mauvaises conditions de travail ; ▪ Mauvais traitement salarial ; ▪ Résurgence des maladies du travail ; ▪ Faible prise en charge des travailleurs malades et de leur famille ; ▪ Absence de pension retraite et/ou de couverture maladie ; ▪ Paupérisation des familles ; ▪ Démotivation des employés, ▪ Baisse ou stagnation de la production et de la productivité des entreprises. ▪ Économie locale peu performante. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Formalisation des activités informelles ; ▪ Instauration des mesures contraignantes pour emmener les employeurs à déclarer et reverser les prélèvements sociaux à la CNPS ; ▪ Vulgarisation du droit du travail et de la sécurité sociale. ▪ Sensibilisation des travailleurs sur la sécurité sociale ▪ Enregistrement des travailleurs à la sécurité sociale CNPS

SECTEUR COMMUNICATION			
Problème	Causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Accès limité à l'information	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mauvais signal TV dans les villages Nnemeyong, Messok1, Minlamizibi, Messok2, Ndjafom ; Mvagmedjap Bané, Mvagmedjap Fong, Binyenyalé, ▪ Mauvais signal radio dans les villages Messok1, Messok 2, Ndjafom ▪ Difficulté d'accès à la presse écrite ▪ Absence de radio communautaire locale ▪ Éloignement des antennes relais 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Sous information ▪ Ignorance de l'actualité ▪ Sous-développement ▪ Désinformation de la population ; ▪ Perte d'opportunités ▪ Déconnexion des populations des réalités ; ▪ Difficultés à communiquer; 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Appui à création d'un kiosque à journaux ▪ Couverture du réseau en signal radio et tv ▪ Création d'une Radio communautaire ▪ Implantation de nouvelles Antennes relais des signaux TV et Radio

SECTEUR ART ET CULTURE			
PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	Besoins
Sous valorisation du potentiel culturel communal	<ul style="list-style-type: none"> • Manque d'organisation des activités culturelles locales • Absence d'espaces de manifestations culturelles • Absence de foyers communautaires • Faible intérêt des jeunes à la culture • Influence de la culture occidentale • Conflit de générations • Faible capacité de promotion et de développement des initiatives culturelles • Absence de foyers communautaires • Faible capacité organisationnelle et financière • Absence d'encadrement 	<ul style="list-style-type: none"> • Perte des valeurs culturelles traditionnelles • Faible transmission de la culture • Absence de musée, de bibliothèque • Acculturation • Abandon des pratiques et rites traditionnels • Aliénation culturelle • Acculturation • Occidentalisation • Non contribution de la culture à l'économie des familles et de la commune • Dépravation de la culture locale 	<ul style="list-style-type: none"> • Création de foyers communautaires • Organisation de fora culturels

SECTEUR ENSEIGNEMENT SUPERIEUR			
PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Difficultés à accéder à l'enseignement supérieur	<ul style="list-style-type: none"> • Éloignement des établissements d'enseignement supérieur • Insuffisance de l'orientation sur les opportunités d'enseignement supérieur • Insuffisance de moyens financiers • Non existence d'un répertoire des diplômés de l'enseignement supérieur de l'arrondissement • Faible encadrement financier des étudiants • Coût élevé de la formation • Difficultés d'encadrement des étudiants • Manque de moyens 	<ul style="list-style-type: none"> • Arrêt précoce des études par les jeunes diplômés • Taux de déperdition académique élevé • Difficultés de choix de filières académiques • Difficulté d'insertion socioprofessionnelle des jeunes • Coûts élevés des études • Abandon des études • Délinquance juvénile et sénile • Sous-développement • Nombre insuffisant des élites intellectuelles 	<ul style="list-style-type: none"> • Appui financier (Bourses) aux jeunes scolarisés dans le supérieur • Orientation des jeunes diplômés sur les secteurs porteurs • Création d'un Répertoire communal des diplômés de l'enseignement supérieur

	<ul style="list-style-type: none"> • financiers de la Commune • Éloignement des institutions universitaires publiques et privées • Manque de moyens financiers des parents 		
--	---	--	--

SECTEUR PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Marginalisation de la femme et des enfants	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Violences conjugales observées dans les villages Mbeka'a1, Essingang, Obang2, Ngock, Ekombitié, Abiété, Enamgal2, Nlanyop, Minlamizibi ▪ Absence d'associations féminines dans les villages Nyamvendé, Ekombitié, Ngock, Mbeka'a1, Bitsogmam, ▪ Non déclaration des actes d'état civil à Ndjafom ▪ Déclaration tardive des actes d'état civil dans les villages Obang2, Mbeka'a1, Essingan, Nkole, Binyenyalé, Minlamizibi, Ekowondo ▪ Absence de formation des femmes aux petits métiers à Nyamvendé, Binyenyalé, Ebolboum, Ekombitié, Ebaé ▪ Récurrence des unions libres (tous les villages) ▪ Éducation sexuelle tabou à Minlamizibi, ▪ Récurrence des filles mères (tous les villages) ▪ Coût élevé de la dot (tous les villages sauf Ebotenkou, Yop et Ekowondo) ▪ Manque de registre aux centres spéciaux d'état civil d'Obang 2 et de Soumou ▪ Absence de dialogue ▪ Faible pouvoir économique de la femme 	<ul style="list-style-type: none"> • Déperdition scolaire des filles mères • Insécurité familiale • Vulnérabilité des familles • Faibles insertion socioprofessionnelle de la femme • Recrudescence de familles monoparentales • Faible taux de mariages légaux • Non autonomisation de la fille mère • Instabilité familiale • Difficulté d'identification des personnes • Établissement des actes sans souche • Fragilisation de la famille et de la société • Dépravation des mœurs • Accentuation de la dépendance de la femme vis-à-vis des hommes • Relâchement de l'encadrement de la famille • Prolifération du phénomène des filles-mères et enfants abandonnées • Exode rural 	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation des mariages collectifs • Appui financier à l'insertion socioprofessionnelle de la jeune fille • Formation des femmes aux AGR • Encadrement psychosocial des familles vulnérables • Sensibilisation des femmes sur les activités du centre de promotion de la femme et de la famille

	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faible représentativité et participation de la femme dans les instances politiques et du développement (prise en compte de leurs intérêts) ▪ Ignorance des droits de la famille ▪ Surcharge des travaux ménagers ▪ Fort attachement à la tradition/Poids culturel 		
--	--	--	--

SECTEUR FORET ET FAUNE			
PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
<p>Exploitation abusive et mal maîtrisée des ressources forestières et fauniques</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Sciage illégal dans les villages Nkoumadjap 1, Nkoumadjap 2, Essingang, Mvagmedjap, ▪ Braconnage dans les villages Ebaé, Mvagmedjap Bane, Yop et Essingang ▪ Comités de vigilance non efficaces ▪ Non reboisement ▪ Poste forestier de Bitsogmam non fonctionnel ▪ Absence de sensibilisation sur les questions forestières ▪ Coupe anarchique des essences forestières et fauniques ▪ Présence des exploitants illégaux ▪ Insuffisance de contrôle de la part de l'administration ▪ La pratique de l'agriculture extensive 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Dégradation du couvert forestier ▪ Disparition de certaines essences ▪ Risque de disparition de certaines espèces forestières et fauniques ▪ Exposition aux effets des changements climatiques ▪ Déforestation ▪ Disparition de certaines espèces fauniques ▪ Destruction de la biodiversité ▪ Changement climatique ▪ Bouleversement du calendrier agricole 	<ul style="list-style-type: none"> • Création de pépinières forestières pour reboisement • Sensibilisation des populations sur la gestion durable des forêts • Pratique de l'élevage des animaux de brousse (non conventionnel à Essingan) • Mise en place d'un comité de vigilance de forêts dans les villages • Renforcement en effectif du personnel en charge des forêts et de la faune

Villages	PS 1	PS 2	PS 3	PS 4	PS 5	PE 1	PE 2	PE 3	PRIORITE
BINYENNYAL E	Construction d'un Forage à Binyenyale (ADJAP/MBAMA)	Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'école primaire de BINYENNYALE	Extension du réseau électrique à ENYEBEBOUMA et à ABOCK 3Km	Construction d'un forage à ABOCK	Construction de 25 latrines aménagées à BINYENNYALE	Formations des éleveurs aux techniques d'élevage conventionnel	Création d'une pépinière de 6000 plants de cacaoyers à BINYENNYALE	Construction d'une porcherie communautaire de 08 truies et 04 verrats à BINYENNYALE	Construction d'un Forage à Binyenyale (ADJAP/MBAMA)
	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA
BITSOGMAM	Reprofilage du tronçon EBOLBOUM-BITSOGMAM 3Km	Construction d'un forage à côté du stade au Village BITSOGMAM	Réhabilitation et équipement du Centre de santé Intégré de Bitsogmam	Construction de 02 salles de classe au CES de BITSOGMAM	Construction de 02 salles de classe à l'école maternelle de BITSOGMAM	Acquisition de 02 moulins de transformation du manioc au village BITSOGMAM	Construction d'une pépinière communautaire de 5500 plants d'hévéa à BITSOGMAM	Construction d'un magasin de stockage à BITSOGMAM	Reprofilage du tronçon EBOLBOUM-BITSOGMAM 3Km
	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA
DOUM CARREFOUR	Reprofilage de la route tronçon Doum Chefferie-Doum Carrefour 2,5Km	Réhabilitation de la connexion du village au réseau électrique HT/MT/BT 4Km	Construction d'un forage au niveau de la chefferie de DOUM CARREFOUR	Construction d'un forage au CES d'EBOTENKOU	Réhabilitation du CSI de DOUM CHEFFERIE	Création et équipement d'une maison du planteur à DOUM CARREFOUR	Formation de 50 femmes en entrepreneuriat (AGR)	Formation de 25 éleveurs aux techniques d'élevage conventionnel	Reprofilage de la route tronçon Doum Chefferie-Doum Carrefour 2,5Km
	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA
DOUM CHEFFERIE	Reprofilage du tronçon Doum Chefferie-Doum Carrefour, 4Km	Réhabilitation de la ligne électrique HT/MT/BT 2Km	Construction suivant le plan type et Équipement du CSI de Doum Chefferie + Construction d'un logement d'astreinte au CSI de DOUM	Construction d'un bloc de 6 latrines à l'EP de DOUM CHEFFERIE	Construction d'un puits équipé d'une PMH à Mevem	Création d'un marché périodique à Doum Chefferie	création et équipement de la maison du planteur de Doum Chefferie	Acquisition d'un moulin de transformation de manioc	Reprofilage du tronçon Doum Chefferie-Doum Carrefour, 4Km
	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA
DOUM OLLA	Construction d'un forage à Doum Olla (quartier plateau)	Aménagement de la source Ototonono	Création d'un foyer communautaire à Doum Olla	Réhabilitation du forage PPTE (en face de la maison du président du CC)	Reprofilage de la route Doum Olla-Mvagmedjap-Bane (2Km)	Aménagement de la piste agricole Bilik (Evindissi)-Doum-Olla	Création d'un point d'accès aux intrants agricoles (maison du planteur) à Doum Olla	Formation de 25 éleveurs aux techniques d'élevage conventionnel	Construction d'un forage à Doum Olla (quartier plateau)
	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA
EBAE	Reprofilage de la route tronçon ELONE-EBAE, 3Km	Construction d'un puits équipé d'une PMH à MVOG EBOGO	Connexion du Village EBAE au réseau électrique MT/BT, 15Km	Réhabilitation du puits endommagé à MVOG ABADA	Construction de 50 latrines aménagées au village EBAE	Création d'une pépinière de 10000 plants de cacaoyers à EBAE	Création d'une maison du planteur à EBAE	Formation de 25 éleveurs aux techniques d'élevage conventionnel	Reprofilage de la route tronçon ELONE-EBAE, 3Km
	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA
EBOLBOUM	Extension du réseau électrique dans les deux	Reprofilage du tronçon Nyamvende-Ebolboum Carrefour	Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'école	Réhabilitation du puits en panne à côté du	Création d'un stade de football à EBOLBOUM	Construction d'un magasin de vente des intrants	Création d'une pépinière de 10000 plants de	Acquisition de 3 moulins de transformation de	Extension du réseau électrique dans

Villages	PS 1	PS 2	PS 3	PS 4	PS 5	PE 1	PE 2	PE 3	PRIORITE
ENAMGAL I	Raccordement du village ENAMGAL I (Acquisition d'un transformateur) au réseau électrique BT 1,5Km	Construction d'un forage au quartier 2 (Après le Chef)	Construction d'un bloc de 02 salles de classe au CES d'ENAMGAL 1	Construction d'un foyer communautaire à ENAMGAL I	Reprofilage du tronçon MBEKA'A 1 - ENAMGAL 1 (2Km)	Création d'une bananeraie communautaire de 10Ha à Enamgal 1	Acquisition d'un moulin de transformation de manioc	Construction d'un étang piscicole communautaire à ENAMGAL 1	Création d'une bananeraie communautaire de 10Ha à Enamgal 1
	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA
ENAMGAL II	Équipement de la salle informatique du CES d'ENAMGAL II avec 25 ordinateurs	Construction d'un bloc de 02 salles de classe au CES d'ENAMGAL II	Construction d'un bloc administratif au CES d'ENAMGAL II	Raccordement du village ENAMGAL II au réseau BT sur 1,5 Km (Ekoumba-Ebol-Oyat)	Construction d'un Forage à ENAMGAL II (Lieu Mbarga Alphonse)	Création d'une piste agricole ENAMGAL I-MEDJO MAKAT (9Km)	Construction d'un agropole de porcs à ENAMGAL2 10 truies et 4 verrats	Construction et équipement de la maison du planteur d'ENAMGAL II	Équipement de la salle informatique du CES d'ENAMGAL II avec 25 ordinateurs
	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA
ESSINGANG	Raccordement du village au réseau électrique MT/BT 5 Km et BT 4 Km	Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'école primaire d'ESSINGANG-MINLABA	Reprofilage du tronçon de route Carrefour ESSINGANG-MEKAMBA (2,5Km)	Construction d'un forage au 1er hameau (lieu MBALLA Christian)	Construction d'un logement d'astreinte à l'école publique d'ESSINGANG MINLABA	Création d'une porcherie communautaire de 06 truies et 02 verrats à ESSINGANG	Construction d'un étang piscicole moderne au ruisseau MAN MEKOARA	Acquisition d'un moulin communautaire de transformation de manioc	Raccordement du village au réseau électrique MT/BT 5 Km et BT 4 Km
	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA
FONE	Réhabilitation de la ligne électrique et Installation d'un transformateur électrique à FONE	Construction d'un forage à FONE Chefferie	Reprofilage du tronçon FONE-ADJAP 4Km	Création et équipement d'une pharmacie à Fone	Construction d'un forage équipé d'une PMH à Fone/ quartier Ola	Formation de 50 femmes aux AGR	Création d'une pépinière de 5000 plants de cacaoyers à FONE	Acquisition de 02 moulins communautaires à écraser le manioc à FONE	Réhabilitation de la ligne électrique et Installation d'un transformateur électrique à FONE
	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA
KOUMA	Reprofilage du tronçon routier EBAE-KOUMA; 3Km	Raccordement du village KOUMA au réseau électrique; 18Km	Installation d'un pylône relais pour la couverture du signal TV et radio à KOUMA	Construction de 50 latrines aménagées au village KOUMA	Réhabilitation du puits endommagé au village KOUMA YIMBAE	Création d'un marché périodique à Kouma	Construction d'une porcherie moderne de 05 truies et 02 verrats à KOUMA	Acquisition d'une machine presse à huile	Reprofilage du tronçon routier EBAE-KOUMA; 3Km
	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA
MBEKA'A I	Construction d'un forage à MBEKA'A I (au 2ième hameau)	Réhabilitation du réseau électrique (20 poteaux) 1Km	Reprofilage du tronçon OVENG-OTOLO - MBEKA'A 1 (3Km)	Construction d'un foyer communautaire à MBEKA'A 1	Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'école maternelle de MBEKA'A 1	Création d'un champ communautaire de 10Ha de manioc à Soumou Ayat	Acquisition d'un moulin de transformation de manioc au village MBEKA'A 1	Construction d'un agropole de porcs au 2ième Hameau	Création d'un champ communautaire de 10Ha de manioc à Soumou Ayat
	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA
MBEKA'A II	Extension du réseau électrique	Reprofilage de la route MBEKA'A II-	Réhabilitation du puits équipé d'une	Construction d'un Forage à ABI	Création d'une pharmacie à	Création d'une pépinière	Création d'une ferme avicole	Acquisition de 02 moulins à écraser	Extension du réseau

Villages	PS 1	PS 2	PS 3	PS 4	PS 5	PE 1	PE 2	PE 3	PRIORITE
	au village MBEKA'A 3Km	MVANDA 3Km	PMH de MBEKA'A Centre		MBEKA'A II	communautaire de 12000 rejets de bananier plantain	moderne de 10000 poussins à MBEKA'A Centre	le manioc au village MBEKA'A 2	électrique au village MBEKA'A 3Km
	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA
MBENG	Construction d'un bloc de 2 salles de classe à l'école primaire de MBENG	Construction d'un forage à la chapelle catholique de MBENG	Construction d'un bloc de 6 latrines à l'école publique de Mbeng	Aménagement d'un stade de football à MBENG	réhabilitation d'un puits d'eau chez Amougou (Handicapé Visuel)	Reprofilage du tronçon MBENG-AKOM NKOUL (1Km)	Ouverture de la piste MBENG-EKOWONDO-Rivière	Valorisation du site touristique d'AKOMNKOUL	Construction d'un bloc de 2 salles de classe à l'école primaire de MBENG
	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA
MEKOM	Construction d'un réseau électrique BT 3Km	Construction d'un puits d'eau potable au 2ième hameau	Construction d'un puits d'eau potable au 1er hameau	Construction d'un foyer communautaire à MEKOM	Aménagement du stade de football de MEKOM	Acquisition d'un moulin communautaire de transformation de manioc	Acquisition d'une tronçonneuse communautaire au village MEKOM	Création d'une ferme communautaire à MEKOM	Construction d'un réseau électrique BT 3Km
	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA
MENGBWA	Construction d'un forage à MEMGBWA (Lieu: Chapelle)	Construction d'un forage à MENGWA (Lieu: Chefferie)	Construction d'un Forage à MENGWA (Lieu: OWONO Martin)	Reprofilage du tronçon ABIETE-MENGBWA 3Km	Raccordement du village MENGWA au réseau électrique HT (7Km), MT (4Km) et BT (2Km)	renforcement des capacités des producteurs en agriculture	Construction d'un étang piscicole à MENGBWA (Lieu: ABONG)	Renforcement des capacités des éleveurs	Construction d'un forage à MEMGBWA (Lieu: Chapelle)
	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA
MESSOK I	Construction d'un bloc de 3 logements d'astreinte pour les instituteurs de l'école primaire de MESSOK 1	Création d'un stade de football à MESSOK 1	Construction d'un bloc maternelle à l'EM de Messok 1	Réhabilitation du puits de l'école publique de MESSOK 1	Construction d'un forage communautaire à MESSOK 1	Aménagement des chutes touristique sur la rivière SOUMOU	Aménagement de la grotte de TITIMI	Création d'une porcherie Communautaire de 06 truies et 02 verrats à Messok 1	Construction d'un bloc de 3 logements d'astreinte pour les instituteurs de l'école primaire de MESSOK 1
	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA
MESSOK II	Appuis financiers aux jeunes agriculteurs de Messok 2	Construction d'un Forage à MESSOK 2	Aménagement du stade de football de MESSOK 2	Aménagement de la source de la Chefferie	Acquisition du matériel de cantonage	création d'un champ communautaire de 10Ha de bananeraie	Création d'un étang piscicole communautaire à MESSOK 2	Ouverture de la piste agricole d'OKAK	Appuis financiers aux jeunes agriculteurs de Messok 2
	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA
MINKOK	Raccordement du 5ième hameau au réseau électrique BT (1Km)	Construction d'un puits équipé d'une PMH à MINKOK au 1er hameau	Construction d'un puits équipé d'une PMH à MINKOK au 5ième hameau	Construction d'un puits équipé d'une PMH à MINKOK au 4ième hameau	Aménagement du stade de Football de MINKOK (terrain de jeu et Tribune)	Appui financier et technique au groupe d'éleveurs pour l'agrandissement	Création d'une ferme avicole communautaire de 6000 sujets pour la jeunesse	Acquisition de 02 moulins communautaires de transformation de manioc	Raccordement du 5ième hameau au réseau électrique BT

Villages	PS 1	PS 2	PS 3	PS 4	PS 5	PE 1	PE 2	PE 3	PRIORITE
						du cheptel	de MINKOK		(1Km)
	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA
MINLAMIZIBI	Raccordement du quartier MINYEBE au réseau électrique sur une distance de 6Km	Reprofilage du tronçon MINLAMIZIBI-BITSOGMAM (14Km)	Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'école maternelle de MINLAMIZIBI	Construction d'un bloc de 02 salles de classe au CETIC de MINLAMIZIBI	Création et Construction d'un CSI à MINLAMIZIBI	Construction d'un hangar (Marché) à MINLAMIZIBI	Équipement de la maison du Planteur de MINLAMIZIBI	Création d'un champ communautaire de 6Ha de Cacaoyers	Raccordement du quartier MINYEBE au réseau électrique sur une distance de 6Km
	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA
MVAGMEDJA P-BANE	Finition et équipement du CSI de MVAGMEDJAP-BANE	Construction d'un bloc de 2 salles de classes à l'école publique de MVAGMEDJAP-BANE	Construction d'un forage à AYENE	Acquisition d'un transformateur et 05 poteaux pour la Réhabilitation de la ligne électrique BT à MVAGMEDJAP BANE sur 2Km	Construction d'un pont sur la rivière Soumou	agricoles Construction d'une ferme avicole communautaire de 5000 sujets à MVAGMEDJAP BANE	Formation de 20 femmes à la transformation des produits	Aménagement et exploitation des 2 sites touristiques de NKOLNDOBO et NKOLKOE	agricoles Construction d'une ferme avicole communautaire de 5000 sujets à MVAGMEDJAP BANE
	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA
MVAGMEDJA P-FONG	Reprofilage du tronçon ALOM-MVAGMEDAP-FONG (8Km)	Extension du réseau électrique MT/BT dans les hameaux Ebaessi, Kam et Assok: 5Km	Construction d'un puits équipé d'une PMH à Assok + Construction d'un logement d'astreinte au CSI de MVAGMEDJAP BANE	Construction d'un puits équipé d'une PMH à Ebaessi + Équipement du CSI de MVAGMEDJAP-BANE	Réfection des toitures endommagées de 02 bâtiments à l'école primaire de MVAGMEDJAP-FONG	Acquisition d'un (01) moulin de transformation de manioc	Création d'un marché périodique à Mvagedjap-Fong	Construction d'une éclosérie moderne à MVAGMEDJAP-FONG	Reprofilage du tronçon ALOM-MVAGMEDAP-FONG (8Km)
	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA
MVANDA	Construction d'un bloc de 2 salles de classe à l'école publique de MVANDA	Construction d'un forage à l'école publique de MVANDA	Réhabilitation du puits en panne au lieu-dit MVANDA Chefferie	Reprofilage du tronçon routier MVANDA-BINYENNYALE 3Km	Création d'une pharmacie à MVANDA	Formation à la transformation des produits agricoles	Création d'une pépinière de 7200 plants de cacaoyers à MVANDA	Acquisition de 02 moulins communautaires à écraser le manioc à MVANDA	Construction d'un bloc de 2 salles de classe à l'école publique de MVANDA
	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA
NDJAFOM	Raccordement du village DJAFOM au réseau électrique HT/MT/BT 17Km	Reprofilage du tronçon BITSOGMAM-DJAFOM 7Km	Construction d'un Forage à NKOL NGOCK village DJAFOM	Création d'une pharmacie au village DJAFOM	Construction d'un pont sur la rivière MEMOUGOU à la limite avec le village MILAMIZIBI	Acquisition de 02 moulins à écraser communautaire à DJAFOM	Création d'une palmeraie communautaire de 5Ha au Village DJAFOM	Construction d'une ferme communautaire de 5000 sujets à DJAFOM	Raccordement du village DJAFOM au réseau électrique HT/MT/BT 17Km
	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA
NGOCK	Raccordement du village NGOCK au réseau électrique	Construction d'un forage à NGOCK (lieu: MVODO)	Construction d'un Forage à NGOCK (Lieu: YENE	Installation d'une antenne de relais TV/radio à	Construction d'un bloc de 02 salles de classe à	Création d'une pépinière de 10000 plants de	Ouverture d'une piste agricole Soumou-Si -	Construction d'un marché périodique à	Raccordement du village NGOCK au

Villages	PS 1	PS 2	PS 3	PS 4	PS 5	PE 1	PE 2	PE 3	PRIORITE
	BT/MT (1,5Km)		MBARGA)	NGOCK	l'école maternelle de MVAGMEDJAP-BANE	cacaoyers à NGOCK	Soumou (1,5Km)	Ngock	réseau électrique BT/MT (1,5Km)
	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA
NKOLE	Aménagement du stade de football de NKOLE	Construction d'un forage à ADJAP	Acquisition du matériel de cantonage	Création d'une pharmacie à NKOLE	Installation d'une antenne relais de télécommunications	Création d'une porcherie communautaire de 06 truies et 02 verrats à NKOLE	Acquisition de 02 moulins de transformation de manioc	Acquisition de 01 moulin de transformation de cacao	Création d'une porcherie communautaire de 06 truies et 02 verrats à NKOLE
	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA
NKOUMADJA P I	Reprofilage du tronçon NKOUADJAP 1 - NKOUADJAP 2. (3Km)	Raccordement du village au réseau électrique BT/MT (5Km)	Réhabilitation du puits en panne derrière la mission catholique	Construction d'un magasin de stockage à NKOUADJAP 1	Construction d'un Forage à NKOUADJAP I (Lieu: NGBWA ONDOUA)	Création d'un marché périodique à Nkoumadjap 1	Construction et équipement de la maison du planteur de Nkoumadjap 1	Construction d'une porcherie communautaire à NKOUADJAP 1	Création d'un marché périodique à Nkoumadjap 1
	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA
NKOUMADJA P II	Construction d'un forage à NKOUADJAP 2 à côté de la chapelle catholique	Construction d'un forage à NKOUADJAP 2 (Nkolsi)	Raccordement du village au réseau électrique MT/BT 3Km	Reprofilage du tronçon Nkoumadjap 2-Doum Chefferie: 2Km	Construction de 10 latrines individuelles aménagées au village NKOUADJAP 2	Formation des agriculteurs aux techniques de transformation des produits agricoles	Création d'un marché périodique à Nkoumadjap 2	Appui techniques et financiers à 25 éleveurs locaux	Construction d'un forage à NKOUADJAP 2 à côté de la chapelle catholique
	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA
NLAN-YOP	Raccordement du village au réseau électrique BT/MT 6Km	Reprofilage du tronçon NLAN YOP NKOUADAP, 6Km	Construction d'un forage à l'école primaire de NLAN YOP	Construction d'un forage au 3ième hameau (BIBAE)	Construction d'un logement d'astreinte à l'école publique de NLAN YOP	Création d'une pépinière 5000 plants de cacaoyers à NLAN YOP	Acquisition d'un moulin de transformation de manioc	Création d'un marché périodique à NLAN YOP	Raccordement du village au réseau électrique BT/MT 6Km
	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA
NNEMEYONG	Construction d'un bloc de 2 salles de classe à l'école maternelle publique de NNEMEYONG	Construction d'un forage à NNEMEYONG	Construction d'un bloc administratif à l'EM de NNEMEYONG	Construction d'un puits équipé d'une PMH à NNEMEYONG (Face Chefferie)	Construction d'un bloc de 4 latrines à l'EM de NNEMEYONG	Création d'une piste agricole NNEMEYONG-BILIK 5Km	Création d'un magasin de stockage à NNEMEYONG	Construction d'un étang piscicole communautaire à NNEMEYONG	Création d'une piste agricole NNEMEYONG-BILIK 5Km
	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA
NTOUMBA	Construction d'un puits équipé d'une PMH à la chefferie de Ntoumba	Construction d'un puits équipé d'une PMH au lieu-dit chez Amougou Ignace	Raccordement du hameau DJEBAWE au réseau électrique HT et BT Carrefour MINKOK-DJEBAWE (1Km)	Reprofilage du tronçon NTOUMBA-DJEBAWE (1Km)	Construction de trois (03) logements d'astreinte pour les enseignants de l'École publique de Ntoumba	Acquisition d'une machine de fabrication de briquettes	Ouverture de la piste de la Carrière Zamsi	Création d'un champ communautaire de Maïs de 10Ha	Construction d'un puits équipé d'une PMH à la chefferie de Ntoumba

Villages	PS 1	PS 2	PS 3	PS 4	PS 5	PE 1	PE 2	PE 3	PRIORITE
	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA
NYAMVENDE	Raccordement du village NYAMVENDE au réseau électrique MT/BT 3Km	Réhabilitation du CSI de NYAMVENDE	Construction d'un puits équipé d'une PMH à NYAMVENDE Chefferie	Reprofilage du tronçon BINYENNYALE-NYAMVENDE 3Km	création d'une aire de jeu (stade de football) à Nyamvendé	Formation de 70 femmes aux AGR	Acquisition de 02 moulins de transformation du manioc	Création d'un champ communautaire de 10Ha de manioc	Raccordement du village NYAMVENDE au réseau électrique MT/BT 3Km
	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA
OBANG II	Connexion du village OBANG II au réseau électrique BT/MT (12Km)	Construction d'un Bloc de 02 salles de classe à l'école maternelle d'OBANG 2	Construction d'un Forage à Obang Carrefour	Reprofilage du tronçon OBANG 2-BITYLI (EBOLOWA) 19Km	Construction d'un bloc de 2 salles de classe à l'école primaire d'OBANG 2	Création d'un étang piscicole communautaire à OBANG 2 (Derrière l'école)	Création d'un champ communautaire de 10Ha de banane plantain à Obang II	Création d'un champ communautaire de 1Ha de manioc à Obang 2	Connexion du village OBANG II au réseau électrique BT/MT (12Km)
	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA
ONGONGO'O	Reprofilage de la route ASSAM-ONGONGO'O; 2Km	Connexion du village au réseau électrique MT/BT; 14 Km	Construction d'un puits équipé d'une PMH à ONGONGO'O (Lieu: MEKA Gabriel)	Construction de 10 latrines aménagées au village ONGONGO'O	Création et équipement d'une pharmacie à ONGONGO'O	Création d'une pépinière de 3000 pieds de cacaoyers à ONGONGO'O	Formation des femmes du village ONGONGO'O aux activités génératrices de revenus	Création et équipement de la maison du planteur d'ONGONGO'O	Reprofilage de la route ASSAM-ONGONGO'O; 2Km
	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA
OSSOEFEME	Construction d'un forage à OSSOEFEME chefferie	Construction d'un puits équipé d'une PMH chez AZEGUE ADJABA	Création d'un foyer communautaire à OSSOEFEME	Extension du réseau électrique BT au village OSSOEFEME (1Km)	Construction d'un bloc de 2 salles de classe à l'école primaire de MBENG	Aménagement de la piste de collecte de TITIMI (6Km)	Création d'un champ communautaire de 10Ha de maïs	Construction d'un magasin de stockage à OSSOEFEME (3ième Hameau)	Construction d'un forage à OSSOEFEME chefferie
	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA
OVENG OTOLO	Construction d'un pont sur la rivière Soumou au 2ième hameau entre la mission catholique et la limite avec ATO'O OVENG	Construction d'un forage à OVENG OTOLO'O (au 2ème hameau chez ZANG Fabien)	Réhabilitation du puits d'eau endommagé à OVENG OTOLO'O (au 1er hameau chez ABESOLO Marie)	Construction d'un foyer communautaire au 2ième hameau	Ouverture de la piste agricole SOUMOU-BILIK (15Km)	Construction d'un étang piscicole communautaire moderne à BEKOUMBOU	Création d'une bananeraie communautaire de 20Ha à Meyeme (Bilik)	Acquisition d'un moulin de transformation de manioc	Construction d'un pont sur la rivière Soumou au 2ième hameau entre la mission catholique et la limite avec ATO'O OVENG
	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA
OYACK FONG	Raccordement du village au réseau électrique MT/BT 14Km	Reprofilage du tronçon Ongongo'o-Oyack Fong; 4 Km	Construction d'un forage à l'école publique d'OYACK FONG	Création et équipement en intrants agricoles de la maison du	Construction d'un bâtiment administratif et d'un bloc latrine à	Création d'une pépinière communautaire de 10000 plants	Acquisition d'un moulin communautaire	Acquisition d'un pressoir à huile de palme communautaire	Raccordement du village au réseau électrique

5. PLANIFICATION STRATEGIQUE

5.1. Vision et objectifs du PCD

5.1.1. Vision

La Vision du Cameroun « **pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité** » à l'horizon 25-30 ans s'appuie sur les résultats des études rétrospectives, le recensement des besoins et aspirations des populations et les ambitions des politiques. En particulier, elle systématisé les aspirations et visions exprimées par les différents acteurs au rang desquels les Communes.

Confrontée à des transformations et mutations profondes dues aux transferts des compétences liées à la décentralisation, la Commune de Ngoulemakong doit faire face à de multiples et considérables défis qui sont de véritables enjeux pour son avenir. L'objectif d'améliorer les conditions de vie de ses populations à amener cette dernière à élaborer sa vision de développement : « **Faire de NGOULEMAKONG, une Commune émergente d'un autre type de développement participatif au niveau humain, économique, écologique, et culturel. Cela appelle des réponses concrètes afin de construire une Commune plus fraternelle, prospère, créatrice de richesses, plus respectueuse des hommes, des femmes, des jeunes et de l'environnement à l'horizon 2025** ».

5.1.2. Objectifs

Le PCD a pour objectifs de :

- ◆ Ressortir les besoins et aspirations des bénéficiaires que sont les communautés villageoises;
- ◆ Orienter la politique de développement de la Commune de NGOULEMAKONG pour les années 2016, 2017 et 2018;
- ◆ Faire de la Commune de NGOULEMAKONG une destination de choix pour les investisseurs nationaux et internationaux ;
- ◆ Valoriser et promouvoir les richesses dont regorge la Commune de NGOULEMAKONG pour le développement de l'activité économique de la localité ;
- ◆ Promouvoir l'image de la Commune de NGOULEMAKONG sur le plan national, sous régional, régional et international.

5.2. Cadre logique par secteur (y compris populations marginales (PDPP), Économie locale et DIC) :

Secteur : Éducation de base				
Problème du secteur : Faible offre d'une éducation de base de qualité				
Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif global (DSCE)	Améliorer l'accès et l'équité dans l'éducation de base	-Taux d'admission (au moins 50% d'augmentation) -Taux brut de scolarisation (TBS) -Indice de parité (fille/Garçon) au moins 5% d'augmentation -Taux de couverture.	-Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	- Stabilité politique -Accroissement du budget
Objectif spécifique	Améliorer l'offre de l'éducation de base dans la Commune de Ngoulemakong	-% d'enfants ayant accès à un établissement scolaire dans la Commune -Nombre d'enfants dans une salle de classe	-Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Accroissement du BIP affecté à la Commune Accroissement des recettes propres de la Commune
Résultats	R.1 les programmes scolaires sont achevés dans toutes les écoles de la commune	Fréquence et période de dotation du paquet minimum aux écoles	Marché passé du paquet minimum	Consistance du paquet minimum Disponibilité à temps du paquet minimum
	R.2. les conditions de travail et d'étude sont améliorées dans les écoles de la commune	-Le nombre de salles de classe construites -Le nombre d'enseignants affecté dans les écoles -le nombre de cadres d'APE formés	Marchés de construction Notes d'affectation et de prise de service PV d'atelier de formation des APEE	Effectivité de la décentralisation Transfert de compétence et de moyens
	R.3 les conditions de préservation de	-Le nombre de points d'eau construits	Marchés de construction	Accroissement du BIP affecté à la Commune

	l'environnement, d'hygiène et de salubrité sont promues dans les écoles	-Le nombre de latrines aménagées construites -le nombre d'arbres plantés dans les écoles		Accroissement des recettes propres de la Commune
	R.4 les aires de jeu sont créées et équipées dans les écoles	-Le nombre d'aire de jeu créés	Convention ou partenariats signés	
Activités	Libellé		Coûts (FCFA)	Conditions préalables
A.1.1 acquisition et acheminement du paquet minimum dans les écoles	Pendant 03 ans		18 494 025	Disponibilité à temps du paquet minimum
A.1.2 construction des logements d'astreinte	-			
	-03 logements d'astreinte à l'EP de MESSOK		43 500 000	Disponibilité de l'espace
	- 01 logement d'astreinte à l'EP d'ESSINGANG		TOTAL INVESTISSEMENT 14 500 000	
	- 01 logement d'astreinte à l'EP d'ALOM-FONG		14 500 000	
	- 01 logement d'astreinte à l'EP de NLAN YOP		14 500 000	
	- 03 logements d'astreinte à l'EP de NTOUMBA		43 500 000	
A.1.3 Organisation des ateliers de sensibilisation des parents et formation des responsables d'APEE			553 813 250 22 200 000	
A.2.1 Construction de salles de classe				
	-01 bloc de 02 salles de classe à l'EP ESSINGANG		21 500 000	RAS
	-01 bloc de 02 salles de classe à l'EM OBANG II		25 000 000	

	-01 bloc de 02 salles de classe à l'EP OBANG II		19 000 000	
	-01 bloc de 02 salles de classe à l'EP de MVAGMEDJAP-BANE	TOTAL FONCTIONNEMENT	19 000 000	
	-01 bloc de 02 salles de classe à l'EP de BINYENYALE	23 881 275	19 000 000	
	-01 bloc de 02 salles de classe à l'EP D'OSSOEFEME		19 000 000	
	-01 bloc de 02 salles de classe à l'EM de MINLAMIZIBI		25 000 000	
	-01 bloc de 02 salles de classe à l'EM de MBEKA'A I		25 000 000	
	-01 bloc de 02 salles de classe à l'EP de SOUMOU		19 000 000	
	-01 bloc de 02 salles de classe à l'EM de BITSOGMAM		25 000 000	
	-01 bloc de 02 salles de classe à l'EP de MVANDA		19 000 000	
	-01 bloc de 02 salles de classe à l'EM de NNEMEYONG		25 000 000	
	-01 bloc de 02 salles de classe à l'EP de MBENG		19 000 000	
	-01 bloc de 02 salles de classe à l'EP de MESSOK 1		19 000 000	
<u>A.2.2 Réfection/Réhabilitation</u>			IMPREVUS	

	- Réfection des toitures de 02 bâtiments à l'EP de MVAGMEDJAP FONG		6 000 000	
<u>A.2.3 Construction de points d'eau</u>				
-	-Construction d'un forage à l'EP de MVANDA		8 500 000	
-	-Construction d'un forage à l'EP d'ALOM		8 500 000	
-	-Construction d'un forage à l'EP de NLAN YOP		8 500 000	
-	-Réhabilitation du puits communautaire à l'EP de NTOUMBA	57 769 452,5	5 000 000	
-	-Réhabilitation du puits communautaire à l'EP de MESSOK I		5 000 000	
<u>A.2.2 Construction blocs administratifs</u>				
	-Construction d'un bloc administratif à l'EP d'ENAMGAL II		35 000 000	
<u>A.2.3 réhabilitation de salles de classe</u>				
	-Réfection de la toiture de 02 salles de classe à l'EP Catholique d'EBOTENKOU	TOTAL ESTIMATIF	3 000 000	
	Réfection de la toiture de 04 salles de classe à l'EP de MVAGMEDJAP FONG		6 000 000	
A.2.4 Acquisition de tables bancs		635 463 977,5		
	- Acquisition de 60 table-bancs à l'EP d'ELONE		1 800 000	
				RAS

A.2.5 Acquisition de Manuels scolaires dans les établissements	manuels de Maths, Français, Anglais pour 37 écoles	832 500
	manuels et livres au programme pour Écoles maternelles	180 000
<u>A.3.1 construction de latrines</u>	- 01 bloc de 06 latrines à l'EP d'ESSINGANG	4 000 000
	- 01 bloc de 06 latrines à l'EP d'ALOM	4 000 000
A.3.2 Plantation d'arbustes dans les écoles	12 arbres à planter dans 37 écoles	888 000
A.4.1 Acquisition de toboggans dans les écoles maternelles de la Commune	01 toboggan de 4 à 5 ans par école pour 12 écoles maternelles	10 800 000

Secteur : Enseignements secondaires				
<u>Problèmes du secteur : Faible qualité de l'offre de service dans les enseignements secondaires</u>				
Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif global (DSCE)	Augmenter l'offre et la qualité de la formation dans le système éducatif national	Taux de réussite aux examens officiels Taux d'encadrement	Statistiques du MINESEC	
Objectifs spécifiques	Améliorer la qualité de l'offre d'enseignements secondaires dans la commune	Taux de réussite aux examens officiels	Statistiques de l'OBC	Stabilité politique
Résultats	1. Les conditions de vie des enseignants sont améliorées	Présence au poste	Fiches de présence	
	2. Les infrastructures scolaires sont aménagées	Nombre d'infrastructures créées et ou réaménagées	Rapport de la délégation	
	3. L'encadrement des élèves par la communauté éducative est assuré	Nombre de cas d'indiscipline	Rapports de discipline des établissements	

	Libelle		Coûts (FCFA)	Conditions préalables
Activités	1.1 construction des logements d'astreinte (Cité des enseignants) : 01 au CETIC de MINLAMIZIBI, 01 au CES d'EBOTENKOU, 01 au CES de SOUMOU, 01 au CES d'ENAMGAL 1, 01 au CES de DOUM Chefferie.	TOTAL INVESTISSEMENT	175 000 000	Sécurisation (immatriculation) des sites et leur viabilisation
	2.1 construction de blocs de 2 salles de classes à Enamgal2 ; Soumou, Bitsogmam, CETIC de Minlamizibi	686 050 000	80 000 000	
	2.2 Construction de blocs latrines 01 au Lycée Mixte de Ngoulemakong, 01 au lycée technique de Ngoulemakong, 01 au CETIC de MINLAMIZIBI, 01 au CES d'EBOTENKOU, 01 au CES de SOUMOU, 01 au CES d'ENAMGAL 1, 01 au CES de DOUM Chefferie.		31 500 000	
	2.3 Construction de blocs administratifs au CES d'Enamgal 1,		30 000 000	
	2.4 Construction de 02 points d'eau : 01 forage au CES de Soumou, 01 forage au CES d'Ebotenkou,		16 000 000	
	2.5 Équipement de 25 ordinateurs, 01 imprimante laser, 01 imprimante couleur de la salle informatique du CES d'Enamgal2		TOTAL FONCTIONNEMENT	38 550 000
	2.6 Équipement de la menuiserie du Lycée technique de Ngoulemakong	0	40 000 000	
	2.7 construction des aires de jeu dans les établissements d'enseignement secondaires de Ngoulemakong		20 000 000	
	2.8 Construction et équipement d'un laboratoire scientifique du Lycée mixte de Ngoulemakong		IMPREVUS	115 000 000

		68 605 000		
	3.2 création de bibliothèques scolaires : 01 au Lycée Mixte de Ngoulemakong, 01 au lycée technique de Ngoulemakong, 01 au CETIC de MINLAMIZIBI, 01 au CES d'EBOTENKOU, 01 au CES de SOUMOU, 01 au CES d'ENAMGAL 1, 01 au CES de DOUM Chefferie.	TOTAL ESTIMATIF	140 000 000	
		754 655 000		

Secteur : Administration territoriale et décentralisation

Problèmes du secteur :

1-Faible appropriation de la Décentralisation au niveau local

2-Faible développement de l'institution communal

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif global	Réduire l'écart entre les riches et les pauvres par l'amélioration de la distribution des retombées de la croissance économique	-les citoyens sont satisfaits des prestations des institutions	Enquêtes INS (EDS, ECAM, etc.) Sondage	Volonté politique
Objectifs spécifiques	1-Promouvoir la culture et l'appropriation de la décentralisation au niveau local	1-Les citoyens participent au processus de décentralisation dans la Commune	Diagnosics participatifs du PCD	1. Intérêt des populations

	2-améliorer la qualité de l'offre de services de l'institution communale	2-Qualité des services rendus par la Commune	Rapports, enquêtes	2. Amélioration des ressources financières de la Commune	
Résultats	1. les populations locales participent activement au processus de décentralisation	Le nombre de personnes aux réunions organisées par les conseillers municipaux	Rapport de réunion Fiche de présence Conseil municipal	Volonté des populations	
	2. les ressources propres de la commune sont améliorées	Accroissement des ressources propres de la Commune	Taux de recouvrement de recettes propres	Gouvernance municipale effective Effectivité de la décentralisation	
	3. les ressources humaines et matérielles de la commune sont adaptées aux besoins de l'institution communale et des usagers	Qualité de la gestion des ressources humaines et matérielles de la Commune	Rapport des sectoriels Enquêtes auprès des usagers	Accroissement du budget communal et des compétences	
Activités			Libelle	Coûts (FCFA)	Conditions préalables
	A.1.1- Organisation de 25 fora Communautaires soit 01 par conseiller pour sensibiliser les différents acteurs à la politique de décentralisation		TOTAL INVESTISSEMENT	6 250 000	Disponibilité des fonds dans le budget communale
	A.1.2 1-Renforcement des capacités des acteurs de la société civile(Atelier)		131 000 000	6 000 000	
	A.1.2.2 Organisation des rencontres trimestrielles permanentes de concertation entre l'institution communal et les sectoriels locales			6 000 000	
	A.2.1.1 Construction d'une fourrière municipale		TOTAL FONCTIONNEMENT	10 000 000	
	A.2.1.2 Construction d'une gare routière		26 250 000	25 000 000	
	A.2.1.3 Acquisition de 02 engins de génie civil-			0	

A.2.1.4 Acquisition d'un camion-benne		60 000 000	
A.2.1.5 Acquisition d'un pick-up		40 000 000	
A.2.2.1 Élaboration des textes réglementant la question des ressources humaines dans la commune	IMPREVUS	0	
A.2.2.2 Élaboration d'une planification des activités communales	15 725 000	0	
A.2.2.3 Renforcement des capacités du personnel de la commune (GRH/méthode d'archivage, droit du travail, etc.)	TOTAL ESTIMATIF	3 000 000	Disponibilité des fonds dans le budget communale
A.2.2.4 Connexion de la commune au réseau internet, téléphone fixe et presse écrite, TV	172 975 000	6 000 000	
A.2.2.5 Développement de partenariat		5 000 000	

Secteur : Affaires sociales				
Problèmes du secteur : Faible encadrement des personnes vulnérables et indigentes				
Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif global (DSCE)	Promouvoir la solidarité nationale et résorber les décalages les plus flagrants entre les femmes et les hommes dans les groupes sociaux afin de préserver la paix sociale	-Taux d'implication et de réinsertion de chaque groupe de populations vulnérables ; -Indice de satisfaction de la réduction des discriminations envers certains groupes vulnérables, marginaux/marginalisés	Enquêtes (INS, EDS, ECAM, etc.) Taux de croissance du PIB	Accroissement du budget de l'État

Objectifs spécifiques	Assurer des prestations sociales adéquates et adaptées aux personnes vulnérables dans la commune de Ngoulemakong	% de personnes vulnérables prises en charge par la Commune et les services sociaux	Rapports des services sociaux	Accroissement du budget Communal Effectivité de la décentralisation
Résultats	1- Les personnes vulnérables sont systématiquement enregistrées au registre du centre social	Le nombre de personnes vulnérables, indigentes et nécessiteuses enregistrées	Le registre actualisé des nécessiteux	Accroissement du budget Communal Effectivité de la décentralisation Accès des populations aux services sociaux
	2- Les personnes vulnérables reçoivent des soutiens divers en soins, matériels et clairement autonomes	Nombre et qualité des équipements acquis et distribués aux indigents et personnes vulnérables	Rapports des services sociaux	Amélioration de la collaboration entre le service social et la mairie
Activités		Libelle	Coûts (FCFA)	Conditions préalables
	A.1.1-Construction d'un logement d'astreinte pour le personnel du Centre Social	TOTAL INVESTISSEMENT	35 000 000	Sécurisation de l'espace
	A.1.2-Etablir un répertoire exhaustif des personnes vulnérables et indigentes de la commune	160 750 000	750 000	
	A.1.2 Établir systématiquement des cartes d'invalidités aux invalides	TOTAL FONCTIONNEMENT	0	les communautés sont suffisamment Informées et sensibilisées
	A.1.3 Construire et équiper le Centre social de Ngoulemakong	25 800 000	100 000 000	
	A.1.4 Recruter 03 assistants sociaux au Centre Social de Ngoulemakong	IMPREVUS	10 800 000	

A.2.1 Doter les personnes vulnérables et handicapées en matériels et appareillages divers (300 paires de lunettes, 200 béquilles ; 350 cannes, 50 cannes blanches, 60 fauteuils roulants)	18 655 000	25 000 000	
A.2.2. Prise en charge/soutien à 100 OEV	TOTAL ESTIMATIF	12 000 000	
A.2.3. Prise en charge gratuite des 15 personnes infectées par le VIH/SIDA	205 205 000	3 000 000	

Secteur : Eau et énergie				
Problèmes du secteur : Approvisionnement insuffisant en eau potable et énergie				
Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif global (DSCE)	Développer les infrastructures hydrauliques et énergétiques	% des ménages ayant accès à l'eau potable et à l'électricité	ECAM, PV de réception des ouvrages	Appuis des bailleurs de fonds ; Signature de conventions avec les partenaires au développement ; Effectivité de la décentralisation
Objectifs spécifiques	Faciliter l'accès des populations à l'eau potable, à l'énergie électrique et aux produits	% des ménages ayant accès à l'eau potable et à l'électricité	ECAM, PV de réception des ouvrages	Appuis des bailleurs de fonds ; Signature de conventions avec les partenaires au développement ; Effectivité de la décentralisation
Résultats	R1- L'eau potable est disponible en qualité et en quantité dans tous les villages de la commune	-Nombre de forages, puits et sources construits ; -Nombre de Forages et puits réhabilités	ECAM, PV de réception des ouvrages	Appuis des bailleurs de fonds ; Signature de conventions avec les partenaires au développement ; Effectivité de la décentralisation
	R2- Le réseau est étendu dans	-Nombre de village électrifiés	ECAM, PV de réception des	Appuis des bailleurs de fonds ;

	l'ensemble des communautés de la commune		ouvrages	Signature de conventions avec les partenaires au développement ; Effectivité de la décentralisation
	R3 L'approvisionnement sain en produits pétrolier est assuré à Ngoulemakong	01 S/S construite fonctionnelle=	ECAM, PV de réception des ouvrages	Appuis des bailleurs de fonds ; Signature de conventions avec les partenaires au développement ; Effectivité de la décentralisation
			Libelle	Coûts (FCFA)
Activités	A.1.1- Construction des forages - Construction d'un forage à EKOWONDO N BUTENOE (3ième hameau) - Construction d'un forage à NNEMEYONG - Construction d'un forage à la chapelle catholique de MBENG - Construction d'un forage à OSSOEFEME chefferie - Construction d'un Forage à MESSOK 2 - Construction d'un forage à NGOCK (lieu: MVODO) - Construction d'un Forage à NGOCK (Lieu: YENE MBARGA) - Construction d'un forage à MVAGMEDJAP BANE (AYENE) -Construction d'un forage à Doum Olla (quartier plateau) - Construction d'un Forage à Obang Carrefour - Construction d'un forage à MEMGBWA (Lieu: Chapelle) - Construction d'un forage à MENGWA (Lieu: Chefferie)		TOTAL INVESTISSEMENT 685 600 000	323 000 000 Descente d'une équipe technique pour études géophysiques préalables. Suivies des concertations avec chacun des villages concernés en vue d'assainir d'éventuelles tensions observées le plus souvent lors de la détermination du site du forage.

- Construction d'un Forage à MENGWA (Lieu: OWONO Martin)
- Construction d'un forage à ABIETE quartier chefferie
- Construction d'un Forage à ENAMGAL II (Lieu Mbarga Alphonse)
- Construction d'un forage à ENAMGAL I quartier 2 (Après le Chef)
- Construction d'un forage à MBEKA'A I (au 2ième hameau)
- Construction d'un forage à OVENG OTOLO'O (au 2ème hameau chez ZANG Fabien)
- Construction d'un forage à ESSINGANG au 1er hameau (lieu MBALLA Christian)
- Construction d'un forage au CES de SOUMOU
- Construction d'un forage à côté du stade au Village BITSOGMAM
- Construction d'un forage à la chefferie de BIKOP FONG
- Construction d'un forage en face du Stade d'Alom
- Construction d'un forage à NLAN YOP au 3ième hameau (BIBAE)
- Construction d'un Forage à NKOUMADJAP I (Lieu: NGBWA ONDOUA)
- Construction d'un forage à côté de la chapelle catholique de NKOUMADJAP 2
- Construction d'un forage à NKOUMADJAP 2 Nkolsi
- Construction d'un forage au niveau de la chefferie de DOUM CARREFOUR

--	--

<ul style="list-style-type: none"> - Construction Forage à EBOTENKOU (ESSAKOUNA SI) - Construction d'un forage à la mission catholique d'Ebotenkou - Construction d'un Forage à NKOL NGOCK village DJAFOM - Construction d'un forage à ABOCK village BINYENYALE - Construction d'un forage à ADJAP village NKOLE - Construction d'un forage à FONE - Construction d'un Forage à ABI, village MEKA'A II - Construction d'un forage à Mvog-Etea, Village AKOATALA - Construction d'un Forage à Mvog-Nso'o village AKOATALA - Construction d'un forage communautaire à MESSOK 1 			
<p>Construction d'un forage au CMA de Ngoulemakong</p>			
<p>A.1.2 Construction des puits</p> <ul style="list-style-type: none"> - Construction d'un puits équipé d'une PMH à la chefferie de Ntomba - Construction d'un puits équipé d'une PMH à Ntomba au lieu-dit chez AKAM - Construction d'un puits équipé d'une PMH à MINKOK au 1er hameau - Construction d'un puits équipé d'une PMH à MINKOK au 5ième hameau - Construction d'un puits équipé d'une PMH à MINKOK au 4ième hameau 	<p style="text-align: center;">TOTAL FONCTIONNEMENT</p> <p style="text-align: center;">5 000 000</p>	<p style="text-align: center;">100 000 000</p>	<p>Recenser toutes les sources naturelles favorables au Captage pour la réalisation des adductions d'eau Potable</p>

<ul style="list-style-type: none"> - Construction d'un puits équipé d'une PMH à NNEMEYONG (Face Chefferie) - Construction d'un puits équipé d'une PMH à ABIETE (Lieu AYISSI Richard) - Construction d'un puits équipé d'une PMH (Lieu ABESOLO Marcellin) - Construction d'un puits équipé d'une PMH à EKOMBITIE chefferie - Construction d'un puits d'eau potable à MEKOM au 2ième hameau - Construction d'un puits d'eau potable à MEKOM au 1er hameau - Construction d'un puits équipé d'une PMH à NYAMVENDE Chefferie - Construction d'un puits équipé d'une PMH à MVAGMEDJAP FONG (Assok) - Construction d'un puits équipé d'une PMH à MVAGMEDJAP FONG (Ebaessi) - Construction d'un puits équipé d'une PMH à Mevem (DOUM CHEFFERIE) - Construction d'un puits équipé d'une PMH à ELONE Chapelle - Construction d'un puits équipé d'une PMH à ONGONGO'O (Lieu: MEKA Gabriel) - Construction d'un puits équipé d'une PMH à MVOG EBOGO, village EBAE - Construction d'un puits d'eau potable à MEKOM au 1er hameau Construction d'un puits équipé d'une PMH à OSSOEFEME 	<p>IMPREVUS</p>		
<p>A.1.3 Aménagement des sources</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aménagement de la source de la Chefferie MESSOK 2 	<p>69 060 000</p>	<p>7 500 000</p>	

<ul style="list-style-type: none"> - Aménagement de la source de MEKAMESSONO à ASSAM - Aménagement de la source Ototono'o à DOUM OLLA 			
<p>A.1.4 Réparation des forages</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation du forage PPTE de DOUM OLLA (en face de la maison du président du CC) 	TOTAL ESTIMATIF	5 000 000	
<p>A.1.5 Réparation des puits</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation du puits de MVANDA CHEFFERIE - Aménagement du puits de l'école publique de MESSOK 1 - Réhabilitation du puits d'eau endommagé à OVENG OTOLO'O (au 1er hameau chez ABESSOLO Marie) - Réhabilitation du puits en panne Village EBOLBOUM à côté du transformateur - Réhabilitation du puits en panne village NKOUMADJAP derrière la mission catholique - Réhabilitation du puits en panne au lieu-dit MVANDA Chefferie - Réhabilitation du puits équipé d'une PMH de MBEKA'A Centre - Réhabilitation du puits endommagé à MVOG ABADA, village EBAE - Réhabilitation du puits endommagé au village KOUMA YIMBAE - Réhabilitation du Puits endommagé à ASSAM 	759 660 000	50 000 000	Études de faisabilité complètes et fiables disponibles

	A.1.6 Réhabilitation de 5 bornes fontaines dans l'espace urbain et Formation de des membres des COGES à la gestion communautaire des biens collectifs	750 000	
	A.2.1 Raccordement au réseau électrique HT/MT/BT - Extension du réseau électrique HT/MT et BT dans les villages non électrifiés (204.5Km)	120 000 000	Études de faisabilité complètes et fiables
	A.2.2 Acquisition de transformateurs - Acquisition d'un transformateur électrique à MBENG	2 000 000	
	- Acquisition d'un transformateur et 05 poteaux pour la Réhabilitation de la ligne électrique BT à MVAGMEDJAP BANE sur 2Km	2 350 000	
	A.3 Renforcement du système d'adduction d'eau du réseau Communal (Acquisition de supprimeur + Nouvelle prise d'eau	75 000 000	

Secteur : Commerce				
Problèmes du secteur : Faible développement des activités commerciales				
Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif global (DSCE)	Assurer de manière compétitive la présence des produits camerounais sur les marchés	-part des exportations par le PIB -Excédent commercial -Taux d'accroissement du PNB -Taux de croissance	Enquête INS Rapports GICAM/ECAM/MEC AM	Effectivité de la réforme agraire Amélioration des infrastructures

Objectifs spécifiques	Améliorer la capacité des échanges commerciaux dans la commune	Nombre et qualité d'infrastructures créées dans la Commune de Ngoulemakong	Enquête INS Rapports GICAM/ECAM/MEC AM	Effectivité de la réforme agraire Amélioration des infrastructures
Résultats	R1- L'état des voies d'écoulement des produits est amélioré	Nombre de Km de route entretenus	Numéro de marché d'entretien des routes	Disponibilité de moyens financier ou engin
	R2- Les populations sont mieux organisées pour les ventes	-Construction de nouveaux marchés -Construction de nouvelles boutiques - Nombre de marché périodiques construits -Nombre de magasin de stockage construits	Marchés de construction passés	Disponibilité de moyens financier ou engin
	R3 –Les autorités administratives sont sensibilisées	-Nombre de coxeurs en baisse	Ventes groupées	Volonté effective de l'autorité administrative et sécuritaire pour accompagner le processus
Activités	Libelle		Coûts (FCFA)	Conditions préalables
	A.1.1- Reprofilage des routes communales (250km)	TOTAL INVESTISSEMENT		
	A.2.1.1 - Création des marchés périodiques	154 900 000		Études de faisabilité disponibles
	- Construction d'un hangar (Marché) à MINLAMIZIBI		1 200 000	
	- Construction d'un hangar pour le marché périodique de MINKOK		1 000 000	
	- Construction d'un hangar pour le marché périodique de Ngock		1 000 000	
- Réhabilitation du marché périodique de BITSOGMAM	1 500 000			
- Création d'un marché périodique à Mvagedjap-Fong	1 500 000			
- Création d'un marché périodique à Alom	TOTAL FONCTIONNEMENT	1 200 000		

- Création d'un marché périodique à NLAN YOP		1 200 000	
- Création d'un marché périodique à Nkoumadjap 1		1 200 000	
- Création d'un marché périodique à Nkoumadjap 2	750 000	1 200 000	
- Création d'un marché périodique à Doum Chefferie		1 200 000	
- Construction d'un hangar au marché périodique d'Ebotenkou		1 500 000	
- création d'un marché périodique à Kouma		1 200 000	
A.2.1.2- Construction de magasin de stockage	IMPREVUS		
- Création d'un magasin de stockage à NNEMEYONG			
- Construction d'un magasin de stockage à OSSOEFEME (3ième Hameau)	15 565 000	30 000 000	
- Construction d'un magasin de stockage à BITSOGMAM			
- Construction d'un magasin de stockage à NKOUMADJAP 1			
A.2.1.3 –Extension du marché de Ngoulemakong (Construction de boutiques et hangars)	TOTAL ESTIMATIF	55 000 000	
A.3.1-Sensibilisation des autorités administratives et sécuritaires		750 000	
A.3.2-Construction de deux (02) magasins au marché de Ngoulemakong	171 215 000	20 000 000	
A.3.3-Acquisition d'une chambre froide communale		35 000 000	

Secteur : Développement Urbain et habitat

Problèmes du secteur : Difficultés d'accès à un logement décent et aux infrastructures urbaines de qualité

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif global (DSCE)	Promotion d'un cadre de vie décent en milieu urbain	Qualité de l'habitat Degré de salubrité	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	croissance économique soutenue
Objectifs spécifiques	Améliorer l'aménagement de l'espace urbain et de l'habitat social dans la Commune de Ngoulemakong	La qualité des infrastructures construites La qualité des matériaux utilisés	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	croissance économique soutenue
Résultats	1- Les logements décents sont construits	La qualité des matériaux utilisés dans la construction des logements	Rapport Mairie	Population sensibilisée Amélioration du pouvoir d'achat des populations
	2- L'offre de logement en zone urbaine s'est améliorée	Nombre de nouveaux logements disponible Proportion des ménages utilisant	Marchés de construction passés Signature des accords de partenariats	Disponibilité d'espace et accroissement du budget de la

		des installations sanitaires de qualité Proportion des ménages utilisant des installations en eau et électricité		Commune	
	3- L'espace urbain est aménagé	-Mise en œuvre du plan d'urbanisation Linéaire (km) de voies de proximité réhabilitées ou construites -Proportion des ménages ayant accès aux services d'assainissement	Rapport de la Commission d'octroi des lots communaux	Respect du plan d'urbanisation	
Activités			Libelle	Coûts (FCFA)	Conditions préalables
	A.1.1 Organisation des campagnes semestrielles d'assainissement des lieux d'habitation		TOTAL INVESTISSEMENT	9 000 000	Disponibilité d'espace et accroissement du budget de la Commune
	A.1.2 Organisation des campagnes de vulgarisation de la construction des latrines modernes en zone rurale et urbaine		25 500 000	3 000 000	
	A.1.3 Promotion de l'utilisation des matériaux locaux (Briquettes)		TOTAL FONCTIONNEMENT	3 000 000	
	A.2.2 Vulgarisation et mise en œuvre du plan d'urbanisation de Ngoulemakong		19 500 000	4 500 000	
	A.3.1 Construction de 03 jardins publics dans la ville de Ngoulemakong			18 000 000	
	A.3.2 Construction de 05 latrines publiques dans la ville de Ngoulemakong		IMPREVUS	7 500 000	
			4 500 000		
			TOTAL ESTIMATIF		
		49 500 000			

Secteur : Emploi et formation professionnelle

Problèmes du secteur : Faible insertion socio professionnelle des jeunes

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif global (DSCE)	Promouvoir des emplois décents durables, accroître l'employabilité de la population active par une formation professionnelle adaptée	Nombre de structure de formation professionnelle créé et fonctionnelle sur l'ensemble du territoire Nombre d'emplois créés Taux de chômage	Enquête INS (EDS, ECAM, Etc.)	Stabilité politique, croissance économique
Objectif spécifique	Faciliter l'insertion socio professionnelle des jeunes	-Nombre de jeunes ayant trouvé un emploi décent -Nombre de personnes ayant accès à une formation professionnelle	Enquête INS (EDS, ECAM, Etc.) Augmentation des recettes propres de la Mairie, Rapport d'activité du centre de formation	Accroissement du budget de la mairie Effectivité de la décentralisation
Résultats	1-Des conditions garantissant l'insertion socio professionnelle des jeunes sont mises en place	Nombre de chercheurs d'emploi/ formation identifié dans la commune	Le fichier de chercheurs d'emploi/	Effectivité de la décentralisation

		Le nombre de sociétés installées dans la Commune	formation disponible à la mairie		
	2-des structures de formation sont créées	Le nombre de structures de formation créées	Les modules de formations	Accroissement du budget de la mairie	
	3-La mentalité des jeunes a évolué	- L'abandon des comportements déviants de la jeunesse	Rapport de l'ACD	Volonté des jeunes à abandonner les excès et les comportements déviants	
Activités			Libelle	Coûts (FCFA)	Conditions préalables
	A.1.1	Création d'un fichier de chercheurs d'emploi/ formation dans la Commune de Ngoulemakong	TOTAL INVESTISSEMENT	150 000	Disponibilité des fonds dans le budget communal
	A.1.2.	Élaboration d'un plan prévisionnel local de formation et de recyclage destiné à la jeunesse et à tous les corps de métier organisés	100 000 000		
	A.1.3.	Organisation de 04 séminaires de formation au montage de projets	TOTAL FONCTIONNEMENT	100 000	
	A.2.	Construction d'un Centre de Formation professionnelle aux métiers divers (couture, mécanique, coiffure, agriculture, artisanat, etc.) à Ngoulemakong	2 050 000		
	A.3.1	Sensibilisation des jeunes à l'entrepreneuriat et à l'auto emploi	IMPREVUS	800 000	
	A.3.2.	Sensibilisation des jeunes contre l'alcoolisme, tabagisme et vandalisme		100 000 000	
			10 205 000		
			TOTAL ESTIMATIF	500 000	
		112 255 000	500 000		

Secteur : Élevages, Pêches et Industries Animales

Problème du secteur : Faible exploitation des potentialités en matière d'élevage, de pêches et d'industries animales

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif global (DSCE)	Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières animales et halieutiques ; Assurer la protection sanitaire des populations	-Part de la production animale dans le PIB -Part de la production halieutique dans le PIB	Enquête INS (ECAM, etc.)	Effectivité de la décentralisation Accroissement du budget de l'État
Objectifs spécifiques	Encourager le développement des exploitations de production animale et halieutique	Accroissement de la production animale et halieutique dans la Commune de Ngoulemakong Part du secteur dans le développement de l'économie locale	Rapport du Centre Zootechnique de Ngoulemakong	Volonté du pouvoir local Augmentation du budget de la Commune
Résultats	1. L'élevage conventionnel est promu dans la Commune 2. La sécurité alimentaire des populations est garantie	Le nombre d'exploitations et d'agropoles modernes créées Le nombre d'éleveurs encadrés/formés et le nombre d'associations créées Le nombre d'animaux vaccinés	Enquêtes ménages Rapport d'activités PV de réception des ouvrages	Formation des exploitants d'étangs piscicoles et des éleveurs

	Libelle	Coûts (FCFA)	Conditions préalables
Activités	A1.1. Appui financier et technique à l'association des éleveurs de MINKOK pour l'agrandissement du cheptel	TOTAL INVESTISSEMENT	3 500 000
	A1.2 Construction d'une ferme avicole communautaire de 8000 poussins pour la jeunesse de MINKOK	156 500 000	12 000 000
	A.1.3 Construction d'un étang piscicole communautaire à NNEMEYONG		4 500 000
	A.1.4 Construction d'un étang piscicole communautaire à MESSOK 2	TOTAL FONCTIONNEMENT	4 500 000
	A.1.5 Construction d'une ferme avicole communautaire de 5000 sujets à MVAGMEDJAP BANE	18 500 000	8 000 000
	A.1.6 Formation de 25 éleveurs de DOUM OLLA aux techniques d'élevage conventionnel		1 500 000
	A.1.7 Construction d'un étang piscicole communautaire à OBANG 2 (Derrière l'école)	IMPREVUS	4 500 000
	A.1.8 Construction d'un étang piscicole à MENGBWA (Lieu: ABONG)	17 500 000	4 500 000
	A.1.9 Renforcement des capacités des éleveurs du village MENGBWA		1 500 000
	A.1.10 Construction d'un étang piscicole sur la rivière MINDZOMO à ABIETE		4 500 000
	A.1.11 Construction d'une porcherie moderne de 06 truies et 02 verrats à ENAMGAL2	TOTAL ESTIMATIF	6 000 000
	A.1.12 Construction d'un étang piscicole communautaire à ENAMGAL 1	192 500 000	4 500 000
	A.1.13 Construction d'une porcherie moderne de 06 truies et 02 verrats au 2ième Hameau à MBEKA'A 1		6 000 000

A.1.14 Construction d'un étang piscicole communautaire moderne à BEKOUMBOU (OVENG OTOLO'O)	4 500 000	
A.1.15 Construction d'une porcherie communautaire de 06 truies et 02 verrats au lieu-dit barrière de pluie à EKOMBITIE	6 000 000	
A.1.16 Construction d'une porcherie communautaire de 04 truies et 02 verrats à ESSINGANG	4 200 000	
A.1.17 Construction d'un étang piscicole moderne au ruisseau MAN MEKOARA(ESSINGANG)	4 500 000	
A.1.18 Construction d'une ferme communautaire de 10000 poussins à MEKOM	10 000 000	
A.1.19 Construction d'une porcherie communautaire de 06 truies et 02 verrats à OSSOUKOUE (SOUMOU)	6 000 000	
A.1.20 Construction d'une ferme communautaire de 5000 poussins à SOUMOU Carrefour	7 000 000	
A.1.21 Construction d'une porcherie communautaire de 08 truies et 02 verrats à Nkolmekok	6 400 000	
A.1.22 Construction d'une écloserie moderne à MVAGMEDJAP-FONG	5 500 000	
A.1.23 Encadrement technique des éleveurs/pisciculteur du village ALOM	1 500 000	
A.1.24 Construction d'une porcherie communautaire de 06 truies et 02 verrats à NKOUMADJAP 1	6 000 000	
A.1.25 Appui techniques et financiers à 25 éleveurs locaux de Nkoumadjap 2	3 000 000	

	A.1.26 Formation de 25 éleveurs de Doum Carrefour aux techniques d'élevage conventionnel	1 500 000	
	A.1.27 Construction d'un étang piscicole à Ebotenkou (OTO'OTON	4 500 000	
	A.1.28 Construction d'une ferme communautaire de 5000 poussins à DJAFOM	7 000 000	
	A.1.29 Construction d'une porcherie communautaire de 08 truies et 04 verrats à BINYENNYALE	6 400 000	
	A.1.30 Construction d'une porcherie communautaire de 06 truies et 02 verrats à NKOLE	6 000 000	
	A.1.31 Construction d'une ferme avicole moderne de 10000 poussins à MBEKA'A 1 Centre	10 000 000	
	A.1.32 Construction d'un étang piscicole communautaire à AKOATALA	4 500 000	
	A.1.33 Construction d'une porcherie communautaire de 06 truies et 02 verrats à AKOATALA	6 000 000	
	A.1.34 Formation de 30 éleveurs du village ELONE aux techniques modernes d'élevage	2 000 000	
	A.1.35 Formation de 25 éleveurs aux techniques d'élevage conventionnel	1 500 000	
	A.1.36 Construction d'une porcherie moderne de 04 truies et 02 verrats à KOUMA	5 000 000	
	A.1.37 Formation de 25 éleveurs du village ASSAM aux techniques d'élevage conventionnel	1 500 000	
	A.1.38 Création d'un marché à bétail à Ngoulemakong	1 000 000	

Secteur : Agriculture et développement rural

Problèmes du secteur : Faible productivité agricole

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif global (DSCE)	Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières agricoles	Part de la production agricole dans le PIB	Enquête INS, ECAM	La production dans les filières agricole est soutenue
Objectifs spécifiques	Améliorer la production dans les différentes filières agricoles	<ul style="list-style-type: none"> - Quantité et qualité des différentes filières de la production agricole - Part du secteur dans l'économie locale 	<ul style="list-style-type: none"> - Rendement agricole - Nombre de nouvelles variétés introduites 	La production dans les filières agricole est soutenue
Résultats	1-Les producteurs ont accès aux intrants agricoles	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de producteurs ayant accès aux intrants agricoles - 	<ul style="list-style-type: none"> - Le rendement agricole - Rapport des chefs de poste agricole - Rapport du DADER 	La production dans les filières agricole est soutenue et encouragée
	2- La production agricole est facilement acheminée des champs vers les marchés de consommateurs	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de Km de pistes agricoles ouvertes 	<ul style="list-style-type: none"> - Numéro et montant du DAO relatif au marché 	Disponibilité des financements

	3-Le matériel agricole utilisé est modernisé	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de tracteurs acquis - Nombre de pulvérisateurs acquis 	<ul style="list-style-type: none"> - Factures 	Disponibilité des financements	
	4-Les producteurs sont formés aux nouvelles techniques culturales et sont mieux organisés en coopératives	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de coopératives, associations agricoles créées - Nombre de producteurs formés - Nombres de poste agricoles fonctionnels 	<ul style="list-style-type: none"> - Récépissé de reconnaissance d'association - Modules de formation - Feuille de présence 	Accroissement du budget	
Activités			Libelle	Coûts (FCFA)	Conditions préalables
	A.1.1 Création et équipement de la maison du planteur dans certains villages de la Commune de Ngoulemakong (01 à Minlamizibi, 01 Ekowondo, 01 à Abiété, 01 à Enamgal 2, 01 à Doum Chefferie, 01 à Doum Carrefour, 01 à Ongongo'o)		TOTAL INVESTISSEMENT	14 000 000	
	A.1.2. Création des champs Communautaires		379 750 000		
	<ul style="list-style-type: none"> - 10 Ha de maïs à Ntomba - 6 Ha de Cacao à Minlamizibi - 10 Ha de Maïs à Ossoefeme - 10 Ha de bananeraie à Messok 2, - 10 Ha de bananeraie à Banga - 10 Ha de bananeraie à Obang 2 - 10 Ha de Manioc à Nyamvendé - 10 Ha de manioc à Enamgal 1 - 10 Ha de manioc à Soumou - 20 Ha de bananeraie à Ekombitié - 20 Ha de bananeraie à Oveng-Otolo'o 		TOTAL FONCTIONNEMENT	40 000 000	
		5 000 000			

	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ngock : Piste Soumou Si- Soumou : 5Km ▪ Messok 2 : Piste Agricole d'Okak : 4 Km ▪ Doum Olla : Piste Oveng-Otoloa-Doum-Olla : 1.5Km - Enamgal1 : ENAMGAL I-MEDJO MAKAT : 4Km 		
	A.3. Acquisition de 200 atomiseurs, 55 nébulisateurs, 200 pulvérisateurs et 60 thermones 02 tracteurs	180 750 000	
	A.4. Formation de 300 femmes à la transformation des produits agricoles dans les villages ALOM, NKOUMADJAP 2, EBOTENKOU, MVANDA, MENG BWA et MBAGMEDJAP BANE	5 000 000	

Secteur : Travaux publics				
Problème du secteur : Mauvais état du réseau routier Communal				
Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif global (DSCE)	Assurer la pérennité du patrimoine infrastructurel de l'État	Niveau de service (indicateur Composite) par type D'infrastructures incluant ouvrages et services de gestion.	-enquêtes INS	- Stabilité politique -Accroissement du budget
Objectif spécifique	Améliorer la qualité du réseau routier et des voies de	Nombre de Km de routes	-Enquêtes INS,	Disponibilité des

<ul style="list-style-type: none"> - Tronçon Alom-Mvagmedap-Fong (8km) - Tronçon Nlan Yop Nkoumadjap, (6km) - Tronçon Nkoumadjap 1 - Nkoumadjap 2. (3km) - Tronçon Nkoumadjap 2- Doum Chefferie: (2km) - Tronçon Doum Carrefour- Doum Chefferie:(4km) - Tronçon Akoatala-Mbeka'a 2 : (7km) - Tronçon Elone-Ebae, (3km) - Tronçon Akoatala-Elone, (2km) - Tronçon Ebae-Kouma; (3km) - Tronçon Kouma-Assam; (3km) - Assam-Ongongo'o;(2km) - Ongongo'o-Oyack Fong; (4 Km) - Ebotenkou-Oyack Fong (2km) - Mbeka'a 2-Mvanda (3km) - Nkoumadjap 2- Doum Chefferie:(4km) 	<p>10 000 000</p>		
<p>A.2. Construction de 04 ponts :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mvagmedjap Bané : pont sur la rivière Soumou - Oveng Otolo : pont sur la rivière Soumou au 2ième hameau entre la mission catholique et la limite avec ATO'O OVENG - Banga : pont sur la rivière NSONO <p>Pont sur la MEMUGU à la Limite Djafom-Milamizibi</p>	<p>IMPREVUS</p> <p>56 000 000</p> <p>TOTAL ESTIMATIF</p>	<p>350 000 000</p>	

	2.1 création des comités de route			Sensibilisation et volonté des populations
	2.2 dotation des comités de route en matériel de cantonage dans tous les villages de la Commune de Ngoulemakong	616 000 000	10 000 000	

Secteur : Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat				
Problèmes du secteur : Faible développement de l'artisanat et difficultés de pérennisation des AGR				
Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif global (DSCE)	Améliorer l'environnement des affaires et la compétitivité des entreprises locales	Niveau de compétitivité des entreprises locales	Enquêtes INS, ECAM	L'environnement des affaires est bon
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> - Faciliter la création des PME dans la Commune - Faciliter le développement des AGR 	Le niveau de développement du tissu économique local	Enquêtes INS, ECAM	La procédure de création d'une entreprise est

	- Favoriser le développement de l'artisanat dans la commune.			facilitée localement	
Résultats	R1- au moins 50 PME sont créées	Nombre de PME formalisées	Registre de collecte des impôts et taxes		
	R2- des AGR sont développées par les populations	Nombre de femmes formées et microprojets financés	Rapport des EMF locaux		
	R3- Les artisans sont répertoriés et productifs	Nombre d'artisans répertoriés	Répertoire communal		
Activités			Libelle	Coûts (FCFA)	Conditions préalables
	.1.1- Sensibilisation et accompagnement des acteurs informels et artisans à la création de PME		TOTAL INVESTISSEMENT	2 000 000	
	1.2 Acquisition de 28 moulins à Manioc, 02 Pressoirs à Huile, 01 moulin à Cacao dans certains villages de Ngoulemakong		13 540 000		
	2.1- Formation d'au moins 300 femmes aux AGR dans les villages suivants <ul style="list-style-type: none"> • Doum Carrefour : 50 femmes • FONE : 50 femmes • NYAMVENDE : 70 femmes • ELONE : Formation des femmes • ONGONGO'O : Formation des femmes 	TOTAL FONCTIONNEMENT		5 000 000	
		13 500 000			
		IMPREVUS			
	2.2 Financement de 100 microprojets		2 558 000		Plateforme de financement des microprojets établis avec les EMF locaux
	3.1. –sensibilisation des artisans pour leur enregistrement dans le répertoire communal		TOTAL ESTIMATIF	4 500 000	
3.2 appui logistique et matériel en faveur des artisans		28 138 000	2 000 000		
3.3 organisation d'une foire annuelle pour l'artisanat			10 000 000		

Secteur : Arts et Culture

Problèmes du secteur : Sous valorisation du potentiel culturel et artisanal communal

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif global (DSCE)	Permettre aux populations de satisfaire leurs besoins essentiels, de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs	Part du secteur dans le PIB	Enquête INS, ECAM	Stabilité politique
Objectifs spécifiques	Favoriser la préservation et la promotion de la culture locale la culture locale est transmise et pratiquée par les jeunes générations	Nombre et types d'activités culturelles	Rapports délégations MINAC	Conflits intergénérationnels
Résultats	<p>1- un festival communal annuel est organisé</p> <p>2- 10 foyers communautaires sont construits et fonctionnels</p> <p>3- Un répertoire des artistes de la commune est établi</p>	<p>Nombre de festivals</p> <p>Nombre de foyers construits</p> <p>Existence d'un répertoire communal d'artistes</p>	Rapports communaux	Engouement des artistes
Activités		Libelle	Coûts (FCFA)	Conditions préalables
	1.1- Réalisation d'un inventaire et d'un archivage du patrimoine culturel matériel et immatériel communal	TOTAL INVESTISSEMENT	3 000 000	
		44 500 000		
	1.2 organisation annuelle d'un festival culturel communal	TOTAL FONCTIONNEMENT	4 500 000	

		3 000 000		
	2.1 construction et équipement de 10 foyers communautaires à Ngoulemakong et dans les villages Ekowondo, Ossoéfeme, Doum-Olla, Mbeka'a1, Enamgall, Ekombitié, Mekom ; Banga Koungoulou, Oveng Otolo 2 ^{ème} hameau.	IMPREVUS	40 000 000	
		4 750 000		
		TOTAL ESTIMATIF		
		52 250 000		

Secteur : Santé				
Problèmes du secteur :				
1- Insuffisance de l'offre de soins de santé de qualité				
2- Vulnérabilité des populations aux IST-SIDA				
Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif global (DSCE)	Les populations de toutes les régions du Cameroun jouissent d'une bonne santé favorable à leur contribution aux efforts de croissance	<ul style="list-style-type: none"> - Proportion de districts de santé consolidés ; - Ratio professionnel de santé/population (au moins 1,5 pour 1000 habitants) ; - Proportion de la population desservie par une formation sanitaire fonctionnelle située à une heure de marche (une formation sanitaire à une heure de marche pour au moins 70% de la population) ; - Dépense publique de santé par habitant. 	Enquêtes INS, EDS, ECAM, Etc.	Signatures d'accord de partenariat avec les bailleurs de fond

Objectifs spécifiques	<p>1- Améliorer l'offre de soins de santé de qualité dans la Commune</p> <p>2- Sensibiliser les populations sur les risques, les conséquences et la prise en charge des IST-SIDA</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de structures hospitalières rénovées, équipées et fonctionnelles - Proportion de personnes ayant accès aux services de santé de qualité - Nombre de personne sensibilisées, dépistées, pris en charges 	<ul style="list-style-type: none"> - Notes d'affectation et de prise de service - Rapport du Chef de district de santé d'Ebolowa - Rapport du médecin Chef du CMA - Rapport des CSI 	<ul style="list-style-type: none"> - Présence effective aux postes des médecins et agents de santé affectés - Fonctionnement des commissions de santé 	
Résultats	1.1. Les populations fréquentent régulièrement les centres de santé	<ul style="list-style-type: none"> - Le taux de fréquentation des centres de santé 	Rapport des Centres de santé	Accroissement du budget communal	
	1.2. Les centres de santé sont mieux équipés et fonctionnels	<ul style="list-style-type: none"> - Le nombre de CSI et centres de santé fonctionnels 	Rapport des Centres de santé	Accord de partenariats avec divers bailleurs de fonds	
	2. La prévalence a considérablement baissé dans l'arrondissement	<ul style="list-style-type: none"> - Le nombre de personne dépistées, prises en charge 	<p>Le taux de prévalence</p> <p>Rapports des CSI</p>	Les populations acceptent des dépistages volontaires et la prise en charge gratuite est effective	
Activités			Libelle	Coûts (FCFA)	Conditions préalables
	<p>A.1.1.1. Création d'un CSI à MINLAMIZIBI</p> <p>A.1.1.2. Réfection et équipement du CSI d'ELONE</p> <p>A.1.1.3. Construction du CSI de DOUM CHEFFERIE suivant le plan type</p>		TOTAL INVESTISSEMENT	<p>50 000 000</p> <p>25 000 000</p> <p>50 000 000</p>	Disponibilité des effectifs au MINSANTE
	A.1.2.1. Équipement du CSI de DOUM CHEFFERIE		TOTAL FONCTIONNEMENT	8 000 000	
	A.1.2.2. Équipement du CSI de MVAGMEDJAP FONG		200 000	8 000 000	

	A.1.2.4. Construction des logements d'astreinte aux CSI de DOUM CHEFFERIE, BITSOGMAM, ELONE, SOUMOU, MVAGMEDJAP FONG	IMPREVUS	35 000 000	Formation d'un agent pour la gestion de ces structures à la charge des villages bénéficiaires
	A1.2.5. Finition et équipement du CSI de MVAGMEDJAP BANE	28 420 000	25 000 000	
	A.1.2.6. Construction d'une clôture au CMA de NGOULEMAKONG		10 000 000	
	A.1.2.7. Construction d'un forage au CMA de Ngoulemakong		8 000 000	
	A.1.2.8. Construction et équipement d'un bloc maternité au CMA de Ngoulemakong	TOTAL ESTIMATIF	25 000 000	
	A.2.1. Acquisition d'une Ambulance au CMA de Ngoulemakong	312 620 000	25 000 000	
	A.2.2. Acquisition d'un appareil de radiographie CMA de Ngoulemakong		15 000 000	
	A.2.2. Réactivation des comités de Santé et de Gestion du CMA de Ngoulemakong		200 000	

Secteur : Environnement, Protection de la Nature et Développement Durable

Problèmes du secteur : Pollution des milieux récepteurs et gestion non durable des ressources naturelles

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif global (DSCE)	Assurer une gestion durable des ressources naturelles et protéger les milieux récepteurs	-Taux de couverture du monitoring environnemental 100% -Pérennité des ressources naturelles	Enquête INS, ECAM	Signature des accords de partenariats avec les ONG de protection de l'environnement

Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser et former les populations sur les méthodes saines de gestion des ordures ménagères - Sensibiliser la population sur la nécessité de protéger l'environnement - Promouvoir la création des espaces verts 	<ul style="list-style-type: none"> -Nombre de campagne de sensibilisations organisées -Nombre de personnes formées -Nombre d'espaces verts créé 	<ul style="list-style-type: none"> -Rapport du sectoriels/Mairie -Enquêtes INS, ECAM, etc. 	Signature des accords de partenariats avec les ONG de protection de l'environnement
Résultats	1-Les populations sont sensibilisées et formées sur la gestion des ordures ménagères	Nombre de ménages disposant d'un fumier de recyclage	Rapport INS, ECAM, ACD	Disponibilité de financements
	2-Les populations sont sensibilisées et formées sur la nécessité de protéger l'environnement	Nombre de personnes formées	Modules de formation Liste de présence	Disponibilité de financements
	3-Au moins 02 espaces verts sont créés	Nombre d'espaces verts créés	Rapports sectoriels	Disponibilité de financements
Activités		Libelle	Coûts (FCFA)	Conditions préalables
	A.1. Organisation de 10 séminaires de sensibilisation et formation regroupant chacun 5 villages	TOTAL INVESTISSEMENT	500 000	
		7 000 000		
		TOTAL FONCTIONNEMENT		
	A.3. Création de 02 espaces verts dans la ville de Ngoulemakong	500 000		
		IMPREVUS	7 000 000	
		750 000		
TOTAL ESTIMATIF				

		8 250 000		
--	--	-----------	--	--

Secteur : Domaines, Cadastres et Affaires foncières				
Problèmes du secteur : Difficulté d'accès à la propriété foncière				
Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif global (DSCE)	Permettre aux populations de satisfaire leurs besoins essentiels, de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs	<ul style="list-style-type: none"> - % de la population sensibilisé sur la sécurité foncière - Nombre de demandes de titres fonciers initiés 	Enquêtes INS, ECAM, Etc.	Croissance économique soutenue
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> 1- Promouvoir la procédure d'obtention du titre -foncier 2- Créer une réserve foncière communale 3- Matérialiser les limites ancestrales entre et dans les villages 4- Établir la cartographie de la Commune 5- Élaborer le Plan d'Occupation des Sols de la Commune de Ngoulemakong 	<ul style="list-style-type: none"> 1- Existence d'un bureau communal 2- Nombre de campagne de sensibilisation organisé 3- Décision attribuant le domaine communal 4- Commissions de constats constituées 5- Recrutement d'un cartographe 6- Note de la Commune au Cadastre 	<ul style="list-style-type: none"> - L'agent communal affecté au bureau - Rapport, liste de présence - Note du cadastre - Cartes matérialisées - POS réalisé 	<ul style="list-style-type: none"> -Synergie d'action entre l'État et la Commune et les communautés -Implication des élites et bailleurs de fonds

Résultats	- un bureau communal en charge des affaires foncières est mis en place	1- Existence d'un bureau communal			
		2- Nombre de campagne de sensibilisation organisé			
	- Une Réserve foncière communale est créée	3- Décision attribuant le domaine communal			
	- La délimitation de tous les villages est établie	4- Commissions de constats constituées			
	- La cartographie communale est établie	5- Recrutement d'un cartographe			
	- Le POS est élaboré	Note			
Activités			Libelle	Coûts (FCFA)	Conditions préalables
	A.1. Création du bureau communal en charge des questions foncières	TOTAL INVESTISSEMENT		0	
		5 000 000			
	A.2. Organisation de la procédure de réserve foncière communale	TOTAL FONCTIONNEMENT		0	
	A.3. Organisation du processus de délimitation des villages	29 900 000		4 900 000	
		IMPREVUS			
	A.4. Réalisation des cartes thématiques de la Communes de Ngoulemakong	3 490 000		5 000 000	
TOTAL ESTIMATIF					
A.5. Élaboration du POS de Ngoulemakong	38 390 000		25 000 000		

Secteur : Jeunesse et Éducation Civique

Problèmes du secteur : Faible épanouissement de la jeunesse

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif global (DSCE)	Augmenter l'offre et la qualité de la formation et de l'encadrement des jeunes	Nombre de jeunes formés et encadrés	Enquête INS, ECAM	
Objectifs spécifiques	<ol style="list-style-type: none"> 1. Favoriser l'encadrement civique des jeunes et leur plein épanouissement 2. Promouvoir les projets dédiés à la jeunesse 3. Organiser des activités de divertissement des jeunes 	Nombre de jeunes formés et sensibilisés	Enquête INS, ECAM	
Résultats	1. Esprit civique développé par les jeunes	Nombre de cas de délinquance	Rapport des forces de l'ordre	
	2. les jeunes de la commune sont intégrés dans les projets (PAJER U, PIASSI, conseil de la jeunesse)	Nombre de jeunes intégrés	Rapport des projets	Ces projets perdurent
	3. des infrastructures d'encadrement des jeunes sont créées et fonctionnelles	Bâtiments et programmes d'encadrement	Rapport de réunion	

		Libelle	Coûts (FCFA)	Conditions préalables
Activités	1.1- Promotion des enseignements du service civique auprès des associations des jeunes	TOTAL INVESTISSEMENT	500 000	Existence du projet
	2.1 Sensibilisation et .information des jeunes sur les projets en leur faveur (300 000 000	500 000	Existence des prospectus des projets gouvernementaux
	2.2 Promotion des activités du conseil national de la jeunesse	TOTAL FONCTIONNEMENT	1 000 000	
	2.2 Soutien à la Création et l'accompagnement des associations des jeunes	2 100 000	100000	Existence du statut et du règlement intérieur
	2.3 Octroi des bourses et des stages aux jeunes	IMPREVUS		
	3.1. Construction d'un centre multifonctionnel des jeunes à NGOULEMAKONG	30 210 000	100 000 000	Existence du terrain; Existence du plan type de construction des CPMJ Communaux
	3.2- Équipement du centre multifonctionnel des jeunes	TOTAL ESTIMATIF	200 000 000	Existence des devis estimatifs quantitatifs et qualitatifs de l'équipement du CPMJ
		332 310 000		

Secteur : Industries, Mines et Développement Technologique

Problèmes du secteur : Sous valorisation du potentiel minier communal et des activités d'extraction des produits de carrière

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif global (DSCE)	Assurer l'industrialisation à travers la transformation et la valorisation des matières premières locales et la promotion des exportations	Part du secteur dans le BIP	Enquêtes IND, EDS, ECAM, Etc.	Signature d'accord de partenariat avec les multinationales

				du secteur	
Objectifs spécifiques	1- Trouver des sites de minerais exploitables dans la Commune de Ngoulemakong 2- Rentabiliser les activités d'exploitation des carrières 3- Former les riverains à l'exploitation durable des carrières	- Nombre de sites prospectés - % d'activités autorisés - Nombre de personnes/villages formés	- Certificat de prospection -	Signature d'accord de partenariat avec les multinationales du secteur	
Résultats	1- Des sites sont prospectés et identifiés	- Nombre de sites prospectés	- Rapport de la Commission de prospection		
	2- Les activités d'exploitation des carrières sont encadrées	formation - Nombre de session de - Nombre de personnes formées	- Thèmes de formation		
	3- Les riverains des carrières sont formés à leur exploitation durable	- Nombre de personnes formées	- Thèmes de formation		
Activités			Libelle	Coûts (FCFA)	Conditions préalables
	A.1.recherche des sites d'exploitation		TOTAL INVESTISSEMENT	60 600 000	Existence d'une autorisation d'exploitation du Ministère de tutelle
			408 100 000		
	A.2.1.Elaboration d'une carte minière communale		TOTAL FONCTIONNEMENT	200 000	Obtenir des lettres de voiture
			1 470 000		
	A.2.2.Communication des sites d'exploitations et enregistrement des exploitants		IMPREVUS	1 270 000	
			40 957 000		
A.3. Mécanisation de l'exploitation minière		TOTAL ESTIMATIF	200 000 000		
A.4. Amélioration du cadre d'exploitation des activités industrielles		450 527 000	145 000 000		

	Amélioration de la production de l'énergie électrique		2 500 000
--	---	--	-----------

Secteur : Communication				
Problème du secteur : Accès limité des populations et des services à l'information				
Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif global	Développer les infrastructures de communication pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	- % de la population ayant l'accès facile à l'information	Enquête INS, ECAM	Accroissement du budget de l'État
Objectifs spécifiques	Faciliter l'accès à l'information aux services et aux populations dans la commune de Ngoulemakong.	Au moins 80% des populations ont accès à l'information radio et télé	Rapport délégation régional MINCOM	Les populations prennent conscience de l'intérêt d'être bien informé.
		Le nombre de journaux distribué dans la commune		

Résultats	1. Une radio communautaire est construite et fonctionnelle et les populations captent plus aisément les fréquences radio et TV	-Le signal de la radio communautaire -Le nombre d'émissions diffusées	-Témoignage des populations -	le décret N° 2000/158 du 03 avril 2000 fixant les conditions et les modalités de création et d'exploitation des entreprises privées de communication audiovisuelle est respecté
	2. Les populations ont facilement accès au réseau du téléphone mobile	% de couverture du réseau de téléphone mobile dans la Commune	Enquêtes INS, ECAM	Collaboration effective avec les entreprises de téléphonie mobile
	3. La commune est dotée d'un bulletin d'information communal.	Le nombre de numéros édités par an	Rapport de la mairie	Le bulletin est lu et apprécié
	4. Un kiosque à journaux est fonctionnel	Le Nombre de journaux régulièrement livrés au kiosque	Abonnements Rapport des ventes	Disponibilité des financements à la Commune
Activités		Libellés	Coûts (FCFA)	Conditions préalables
	1.1 Négociation et construction d'un radio communautaire	TOTAL INVESTISSEMENT	5 000 000	Les études de faisabilité sont bien réalisées et concluantes
		13 000 000		
	1.2. Recrutement et formation de deux (02) agents communaux chargés de l'animation de la radio.	TOTAL FONCTIONNEMENT	1 000 000	La sélection des participants est bien menée
		6 400 000		
1.4. Installation de 04 antennes de relais du signal TV/Radio	IMPREVUS	0		

	2. Installation de pylône de relais du réseau de téléphone mobile	1 940 000	0	Négociations effectuées avec les compagnies de téléphonie mobile
	3. Recrutement d'un (01) journaliste pour le service de communication, la coopération et le partenariat local de la Commune	TOTAL ESTIMATIF	5 400 000	Le recrutement est basé sur les compétences, la disponibilité et la contrainte coût.
	4. Construction d'un kiosque à journaux communal et abonnement annuel à 10 numéros pendant 03 ans	21 340 000	8 000 000	

Secteur : Promotion de la Femme et de la Famille				
Problèmes du secteur : Marginalisation de la femme et de l'enfant				
Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif global (DSCE)	Promouvoir l'épanouissement de la cellule familiale et la participation communautaire	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre des familles ayant reçu une bonne éducation sociale. - Niveau de sensibilité genre dans l'éducation familiale 	Enquête (INS EDS, ECAM, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en application des Conventions internationales de droit de l'homme - Adoption du code de la famille
Objectifs spécifiques	Promouvoir le bien être de la femme et de l'enfant	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de femmes occupant des postes de responsabilité - Taux de parité de genre dans les écoles 	Enquête ménages, rapport d'activités du sectoriel local	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en application des accords de MAPUTO - Adoption du code de la famille
Résultats	1- Les droits de la femme sont valorisés, reconnus et promus	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'un centre fonctionnel de promotion de la femme - Nombre de campagne organisés pour la promotion des droits de la femme et de la famille 	Enquête, Rapports d'activités, Consultations des registres	Accroissement du Budget Communal

		- Nombre de mariages organisés	d'état civil		
	2- La considération du genre est acceptée dans les prises de décision dans les administrations et les ménages	Nombre de femmes primées Nombre de femmes responsabilisées	Enquêtes, témoignages de femmes	Adoption du code de la famille	
	3- La femme est économiquement épanouie dans son quotidien	Nombre de projets d'association de femmes financées	Enquêtes, témoignages de femmes	Adoption du code de la famille	
Activités			Libelle	Coûts (FCFA)	Conditions préalables
	A.1.1 Construction du centre de promotion de la femme de Ngoulemakong		TOTAL INVESTISSEMENT	100 000 000	
			250000000		
	A.1.2. Équipement du centre de promotion de la femme de Ngoulemakong en : machine à coudre (10) ; 20 tables et 50 chaises ; 10 lits ; 20 ordinateurs ; 01 photocopieuse		TOTAL FONCTIONNEMENT	150 000 000	
			7 600 000		
	A.1.3. Organisation des cérémonies de célébration collective des mariages dans la Commune		IMPREVUS	4 500 000	
			25 760 000		
A.1.4. Organisation des campagnes d'éducation des populations sur les droits de la femme et ceux de la famille dans chaque village		TOTAL ESTIMATIF	600 000		
A.3. Formation de 50 associations de femmes au montage des AGR		283 360 000	2 500 000		

Secteur : Tourisme et loisirs

Problèmes du secteur : Faible promotion des activités touristiques

Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
-------------------------------	--	---	--

Objectif global	Développer les produits touristiques camerounais pour faire du Cameroun une destination touristique	Nombre de touristes par an Nombre de sites aménagés	Enquête INS, ECAM	Volonté politique Stabilité économique
Objectifs spécifiques	1. Accroître l'offre en structures d'accueil (quantité et qualité) 2. Exploiter les potentialités touristiques 3. Rentabiliser l'écotourisme	Capacité d'hébergement Nombre de sites aménagés Nombre de campagnes touristiques	Enquête INS, ECAM	Les voies de desserte des sites sont aménagées
Résultats	1.1 un hôtel est construit dans la ville de Ngoulemakong 1.2 la capacité d'hébergement s'est accrue au moins de 100 lits 1.3 au moins 2 restaurants sont viabilisés	Nombre de structures d'accueil exploitées	Registre des taxes (du contribuable)	Les opérateurs privés investissent dans le tourisme
	2.1 Au moins 5 sites touristiques sont aménagés et exploités	Chiffre d'affaire du site	Rapports d'exploitation	Les opérateurs privés investissent dans le tourisme
	3. des rentrées financières d'écotourisme sont réalisées	Taux de rentrées financières	Rapports financiers communaux	
Activités		Libelle	Coûts (FCFA)	Conditions préalables
	1.1.1- Construction d'un hôtel municipal à Ngoulemakong	TOTAL INVESTISSEMENT	100 000 000	
		225 000 000		
	1.2.2 construction et agrandissement des auberges	TOTAL FONCTIONNEMENT	0	
	2.1 aménagement et mise en exploitation des sites touristiques dans les villages : Mbeng : site touristique d'AKOMNKOUL Messok 1 : Aménagement des chutes touristique sur la rivière SOUMOU Mvagmedjap Bané : 2 sites touristiques de NKOLNDOBO et NKOLKOE AKOATALA : aménagement du site	8 000 000	45 000 000	
		IMPREVUS	25 000 000	
23 300 000		35 000 000		
TOTAL ESTIMATIF		20 000 000		

1.3.1 formation des guides touristiques 1.3.2 organisation des campagnes touristiques	256 300 000	8 000 000
--	-------------	-----------

Secteur : Enseignement Supérieur				
<u>Problèmes du secteur : Difficultés à accéder à l'enseignement supérieur</u>				
Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif global (DSCE)	Améliorer l'accès et l'équité dans l'enseignement supérieur	<ul style="list-style-type: none"> - % des étudiants dans les Universités publiques ; - Nombre de nouveau de nouveaux établissements universitaires privés créé ; - Indice de parité (fille /garçon) 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Réduction des frais d'écolages
Objectifs spécifiques	Améliorer l'accès des enfants ressortissants de la Commune à l'enseignement supérieur.	Le nombre de ressortissants de Ngoulemakong diplômés de l'enseignement supérieur passe du simple au double en cinq ans.	Rapport d'activités de l'association des anciens élèves et étudiants originaires de Ngoulemakong	Les élèves veulent faire des études supérieures Les parents consentent d'envoyer leurs enfants faire des

				études supérieurs.	
Résultats	1. Un fond annuel d'aide aux étudiants est mis en place et des bourses distribuées	- Le nombre d'étudiants ayant bénéficié du fond par an - Le nombre de bourses distribuées	Liste des bénéficiaires	La gouvernance du fond est bonne	
	2. L'encadrement des enfants en fin d'études secondaires est renforcé	Le nombre d'enfants suivi par la commune par an.	Liste des enfants	La communauté éducative de Ngoulemakong consent à des sacrifices en temps et en énergie...	
Activités			Libellés	Coûts (FCFA)	Conditions préalables
	A.1.1. Sélection des meilleurs élèves		TOTAL INVESTISSEMENT	0	Les élèves ont la volonté de poursuivre des études supérieures
			0		
	A.1.2. Allocation de bourses d'excellence à 50 étudiants par an		TOTAL FONCTIONNEMENT	7 500 000	
			8 250 000		
	A.2.1. Mise en place de groupes d'études		IMPREVUS	0	
			825 000		
A.2.2. Organisation des journées d'orientations académiques et professionnelles		TOTAL ESTIMATIF	750 000		
A.2.3. Création d'une association des anciens élèves et étudiants originaires de Ngoulemakong		9 075 000	0		

Secteur : Recherche Scientifique et Innovation

Problème du secteur : Difficultés à promouvoir les résultats de la recherche Scientifique et de l'innovation

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation	
Objectif global (DSCE)	Améliorer la recherche dans le secteur de l'industrie et des services	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'application des résultats de la recherche ; - Nombre d'entreprises innovantes créé Taux d'amélioration de la productivité	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Création d'universités spécialisées ; Augmentation du budget alloué à la recherche	
Objectifs spécifiques	Former à la recherche et promouvoir ses résultats dans les domaines de l'agriculture, l'élevage la pisciculture et la médecine	Le nombre de personnes formées et sensibilisées	Rapport sessions de formation	Les paysans ne sont pas réfractaires aux innovations techniques et technologiques	
Résultats	1. Les Techniques de production sont améliorées, accessibles et leur utilisation est vulgarisée	Les chiffres de la production des secteurs agriculture, élevage et pisciculture augmentent	Rapport MINADER, MINEPIA	Les paysans mettent en place des pépinières de multiplication des semences améliorées	
	2. La formation et la recherche dans les domaines de l'agriculture, l'élevage la pisciculture et la médecine dans la commune est effective	Le nombre de personnes initiées à la recherche.	Activités du centre de recherche. Prise de service du personnel du centre de recherche		
Activités			Libellés	Coûts (FCFA)	Conditions préalables
	A.1.1. Promotion des avancées scientifiques et sessions de sensibilisation autour des innovations agropastorales	TOTAL INVESTISSEMENT		500 000	
		30 000 000			
	A.1.2. Acquisition et distribution de semences améliorées	TOTAL FONCTIONNEMENT		20 000 000	
11 300 000					

A.2.1. Création d'une structure de recherche dans la Commune et promotion du secteur.	IMPREVUS	10 000 000	Capacité des apprenants à acquérir des connaissances en matière de recherche
	4 130 000		
A.2.2. Recrutement d'un personnel pour administrer et gérer le centre de recherche pendant 03 ans pour 02 personnes	TOTAL ESTIMATIF	10 800 000	Disponibilité des financements
TOTAL		45 430 000	

Secteur : Travail et Sécurité Sociale				
<u>Problème du secteur</u> : Précarité et insécurité des conditions de travail dans la Commune de Ngoulemakong				
Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif global	Prémunir les populations des maux, fléaux et risques sociaux et promouvoir la sécurité sociale	<ul style="list-style-type: none"> - Taux d'augmentation du taux de couverture en matière de sécurité sociale ; - Taux d'accroissement de 90% de la sécurité sociale 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Volonté politique
Objectifs spécifiques	Réduire la précarité des emplois et des conditions de travail dans la	Au moins 75% des travailleurs bénéficient de la sécurité sociale	Rapports CNPS Sud	Implication des autorités civiles et religieuses à la

	Commune	Le nombre de cas de maladies du travail est réduit du simple au double.	Rapports hôpital de district	vulgarisation et à l'application du droit du travail et les textes de la CNPS	
Résultats	1 .Les employés dans la Commune, bénéficient de meilleurs conditions de travail et d'un meilleur traitement.	Tous les agents communaux sont immatriculés à la CNPS.	Rapports CNPS	Les employeurs ne sanctionnent pas les employés qui se rapprochent de la CNPS	
	2 .Le droit du travail et les textes de la CNPS sont vulgarisés dans la commune	Au moins 80% des employés et des employeurs vulgarisés au sujet le droit du travail et les textes de la CNPS	Liste des personnes sensibilisées		
	3. Le Personnel communal est formé en matière de sécurité sociale.	Le nombre de personnel formé.	Listes de présence à l'atelier		
	4. La collaboration entre le sectoriel, la CNPS et la commune est renforcée.	Le nombre de rencontres formelles entre les trois parties augmentent.	Rapports de réunion du cadre de dialogue.		
Activités			Libellés	Coûts (FCFA)	Conditions préalables
	A.1. Promotion de la sécurité sociale et Vulgarisation le droit du travail et les textes de la CNPS auprès des employés et des employeurs		TOTAL INVESTISSEMENT	500 000	Vulgarisation de l'information auprès des différents bénéficiaires
	A.2.1. Organisation d'une campagne d'immatriculation personnelle pour les travailleurs de l'informel.		TOTAL FONCTIONNEMENT		
			500 000		
	A.2.2. Campagne d'incitation des travailleurs du secteur informel à formaliser leur activités		IMPREVUS		
	A.2.3. Formation et sensibilisation aux enjeux du travail décent et de la sécurité sociale		50 000		
	A.3. Déclaration et immatriculation des agents communaux		TOTAL ESTIMATIF	0	
	A.4. Mise en place d'un cadre de dialogue pluri-acteurs sur le travail décent et la sécurité sociale		550 000	0	

Secteur : Sports et Éducation physique

Problème du secteur : Faible pratique des activités sportives

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif global	Développer les infrastructures sportives pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	% de la population ayant accès aux infrastructures sportives	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Organisation de compétitions internationales
Objectifs spécifiques	Renforcer et promouvoir la pratique des activités sportives dans la Commune	La diminution du développement dans la commune des maladies cardiovasculaires	Rapports MINSANTE	Les populations veulent s'épanouir en pratiquant un sport ou une activité physique
		Les prestations encourageantes des élèves et écoliers aux compétitions nationales	Résultats jeux OSUC et FENASCO	Les infrastructures construites sont utilisées et entretenues
Résultats	1. Les installations sportives sont construites ou réhabilités	Le nombre d'installations sportives construites	Images photos, rapport de réception d'ouvrage	Disposition de tous les intrants
	2. les activités sportives et physiques sont promues dans la Commune	Le nombre de campagnes organisées	Plan de campagne, teasing	La Mairie met en place une politique du sport
	3. Les populations de Ngoulemakong participent aux activités sportives et physiques	Le nombre de club de sport créé.	Rapport commune	
Activités		Libellés	Coûts (FCFA)	Conditions préalables
	A.1.1. Construction d'un complexe multisport avec piste d'athlétisme moderne dans la ville de Ngoulemakong	TOTAL INVESTISSEMENT	70 000 000	Les populations décident de ne plus être oisive et désœuvrée ;
		82 500 000		
	A.1.2. Réhabilitation d'infrastructures sportives existantes dans les villages	TOTAL FONCTIONNEMENT	10 000 000	
		15 500 000		
	A.2.1. Acquisition du matériel sportif divers (20 ballons de football, 10 ballons de hand-ball ; 5 ballons de basketball ; 05 ballons de volley-ball ; 02 filets de volley-ball ; 02 filets de lawn tennis ; 05 tables complètes de tennis de table)	IMPREVUS	2 500 000	
	9 800 000			

A.2.2. Campagnes de promotion des activités sportives et physiques	TOTAL ESTIMATIF	500 000	
A.3.1. Organisation des championnats et activités sportives au niveau communal	107 800 000	10 000 000	
A.3.2. Participation des équipes communales aux tournois sportifs régionaux et nationaux.		5 000 000	

Secteur : Postes et télécommunications				
<u>Problème du secteur : Difficile Accès aux NTIC et aux services postaux</u>				
Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif global (DSCE)	Développer les infrastructures de communication et de télécommunication pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	% de la population ayant accès à l'information et aux services postaux	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Installation de la fibre optique dans toutes les régions.
Objectifs spécifiques	Renforcer dans la Commune l'accès aux services postaux et aux NTIC	Le nombre de services postaux et de télécommunication sont disponibles dans la Commune	Rapports MINPOSTEL	Les opérateurs de téléphonie mobile couvrent toute la commune ; La population veut avoir accès à internet

Résultats	1. La fracture numérique est réduite	Le nombre d'opérateurs de téléphonie mobile qui couvrent la commune ;	Rapports MINPOSTEL	Les populations sont mieux informées du fait de la multiplicité des sources et moyens d'information	
	2. Les services postaux sont disponibles et plus accessibles à la population	Le nombre de clients du bureau de poste par an.	Rapport bureau de poste local	Les populations sollicitent les services postaux	
Activités			Libellés	Coûts (FCFA)	Conditions préalables
	1.1. Installation d'une antenne relais des télécommunications		TOTAL INVESTISSEMENT	10 000 000	Les populations veulent s'émanciper sur le plan de la communication ;
	1.2. Organisation de sessions de formation de la population à l'utilisation des NTIC			3 000 000	
	1.3. Connexion du TCP au réseau fibre optique et internet			1 500 000	
	1.2. Maintenance des équipements		11 500 000	5 000 000	Moyens financiers disponibles
			TOTAL FONCTIONNEMENT		
			3 450 000		
	2.1. Redynamisation du bureau de poste		IMPREVUS	200 000	
1 495 000					
2.2. Promotion de la poste et de ses services (courriers, transferts d'argents...)		TOTAL ESTIMATIF	250 000		
TOTAL		16 445 000			

Secteur : Forêt et Faune

Problème du secteur : Exploitation abusive et mal maîtrisée des ressources forestières et fauniques

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif global (DSCE)	Assurer une gestion durable des ressources naturelles	- Part de la production forestière dans le PIB	Enquête (INS, ECAM, etc.)	Signatures des accords de partenariats avec les organisations

		<ul style="list-style-type: none"> - Proportion d'écosystèmes réhabilités - Niveau d'augmentation des surfaces reboisées 		
Objectifs spécifiques	Rationaliser et maîtriser l'utilisation des ressources forestières et fauniques dans la Commune de Ngoulemakong	L'indice de dominance L'indice de diversité	Rapports sur le contrôle de l'exploitation des ressources forestières et la lutte anti braconnage.	Les contrevenants à la réglementation sont punis
Résultats	1. Le braconnage et l'exploitation anarchique des produits forestiers ligneux sont significativement réduits	Le nombre de braconniers intervenant dans la Commune; L'indice de dominance L'indice de diversité	Rapports des Brigades de gendarmeries et/ou des eaux et forêts Rapports MINFOF	Implication plus Forte et active des autorités administratives et traditionnelles ainsi que des élites
	1. Classer les forêts communales	03 forêts communales classées	Numéro de classement du MINFOF	
	3. l'exploitation illégale et incontrôlée des ressources forestières est prévenue et combattue	Le nombre de patrouilles par an	Rapport Sous-préfecture et MINFOF	
Activités		Libellés	Coûts (FCFA)	Conditions préalables
	1.1. Organisation de campagnes de sensibilisation des populations sur les lois forestière et faunique	TOTAL INVESTISSEMENT	6 000 000	Participation et implication des autorités administratives
		4 900 000		
	1.2. organisation des activités de contrôle de l'exploitation illégale des ressources forestières et fauniques	TOTAL FONCTIONNEMENT	12 000 000	
		18 000 000		
1.1. Classification de la forêt communale de Ngoulemakong	IMPREVUS	4 900 000		
	2 290 000			

		TOTAL ESTIMATIF	
	TOTAL	25 190 000	

Secteur : Transports

Problèmes du secteur : Précarité des conditions de transport

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif global	Développer les infrastructures de transport pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	Pourcentage de la population ayant accès aux moyens de transport de qualité	Enquête INS, ECAM	Volonté politique Stabilité économique
Objectifs spécifiques	1. Sécuriser les usagers et les opérateurs 2. Faciliter l'accès aux moyens de transport et à meilleur coût	Nombre d'accidents de la route Coût officiel du transport	Rapports des forces de maintien de l'ordre Tarifaire de voyage	Le réseau routier est régulièrement entretenu
Résultats	1.1 à la réglementation en vigueur est respectée par	Nombre de véhicules et motos	Rapports des forces de	Contrôles honnêtement opérés

	les opérateurs	clandestins	maintien de l'ordre	
	2.1 Les infrastructures modernes de transport sont construites	Chiffre d'affaire du site	Rapports d'exploitation	Disponibilité de financements
	2.2 l'offre de transports est diversifiée	Taux de rentrées financières	Rapports financiers communaux	Les opérateurs privés investissent dans le transport
Activités		Libelle	Coûts (FCFA)	Conditions préalables
	1.1.1- organisation d'une campagne de sensibilisation et de régularisation des dossiers et des véhicules	TOTAL INVESTISSEMENT	1 000 000	Collaboration des opérateurs
	1.1.2 organisation d'un examen spécial de permis de conduire catégorie A	52 000 000	0	Collaboration des opérateurs
	1.1.3 organisation des contrôles avec répression	TOTAL FONCTIONNEMENT		Disponibilité des forces de maintien de l'ordre
	1.1.4 Animation d'une plateforme opérateurs du transport-mairie et sectoriels	3 000 000	2 000 000	Collaboration des opérateurs
	2.1.1 construction d'une gare routière avec terminal d'embarquement, latrines et point d'eau	IMPREVUS	12 000 000	
	2.2.1 création d'une agence communale de transport	5 500 000	40 000 000	Les opérateurs privés investissent dans le transport
	TOTAL ESTIMATIF			
	60 500 000			

5.3. Coût estimatif du PCD

Tableau 5: Estimation globale du coût du PCD

N° d'ordre	Secteur	Coût estimatif
1	ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DECENTRALISATION	172 975 000
2	AFFAIRES SOCIALES	205 205 000
3	AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL	423 225 000
4	ARTS ET CULTURE	52 250 000
5	COMMERCE	171 215 000
6	COMMUNICATION	21 340 000
7	DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT	49 500 000
8	DOMAINES, CADASTRES ET AFFAIRES FONCIERES	38 390 000
9	EAU ET ENERGIE	759 660 000
10	EDUCATION DEBASE	635 463 977,5
11	ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES	192 500 000
12	EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	112 255 000
13	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	45 430 000
14	ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	754 655 000
15	ENVIRONNEMENT, PROTECTION DE LA NATURE ET DEVELOPPEMENT DURABLE	8 250 000
16	FORETS ET FAUNE	25 190 000
17	JEUNESSE ET EDUCATION CIVIQUE	332 310 000
18	MINESET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	450 527 000
19	PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT	28 138 000
20	POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	16 445 000
21	PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	283 360 000
22	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION	45 430 000
23	SANTE PUBLIQUE	312 620 000
24	SPORTS ET EDUCATION PHYSIQUE	107 800 000
25	TOURISME ET LOISIRS	256 300 000
26	TRANSPORTS	55 000 000
27	TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE	550 000
28	TRAVAUX PUBLICS	616 000 000
TOTAL GENERAL EN FCFA		6 177 483 978

5.4. Développement de l'Économie Locale (Synthèse)

Les populations de Ngoulemakong mènent plusieurs activités économiques. En fonction de l'importance de l'activité, On distingue l'agriculture, l'élevage, la pêche, la collecte des PFNL, la chasse, le commerce et l'exploitation des produits de carrière.

a) Agriculture

L'agriculture est la principale activité pratiquée par les populations actives de la Commune de Ngoulemakong. C'est une agriculture de subsistance dont les récoltes sont destinées à la

consommation familiale soit les 65% et 35% pour la vente. Les principales spéculations pratiquées portent sur les cultures vivrières et de rente.

Les cultures de rente sont le cacaoyer et le Palmier à Huile. La cacaoculture est pratiquée par la quasi-totalité de la population masculine active de la Commune. La superficie moyenne des exploitations cacaoyères est de 2 à 5 ha. La main d'œuvre est essentiellement familiale et la production assez faible. Le cacao produit est généralement acheté localement par les « Coxeurs » qui sont des Collecteurs/Acheteurs exerçant dans l'informel. Les ventes n'étant pas organisées, il est difficile d'avoir des statistiques de cette spéculation malgré la présence de la SODECAO dans la Commune. Il faut toutefois relever que la SODECAO encourage la création de nouvelles plantations afin de booster la production et mieux maîtriser les statistiques y relatives.

Les cultures vivrières se pratiquent suivant deux méthodes culturales : l'agriculture itinérante sur brûlis et la jachère. L'agriculture itinérante sur brûlis, consiste à défricher une parcelle de terre dans la forêt, et à l'incinérer soit en tas, soit éparpillé. L'objectif de l'incinération est d'améliorer instantanément avec les cendres résultantes des brûlis, la fertilité du sol. Quant à la jachère, elle consiste à laisser la parcelle de terre exploitée en friche pour permettre au sol de retrouver sa fertilité. Les principales cultures vivrières sont le manioc dont l'arrondissement est un vivier important, le macabo, la banane plantain, la banane douce, le maïs, la patate douce. L'on note également une légère pratique des cultures maraichères (tomates, etc.) et même le riz. Ces différentes spéculations sont en majeure partie pratiquées par les femmes. Les produits des récoltes sont en général consommés et vendus. Parmi les produits destinés à la vente, seul le manioc est généralement transformé en bâton de manioc et en couscous. La société coopérative SOCOPROMAN encourage fortement la production de cette spéculation. Elle envisage par ailleurs la mise en place d'une usine de transformation dans la Commune. La production est vendue sur le marché local de Ngoulemakong et à Yaoundé. La Commune dispose même d'une décortiqueuse de riz installée sur la place du marché.

Cependant, le secteur agricole fait face à de nombreux problèmes dont les plus récurrents comprennent la baisse rapide de la fertilité des sols cultivés (dû aux mauvaises pratiques agricoles notamment l'agriculture itinérante sur brûlis), les maladies et attaques des cultures par des prédateurs, les difficultés de commercialisation et de conservation de la production, l'insuffisance de la main d'œuvre, le mauvais état des routes, l'absence des pistes de collecte pour écouler les produits des champs vers les marchés. Ceci a pour conséquence une diminution des revenus à long terme, l'abandon de certaines cultures et la réduction des espaces cultivés.

b) Elevage

La pratique de l'élevage dans la commune est sous valorisée. Il s'agit d'un élevage extensif caractérisé par des cheptels de très faible taille. La divagation des bêtes est la principale technique utilisée par les populations afin de combattre le problème de nutrition des bêtes. Cet élevage est constitué de la volaille (poules), les ovins (moutons), les caprins (chèvres), les porcins (porcs) et bovins (bœufs). Ce type d'élevage est également une forme de réserve économique qui permet aux éleveurs de résoudre les problèmes qui peuvent survenir au cours de l'année avant la période cacaoyère. Il permet aussi aux responsables de familles de recevoir des étrangers de marques. Ce secteur souffre de la forte mortalité de la volaille en saison sèche et surtout de la recrudescence de la coccidiose pour les volailles et le rouget de porc pour les porcins. Toutefois, la difficulté majeure ici reste la non maîtrise des techniques améliorées d'élevage en claustration des animaux domestiques par les populations locales.

La pisciculture est très développée dans la localité. Ce secteur, malgré les atouts en termes de la présence de nombreux marécages propices au développement de l'activité, connaît quelques problèmes liés au manque d'alevins, d'encadrement et de formation des éleveurs. On compte 14 pisciculteurs dans la Commune pour 70 étangs en milieu urbain et 100 étangs

en en zone rurale ; 44 étangs sont cependant actifs. En termes de production, chaque étang actif produit en moyenne 15 tonnes de poissons par an. Cette production est destinée en partie à la consommation domestique et le surplus vendu. Les espèces élevées sont : les silures et les carpes.

Il existe aussi des apiculteurs (06) qui font une production moyenne mensuelle de 60kg de miel.

Le centre Zootechnique et vétérinaire peine encore à encadrer l'ensemble des éleveurs de la Commune. Les programme ACEFA et PACA assistent et appuient quelques initiatives des individus et associations identifiées dans l'arrondissement.

Au rang des difficultés, on note le faible engouement des propriétaires d'animaux à les faire vacciner, la fréquence de conflits entre les petits ruminants en divagation et les cultures. On recense aussi des cas de vols d'animaux. Enfin les changements climatiques sont réels dans la localité. Leurs effets freinent la production. D'après le chef du centre zootechnique et vétérinaire, la fraîcheur et la chaleur ont augmenté ; cette variation de température diminue l'appétit des animaux qui boivent plus d'eau qu'ils ne mangent entraînant des malaises. Ces malaises diminuent les moments d'accouplement des animaux et donc la reproduction des espèces.

c) Chasse et pêche

La Commune de Ngoulemakong est située en zone forestière. Elle renferme par conséquent une faune cynégétique diversifiée. Cette dernière joue un rôle important dans l'économie locale et dans l'alimentation en protéines animales des populations. Cette activité est l'apanage des hommes et des jeunes garçons.

Les principales techniques cynégétiques utilisées comprennent la chasse à courre, le piège à câble, la chasse à l'arme, les assommoirs, les machettes, les couteaux, arcs, les appâts empoisonnés et les lances. La période de prédilection pour la chasse est la saison pluvieuse. Pendant cette période les chasseurs quelles que soit la catégorie, séjournent deux à trois jours en forêt et ressortent pour vendre les produits de chasse (gibier) qui sont vendus soit frais (entier ou par quartier), soit boucanés. Ils commercialisent ces produits sur des étalages devant leur domicile.

La pêche est pratiquée dans les divers cours d'eau et dans les multiples étangs. Elle constitue la seconde activité lucrative des jeunes et des hommes riverains des grandes rivières. Il s'agit d'une pêche artisanale avec des techniques diverses dont la ligne, le filet et la nasse. Les espèces de poissons les plus pêchées sont le Tilapia du Nil (*Oréochromis niloticus*), les silures (*Clarias gariepinus*), le poisson serpent (*Chana chana*).

d) Collecte des Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL)

La forêt de la Commune de Ngoulemakong regorgent de divers Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL) tels que : le « Ndô'ô ou Mangue sauvage (*Irvingia gabonensis*), le kolatier, les plantes médicinales, le Raphia (*Raphia sp*), le Bitter kola (*Garcinia cola*), le Djangsang (*Ricinodendron heudolettii*). Ces produits sont destinés à près de 75% à commercialisation et utilisés par les populations locales dans la pharmacopée traditionnelle et 25% à l'alimentation. D'une manière générale, ces produits restent sous valorisés dans la zone malgré le fort potentiel existant et l'opportunité qu'ils présentent pour le développement de l'activité économique locale. La collecte de ces produits est une activité essentiellement féminine.

e) Agro-industrie

Le secteur agro-industriel est quasi inexistant à Ngoulemakong. Néanmoins l'on rencontre de petites unités de transformation des tubercules de manioc soit en bâton de manioc soit en farine de couscous par les femmes de la localité. Ces unités n'ont pas encore pu atteindre leur rendement maximum, du fait de l'utilisation d'un appareillage rudimentaire (moulins).

Cette activité peut permettre aux populations de la commune de booster leur niveau de revenu et de contribuer à la relance de l'économie locale de la Commune.

f) Exploitation des ressources minières

La carrière de Banga constitue la principale industrie minière quoique sous exploitée. La Commune regorge pourtant de plusieurs ressources minières tels que : le sable, la latérite, et l'argile. Le sable, la latérite et l'argile sont exploités par les populations ; le sable sert à la construction et est vendu sur place et la latérite quant à elle permet à la mairie d'effectuer des travaux d'entretien des routes de la commune.

g) Commerce

Les activités commerciales reposent sur la vente des biens et des services. Les activités sont orientées vers la vente des produits manufacturés de première nécessité, des produits agricoles et de chasse. Les activités commerciales menées sont pour la plupart du temps, éphémères. Le caractère éphémère des entreprises commerciales est imputable aussi bien à l'incapacité des petits commerçants à mobiliser les fonds propres pour développer leurs activités, à la faible offre de services financiers en milieu urbain, à l'absence d'un encadrement des commerçants, au faible pouvoir d'achat des populations qu'à la faible offre en infrastructures commerciales. Cela dans la mesure où les échanges entre commerçants et vendeurs sont effectués par le canal du marché communal de modeste capacité d'accueil, des échoppes et des étals de fortunes disséminés dans la ville.

Néanmoins, le marché hebdomadaire de dimanche reste le plus grand moment d'attraction économique. La capacité du marché en étalages et comptoirs s'avère souvent limitée

Le commerce des services est de manière générale peu développé. Les principaux services vendus sont les suivants: les services de transport, services de communication et les services financiers.

5.5. Récapitulatif de la prise en compte de la Petite Enfance

En dépit de certaines constantes notées dans les rapports du centre Social de Ngoulemakong, les problèmes des enfants sont loin d'être pris en compte sur l'ensemble du territoire Communal de NGOULEMAKONG. Aussi, sur la base des résultats de l'analyse situationnelle il a été établi un ordre de priorité pour agir en faveur des droits des enfants. Bien que les droits soient incessibles, la priorisation des interventions répond du souci de pertinence et de réalisme pour cadrer les actions envisagées avec les possibilités d'actions des acteurs.

Tableau 6: Estimation et Évaluation de la prise en charge de la petite enfance

Groupes spécifiques		Sexe		Total	Rapport de masculinité (H/F)*100	Poids démographique (%)
		Masculin	Féminin			
<i>Nourrissons</i>	0-35 mois	191	168	359	113,7	10,7
<i>Population cible des Programmes Élargis de Vaccination (PEV)</i>	enfants de 0 à 59 mois	302	265	567	113,9	16,9
<i>Population d'âge préscolaire</i>	4-5 ans	112	99	211	113,1	6,3
<i>Population d'âge scolaire dans le primaire</i>	6-11 ans	298	263	561	113,3	16,7
	6-14 ans	418	368	786	113,6	23,4
<i>Adolescents</i>	12-19 ans	330	291	621	113,4	18,5

En dehors de l'administration par le Ministère de la santé des Programmes Élargis de Vaccination (PEV) et d'autres campagnes de santé maternelle et infantile, les autres droits

des enfants qui intègrent entre autres, l'enregistrement de naissances, le soutien aux enfants en détention, la prise en charge des OEV, l'assainissement total Par les Communautés, la sensibilisation adolescents sur le Sida, l'éducation parentale sur les PFE, les connaissances et aptitudes des parents/encadreurs des PFE (AME, lavage des mains, Enregistrement de naissance, PEC diarrhée par SRO, utilisation des MI, CPN/PTME, Vaccination plus, Éveil du jeune enfant), ne sont pas pris en compte dans la planification du développement de la Commune.

Les dispositions légales actuelles de la fiscalité communale ne prescrivent pas explicitement ni les modalités, ni le niveau de ressources à affecter par la Commune de de NGOULEMAKONG aux interventions visant la protection sociales des enfants. Aussi est-il important de préciser les conditions nécessaires et non suffisantes pour la réalisation des actions programmées en faveur des droits des enfants. Il est aussi important de rappeler que la condition majeure reste le changement des comportements des familles et des communautés.

5.6. Esquisse du Plan d'Utilisation et de Gestion des Terres de l'espace communal

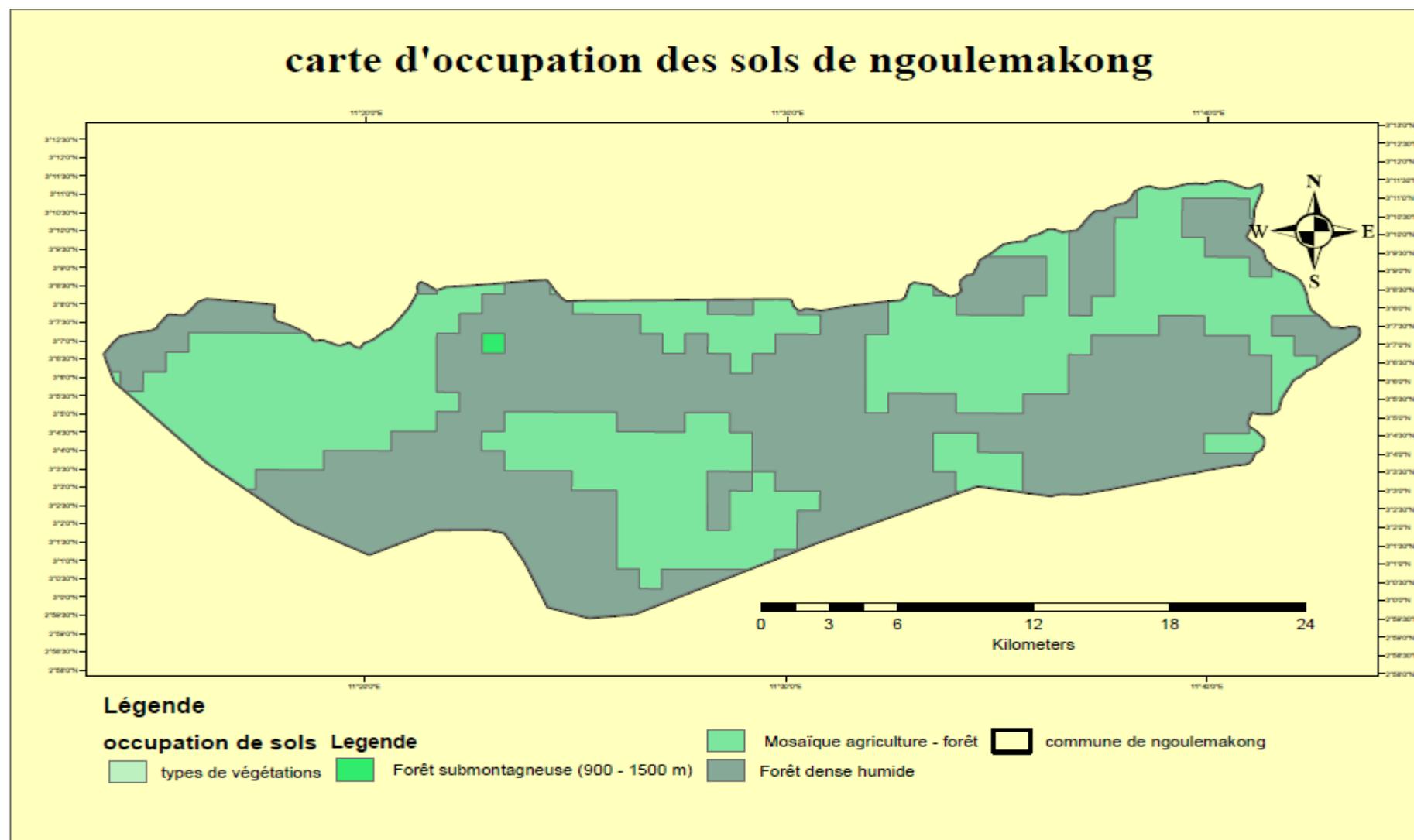


Figure 1: Carte d'occupation des sols de Ngoulemakong

6. PROGRAMMATION

6.1. Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires

SECTEURS	ACTIVITES/ACTIONS RETENUES	QUANTITES PHYSIQUES	ANNEE DE REALISATION			COUTS	ACTEURS	RESPONSABLES
			1	2	3			
EAU ET ENERGIE	Renforcement du Système d'adduction d'eau du réseau communal	FF				75 000 000	Commune, MINEE	Entreprises contractantes
	Construction des Forages dans les villages	38				323 000 000	Commune, village, MINEE	Entreprises contractantes
	Construction des puits équipés d'une PMH	20				100 000 000	Commune, village, MINEE	Entreprises contractantes
	Aménagement des sources	03				7 500 000	Commune, village, MINEE	Entreprises contractantes
	Réparation/Réhabilitation des forages	01				5 000 000	Commune, village, MINEE	Entreprises contractantes
	Réparation/Réhabilitation des puits	10				50 000 000	Commune, village, MINEE	Entreprises contractantes
	Réparation/Réhabilitation de 05 bornes fontaines	05				750 000	Commune, village, MINEE	Entreprises contractantes
	Raccordement des villages non électrifiés au réseau électrique HT/MT/BT	204.5 Km				120 000 000	Commune, village, MINEE	Entreprises contractantes
	Acquisition et installation des transformateurs	02				4 350 000	Commune, village, MINEE	Entreprises contractantes
TRAVAUX PUBLICS	Reprofilage des routes rurales	102.5 Km				200 000 000	Commune, MINTP	Entreprises contractantes
	Construction de ponts dans certains villages de Ngoulemakong	04				350 000 000	Commune, MINTP	Entreprises contractantes
	Ouverture et entretien des routes urbaines	FF				40 000 000	Commune, MINTP	Entreprises contractantes
	Finalisation de la Voie pavée Ngoulémakong-Nkolmessas	FF				20 000 000	Commune, MINTP	Entreprises contractantes
	Création des comités de route, acquisition et dotation de matériel d'entretien routier	FF				10 000 000	Commune, MINTP	Commune
AGRICULTURE	Création et équipement de la maison du planteur dans certains villages de Ngoulemakong	07				14 000 000	Commune, village, MINADER	Commune

	Création de champs communautaires de diverses variétés	13				40 000 000	Commune, village, MINADER	Commune
	Création de champs semenciers de diverses variétés	10				45 000 000	Commune, village, MINADER	Commune
	Création et aménagement des pistes agricoles	10				100 000 000	Commune, village, MINADER	Entreprises contractantes
	Acquisition de matériel agricole	FF				180 750 000	Commune, village, MINADER	Commune
	Formation des associations de femmes à la transformation des produits agricoles	FF				5 000 000	Commune, village, MINADER	Commune
SANTE	Construction du CSI de Minlamizibi	01				50 000 000	Commune, MINSANTE	Entreprises contractantes
	Réfection et équipement du CSI d'Elone	01				25 000 000	Commune, MINSANTE	Entreprises contractantes
	Construction du CSI de DOUM Chefferie suivant le plan Type	01				50 000 000	Commune, MINSANTE	Entreprises contractantes
	Équipement du CSI de Doum Chefferie	FF				8 000 000	Commune, MINSANTE	Entreprises contractantes
	Équipement du CSI de Mvagmedjap-Fong	FF				8 000 000	Commune, MINSANTE	Entreprises contractantes
	Construction des logements d'astreinte dans certains CSI de la Commune de Ngoulemakong	05				35 000 000	Commune, MINSANTE	Entreprises contractantes
	Finition et équipement du CSI de Mvagmedjap-Bane	FF				25 000 000	Commune, MINSANTE	Entreprises contractantes
	Construction d'une clôture au CMA de Ngoulemakong	FF				10 000 000	Commune, MINSANTE	Entreprises contractantes
	Construction et équipement d'un bloc maternité au CMA de Ngoulemakong	FF				25 000 000	Commune, MINSANTE	Entreprises contractantes
	Acquisition d'une ambulance au CMA de Ngoulemakong	01				25 000 000	Commune, MINSANTE	Entreprises contractantes
	Acquisition d'un appareil de radiographie au CMA de Ngoulemakong	01				15 000 000	Commune, MINSANTE	Entreprises contractantes
	Réactivation des comités de santé et de gestion du CMA de Ngoulemakong	FF				200 000	Commune, MINSANTE	Commune
ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	Construction des logements d'astreintes	05				175 000 000	Commune, village, MINESEC	Entreprises contractantes
	Construction de blocs de salles de classe	04				80 000 000	Commune, village, MINESEC	Entreprises contractantes
	Construction de blocs latrines	07				31 500 000	Commune, village, MINESEC	Entreprises contractantes
	Construction d'un bloc administratif au CES d'Enamgal 1	01				30 000 000	Commune, village, MINESEC	Entreprises contractantes

	Construction de forages au CES de Soumou, et CES d'Ebotenkou	02				16 000 000	Commune, village, MINESEC	Entreprises contractantes
	Équipement de matériel informatique au CES d'Enamgal 2	FF				38 550 000	Commune, village, MINESEC	Entreprises contractantes
	Équipement de la menuiserie du Lycée Technique de Ngoulemakong	FF				40 000 000	Commune, village, MINESEC	Entreprises contractantes
	Construction des aires de jeu dans les établissements secondaires de Ngoulemakong	FF				20 000 000	Commune, village, MINESEC	Entreprises contractantes
	Construction et équipement d'un laboratoire scientifique au lycée mixte Ngoulemakong	FF				115 000 000	Commune, village, MINESEC	Entreprises contractantes
	Création de bibliothèques scolaires dans les Lycées	07				140 000 000	Commune, village, MINESEC	Commune
EDUCATION DE BASE	Acquisition et acheminement du paquet minimum dans les écoles	3 ans				1 849 025	Commune, village, MINEDUB	Commune
	Construction des logements d'astreintes	09				130 500 000	Commune, village, MINEDUB	Entreprises contractantes
	Construction de blocs de salles de classe	09				173 500 000	Commune, village, MINEDUB	Entreprises contractantes
	Construction de blocs maternelle	06				125 000 000	Commune, village, MINEDUB	Entreprises contractantes
	Réhabilitation de salles de classe	10				15 000 000	Commune, village, MINEDUB	Entreprises contractantes
	Construction d'un bloc administratif à l'EP d'Enamgal 2	01				35 000 000	Commune, village, MINEDUB	Entreprises contractantes
	Acquisition de Table-Bancs à l'EP d'Elone	60				1 800 000	Commune, village, MINEDUB	Entreprises contractantes
	Acquisition de manuels scolaires	FF				1 012 500	Commune, village, MINEDUB	Commune
	Construction de blocs latrines à l'EP d'Alom et l'EP d'Essingang	02				8 000 000	Commune, village, MINEDUB	Entreprises contractantes
	Plantation d'arbres dans les écoles	FF				888 000	Commune, village, MINEPDED	Commune
	Acquisition de toboggans dans les écoles maternelles de la Commune	12				10 800 000	Commune, village, MINEDUB	Commune
	Construction de forage à l'EP de Mvanda, EP d'Alom, EP de Nlan Yop	03				25 500 000	Commune, village, MINEDUB	Entreprises contractantes
	Réhabilitation de puits équipé d'une PMH à l'EP de Ntoumba, EP de Messok 1	02				10 000 000	Commune, village, MINEDUB	Entreprises contractantes
COMMERCE	Extension du marché de Ngoulemakong	FF				55 000 000	Commune, village, PNDP	Entreprises contractantes

	Construction des magasins de stockage	06				50 000 000	Commune, village, MINCOMMERCE	Entreprises contractantes
	Construction des marchés périodiques	12				14 900 000	Commune, village, MINCOMMERCE	Entreprises contractantes
ELEVAGE ET INDUSTRIES ANIMALES	Construction des fermes avicoles dans les villages de Ngoulemakong	06				44 000 000	Commune, village, MINEPIA	Entreprises contractantes
	Construction des porcheries modernes dans certains villages de Ngoulemakong	11				64 000 000	Commune, village, MINEPIA	Entreprises contractantes
	Construction des étangs piscicoles dans certains villages de Ngoulemakong	10				45 000 000	Commune, village, MINEPIA	Entreprises contractantes
	Formation des éleveurs aux techniques conventionnelles d'élevage	FF				11 500 000	Commune, village, MINEPIA	Entreprises contractantes
TOURISME ET LOISIRS	Construction d'une Cité municipale de 12 villas à Ngoulemakong	FF				100 000 000	Commune, MINTOURL, FEICOM	Entreprises contractantes
	Équipement de la Cité Municipale de Ngoulemakong	FF				72 000 000	Commune, MINTOURL, FEICOM	Entreprises contractantes
	Aménagement et Mise en exploitation des sites touristiques	05				125 000 000	Commune, MINTOURL, FEICOM	Entreprises contractantes
	Formation des guides touristiques	FF				8 000 000	Commune, MINTOURL, FEICOM	Commune, MINTOURL
URBANISME ET HABITAT/	Construction de jardins publics dans la ville de Ngoulemakong	03				18 000 000	Commune, MINDUH	Commune
	Construction de latrines publiques dans la ville de Ngoulemakong	05				7 500 000	Commune, MINDUH	Entreprises contractantes
ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DECENTRALISATION	Construction de l'Hôtel de ville de Ngoulemakong	01				200 000 000	Commune, FEICOM	Entreprises contractantes
	Acquisition d'un pick-up 4x4	01				40 000 000	Commune, FEICOM	Entreprises contractantes
AFFAIRES SOCIALES	Construction et équipement du centre Social de Ngoulemakong	FF				100 000 000	Commune, MINAS	Entreprises contractantes
JEUNESSE ET EDUCATION CIVIQUE	Construction et équipement du Centre Multifonctionnel des Jeunes de Ngoulemakong	FF				100 000 000	Commune, MINJEC	Entreprises contractantes
	Équipement du Centre Multifonctionnel des Jeunes de Ngoulemakong	FF				200 000 000	Commune, MINJEC	Entreprises contractantes
EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	Construction et équipement du Centre de formation Professionnelle de Ngoulemakong	FF				100 000 000	Commune, MINEFOP	Entreprises contractantes
PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	Acquisition de moulins Communautaires dans certains villages de la Commune	FF				13 540 000	Commune, populations, MINPMEESA	Entreprises contractantes
	Construction du Centre de Promotion de la Femme et de la Famille de Ngoulemakong	01				100 000 000	Commune, MINPROFF	Entreprises contractantes

PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	Équipement du Centre de Promotion de la Femme et de la Famille de Ngoulemakong	FF				150 000 000	Commune, MINPROFF	Entreprises contractantes
	Organisation des célébrations collectives de mariages dans la Commune de Ngoulemakong	FF				4 500 000	Commune, Populations, MINPROFF	Commune, MINPROFF
DOMAINES, CADASTRE ET AFFAIRES FONCIERES	Élaboration du POS de la Commune de Ngoulemakong	FF				25 000 000	Commune, MINDCAF, MINDUH	Entreprises contractantes
SPORTS ET EDUCATION PHYSIQUE	Construction du Complexe Multi Sport s moderne avec Piste d'athlétisme dans la ville de Ngoulemakong	FF				700 000 000	Commune, MINSEP	Entreprises contractantes
	Construction d'une Tribune et d'une Clôture au Stade municipal de Ngoulemakong	FF				40 000 000	Commune, MINSEP	Entreprises contractantes
COUT TOTAL EN FCFA						5.590.189.525		

6.2. Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT

6.2.1. Principaux impacts socio-environnementaux potentiels (principaux impacts positifs, impacts négatifs)

Tableau 7: les principaux impacts socio-environnementaux potentiels

Type de microprojets contenus dans le CDMT	Impacts socio-environnementaux positifs possibles	Risques socio-environnementaux possibles
Microprojet de construction des Infrastructures communautaires de base. Construction/réhabilitation des salles de classes ou tout autre ouvrage	Augmentation de la capacité d'accueil de l'établissement ; Amélioration des conditions d'éducation des jeunes ; Augmentation du taux de scolarisation ;	Réduction de l'espace communautaire ; Conflits fonciers ; Destruction du couvert végétal ; Risque de pollution environnementale (déchets, sonores)
Microprojets d'extension du réseau électrique dans les villages	Favoriser l'accès à l'énergie électrique ; Création de nouveaux emplois et activités Viabilisation de l'espace Augmentation de l'utilisation des appareils électriques (TIC) Diminution de l'exode rural.	Destruction du couvert végétale ; Occupation d'un grand espace ; Conflits foncier avec les populations ; Risques de prolifération des IST/SIDA
Microprojets hydrauliques : Réhabilitation et construction des puits et forages	Facilitation l'accès à l'eau potable des populations de la Commune ; Réduction le taux d'infection de maladies d'origine hydrique	Risque d'érosion des sols ; Risque de pertes d'espèces ligneuses ; déboisement ; Risques de pollution atmosphérique par la

		poussière ; Contamination du sol, de la nappe phréatique par les huiles de vidange des machines utilisées
Microprojets des travaux publics Reprofilage/ouverture des routes	Facilitation la circulation des biens et des personnes, Réduction le taux de transport, Amélioration les conditions de vie des populations ; Amélioration des Ressources pour la Commune Désenclavement des localités et développement des activités socio-économiques	Risque de déplacements involontaire des populations Contamination du sol et du sous-sol; de la nappe phréatique parles huiles de vidange des engins ; Risque de braconnage Risque d'embourbement Risque de contamination au VIH/SIDA

6.2.2. Mesures d'optimisation ou d'atténuation envisageables

Tableau 8: Principales mesures d'atténuation des impacts

Type de microprojets contenus dans le CDMT	Mesures environnementales d'optimisation	Mesures environnementales d'atténuation
Microprojet de construction des Infrastructures communautaires de base. Construction/réhabilitation des salles de classes ou tout autre ouvrage	Sensibilisation de la population et Implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental ; Nombre et espèces d'arbres replantés ; Superficie engazonnée ; Sensibiliser les communautés ; Mettre en place les Comités de gestion.	Construire l'école à un lieu éloigné des habitations ; Organiser les réunions de concertation avec les populations riveraines ; Élaborer un règlement intérieure au sein de l'école et l'afficher ; Borner l'espace retenu pour l'ouvrage
Microprojets d'extension du réseau électrique dans les villages	Reboisement sur l'itinéraire du projet ; Sensibilisation des populations sur la gestion de l'électricité.	Installation du chantier à une bonne distance des habitats Organiser les réunions de concertation avec les populations riveraines ; Sensibilisation sur les MST/VIH/SIDA ;
Microprojets hydrauliques : Réhabilitation et construction des puits et forages	Sensibilisation des populations sur la gestion du domaine foncier ; Mise en place des comités de gestion des points d'eau potable	Bon choix du site ; Engazonnement des pentes ; Réimplantation des arbres ; Remise en état des zones d'emprunt
Microprojets des travaux publics Reprofilage/ouverture des routes	Sensibilisation des populations Mise en place des comités de gestion de routes et de réseau électrique sur les actions à entreprendre	Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées) Engazonnement des pentes perturbées ; Action de reboisement des zones d'emprunt ;

		Assainissement et lutte et lutte contre l'occupation illégale du domaine publique ; Sensibilisation pour la lutte contre le braconnage et la consommation des espèces protégées Mise en place des mécanismes de protection de l'environnement Construction de toilettes publiques Fourniture de bacs à ordures
--	--	--

6.2.3. Plan sommaire de gestion de l'environnement

Ce plan consiste à préciser pour chaque mesure environnementale envisagée du programme triennal, les acteurs intervenant dans la mise en œuvre des microprojets (MP), les coûts, les périodes ainsi que les acteurs de suivi.

Tableau 9: PSGE dans la Commune de Ngoulemakong

Mesures environnementales	Acteurs de mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts	Observations
Formation de l'Agent Communal de Développement local aux questions environnementales et au cadre de gestion environnementale et sociale du PNDP	PNDP, Mairie de Ngoulemakong	Mars 2016	MINEPDED ; MINAS ; PNDP	BC	Le coût y afférent doit être intégré dans le Budget Communal
Utilisation systématique du formulaire d'examen socio environnemental	Agent Communal de développement local	Janv-Févr 2016-2018	MINEPDED ; MINAS ; PNDP ; Conseil municipal ; Agent de développement	MP	Le coût y afférent doit être intégré dans les coûts de la conception du microprojet
Formation du Conseil Municipal aux politiques de sauvegarde et de prise en compte des aspects sociaux environnementaux	PNDP, Mairie de Ngoulemakong	Avril 2016	MINEPDED ; MINAS ;	BC	Le coût y afférent doit être intégré dans le Budget Communal
Provision pour la réalisation des études d'impacts environnementaux sommaires NB (Ouverture des pistes rurales, Construction des Centre de Jeunesse, Centre de la Femme, Centre Social, etc.	PNDP, Mairie (conseil municipal)	Janv-Févr 2016-2018	MINEPDED ; MINAS ; PNDP ; Conseil municipal	BC	En cas de recasement, les coûts sont pris en charge par la mairie
Suivi du plan de gestion environnementale et sociale, et des entrepreneurs)	Agent de développement	Janv-Févr 2016-2018	MINEPDED ; MINAS ; PNDP ; Conseil municipal	BC	Le coût y afférent doit être intégré dans le Budget Communal
Respect des clauses environnementales du DAO et des mesures environnementales des	Entrepreneurs	Janv-Févr 2016-2018	MINEPDED ; Agent de développement ;	MP	Le coût y afférent doit être intégré dans

Mesures environnementales	Acteurs de mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts	Observations
MP			Conseil municipal		l'évaluation du MP
plaidoyer pour la réalisation des études d'impacts environnemental de sites touristique et miniers	PNDP, Mairie (conseil municipal)	Juin 2017	MINEPDED ; MINAS ; PNDP ; Conseil municipal	5 000 000	
Élaboration d'un plan de gestion des terres dans la Commune de Ngoulemakong		Mai 2017	PNDP, comité de suivi	30 000 000	

6.3. Plan d'investissement annuel (PIA)

6.3.1. Ressources mobilisables et échéances

Les ressources de la Commune de Ngoulemakong sont largement tributaires des apports extérieurs. Les recettes effectivement recouvrées en 2011 sont supérieures aux prévisions. En dehors des **Ressources Propres** très faibles, la réalisation des projets de la Commune requiert les financements du **PNDP** et de l'**État** à travers le **Budget d'Investissement Public** (BIP), le **Programme d'Investissements Prioritaires** (PIP), la **Dotation Générale à la Décentralisation** (DGD). Ces financements sont effectivement mobilisables à l'échéance de l'année 2016.

Tableau 10: Principales ressources mobilisables

Ressources	Montant	Utilisations	Stratégie de Mobilisation	Échéances
PIP	362 400 000	Financement des Microprojets	Demande de Financement	Année 2016
BIP	120 000 000	Financement des Microprojets	Demande de Financement	Année 2016
DGD	40 000 000	Financement des Microprojets	Demande de Financement	Année 2016
PNDP	130 000 000	Élaboration du PCD et activités Connexes	Éligibilité au financement PNDP	Année 2016
		Cofinancement des Microprojets (MP)		Année 2016

FEICOM	100 000 000	Financement de Microprojets	Centimes Additionnels Communaux	Année 2016
COMMUNE	90 000 000	Financement de MP	Ressources propres de la Commune	Année 2016
TOTAL GENERAL	842 400 000	-	-	-

6.3.2. Programmation annuelle des projets prioritaires (**Année 2016**)

SECTEURS	ACTIVITES/ ACTIONS RETENUES	QUANTITE/ REALISATION PHYSIQUE	Lieu	COUT TOTAL	Financements			ACTEURS	RESPONSABLES
					Bailleurs		Commune		
					Dénomina tion	Montant	Apport		
EAU ET ENERGIE	Renforcement du Système d'adduction d'eau du réseau communal	FF	Ngoulemakon g Urbain	75 000 000	PIP	75 000 000	0	Commune, MINEE	Entreprises contractantes
	Construction des Forages dans les villages	13	Villages: Mengbwa, Doum Carrefour, Ngock, Messock 2, Enamgal 2, Essingang, Nkoumadjap 2, Bikop-Fong, Alom-Fong, Ebotenkou, Djafom, Mbeka'a 2, Akoatala	107 666 667	PIP	77 666 667	0	Commune, village, PNDP, MINEE	Entreprises contractantes
					PNDP	28 500 000	1 500 000		

	Construction des puits équipés d'une PMH	7	Villages: Ntoumba, Ongongo'o, Mvagmedjap-Fong, Minkok, Ekombitié, Mekom, Elone	33 333 334	BIP	33 333 334	0	Commune, village, MINEE	Entreprises contractantes
	Réparation/Réhabilitation des forages	1	Doum Olla	5 000 000	DGD	5 000 000	0	Commune, village, MINEE	Entreprises contractantes
	Raccordement des villages non électrifiés au réseau électrique HT/MT/BT	68 Km	Villages non électrifiés	40 000 000	PIP	40 000 000	0	Commune, village, MINEE	Entreprises contractantes
	Acquisition et installation des transformateurs	2	Villages: Mbeng, Mvagmedjap-Bane	4 350 000	DGD	4 350 000	0	Commune, village, MINEE	Entreprises contractantes
TRAVAUX PUBLICS	Reprofilage des routes rurales	34 Km	Tous les villages enclavés	66 666 667	PIP	66 666 667	0	Commune, MINTP	Entreprises contractantes
	Construction de ponts dans certains villages de Ngoulemakong	2	Village Djafom (Pont sur la Rivière MEMUGU) et Village Banga (pont sur la Rivière Nsono)	175 000 000	PIP	17 500 000	0	Commune, MINTP	Entreprises contractantes
	Ouverture et entretien des routes urbaines	FF	Ngoulemakong Urbain	20 000 000	PIP	20 000 000	0	Commune, MINTP	Entreprises contractantes
	Finalisation de la Voie pavée Ngoulémakong-Nkolmessas	FF	Ngoulemakong Urbain	20 000 000	BIP	20 000 000	0	Commune, MINTP	Entreprises contractantes
SANTE	Réfection et équipement du CSI d'Elone	1	Village Elone	25 000 000	DGD	25 000 000	0	Commune, MINSANTE	Entreprises contractantes

	Construction du CSI de DOUM Chefferie suivant le plan Type	1	Village Doum Chefferie	50 000 000	BIP	50 000 000	0	Commune, MINSANTE	Entreprises contractantes
	Finition et équipement du CSI de Mvagmedjap-Bane	FF	Village Mvagmedjap-Bane	25 000 000	BIP	25 000 000	0	Commune, MINSANTE	Entreprises contractantes
	Réactivation des comités de santé et de gestion du CMA de Ngoulemakong	FF	CMA de Ngoulemakong	200 000	##	0	200 000	Commune, MINSANTE	Commune
ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	Construction de blocs latrines	3	CETIC de Minlamizibi, CES de Doum Chefferie, CES d'Enamgal 1	10 500 000	BIP	10 500 000	0	Commune, village, MINESEC	Entreprises contractantes
	Construction de forages	2	CES de Soumou, CES d'Ebotenkou	16 000 000	PNDP	15 200 000	800 000	Commune, CES, MINESEC	Entreprises contractantes
EDUCATION DE BASE	Acquisition et acheminement du paquet minimum dans les écoles	3 ans	Toutes les écoles primaires publiques	1 849 025	BIP	1 849 025	0	Commune, village, MINEDUB	Commune
	Construction de blocs de salles de classe	3	EP Essingang-Minlaba, EP de Mbeng, EP de Soumou	57 833 334	BIP	57 833 334	0	Commune, village, MINEDUB	Entreprises contractantes
	Construction de blocs maternelle	2	EM Obang II, EM Bitsogmam	41 666 667	PNDP	41 666 667	0	Commune, village, MINEDUB	Entreprises contractantes
	Réhabilitation de salles de classe	10	EP de Mvagmedjap-Fong	15 000 000	PIP	15 000 000	0	Commune, village, MINEDUB	Entreprises contractantes
	Acquisition de Table-Bancs à l'EP d'Elone	60	EP d'Elone	1 800 000	BIP	1 800 000	0	Commune, village, MINEDUB	Entreprises contractantes

	Acquisition de manuels scolaires	FF	Toutes les écoles primaires publiques	1 012 500	BIP	1 012 500	0	Commune, village, MINEDUB	Commune
	Plantation d'arbres dans les écoles	FF	Toutes les écoles primaires publiques	296 000	##	0	296 000	Commune, village, MINEPDED	Commune
COMMERCE	Extension du marché de Ngoulemakong	FF	Ngoulemakong Urbain	55 000 000	PNDP	49 500 000	5 500 000	Commune, village, PNDP	Entreprises contractantes
ELEVAGES, PECHES ET INDUSTRIES ANIMALES	Construction des porcheries modernes dans certains villages de Ngoulemakong	4	Villages: Kouma, Nkoumadjap 1, Binyennyale, Mbeka'a 1	21 333 333	PIP	21 333 333	0	Commune, village, MINEPIA	Entreprises contractantes
URBANISME ET HABITAT	Construction de latrines publiques dans la ville de Ngoulemakong	5	Ngoulemakong Urbain	7 500 000	DGD	7 500 000	0	Commune, MINDUH	Entreprises contractantes
TOURISME ET LOISIRS	Construction d'une Cité Municipale de 12 villas (Phase 1)	12	Ngoulemakong Urbain	100 000 000	FEICOM	100 000 000	0	Commune, FEICOM	Entreprises contractantes
ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DECENTRALISATION	Acquisition d'un pick-up 4x4	1	Commune de Ngoulemakong	40 000 000	FEICOM	40 000 000	0	Commune, FEICOM	Entreprises contractantes
AFFAIRES SOCIALES	Construction et équipement du centre Social de Ngoulemakong	FF	Ngoulemakong Urbain	100 000 000	BIP	100 000 000	0	Commune, MINAS	Entreprises contractantes
PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	Construction du Centre de Promotion de la Femme et de la Famille de Ngoulemakong	1	Ngoulemakong Urbain	100 000 000	BIP	100 000 000	0	Commune, MINPROFF	Entreprises contractantes

	Organisation des célébrations collectives de mariages dans la Commune de Ngoulemakong	FF	Territoire Communal de Ngoulemakong	1 500 000	##	0	1 500 000	Commune, Populations, MINPROFF	Commune, MINPROFF
SPORTS ET EDUCATION CIVIQUE	Construction d'une Tribune et d'une Clôture au Stade municipal de Ngoulemakong	FF	Ngoulemakong Urbain	40 000 000	PIP	40 000 000	0	Commune, MINSEP	Entreprises contractantes
TOTAL (FCFA)				1 258 507 527		1 248 711 527	9 796 000		
Un milliard deux cent cinquante-huit millions cinq cent sept mille cinq cent vingt-sept									

RECAPITULATIF DU FINANCEMENT DU PIA PAR BAILLEUR

BAILLEURS	MONTANT	% DANS LE PIA
PIP	530 666 667	42,16634828
BIP	401 328 193	31,88921674
DGD	41 850 000	3,325367477
PNDP	134 866 667	10,71639733
FEICOM	140 000 000	11,12428786
COMMUNE	9 796 000	0,778382313
TOTAL GENERAL	1 258 507 527	100

6.4. Plan de Passation des marchés du PIA dès le mois de mars 2016.

NATURE DU PROJET	PERIODE DE PASSATION DE MARCHE			PERIODE PROBABLE D'EXECUTION
	Rédaction des lettres commandes et D'EXECUTION lancement des appels d'offre et dépôt des offres	Dépouillement, Analyse et évaluation des offres	Attribution des marchés et signature des contrats	
Renforcement du Système d'adduction d'eau du réseau communal	02 semaines	02 semaines	05 jours	03 mois
Construction des Forages dans les villages	02 semaines	02 semaines	05 jours	03 mois
Construction des puits équipés d'une PMH	02 semaines	02 semaines	05 jours	03 mois
Réparation/Réhabilitation des forages	02 semaines	02 semaines	05 jours	02 mois
Raccordement des villages non électrifiés au réseau électrique HT/MT/BT	02 semaines	02 semaines	05 jours	03 mois
Acquisition et installation des transformateurs	02 semaines	02 semaines	05 jours	01 mois
Reprofilage des routes rurales	02 semaines	02 semaines	05 jours	03 mois
Construction de ponts dans certains villages de Ngoulemakong	02 semaines	02 semaines	05 jours	03 mois
Ouverture et entretien des routes urbaines	02 semaines	02 semaines	05 jours	03 mois
Finalisation de la Voie pavée Ngoulémakong-Nkolmessas	02 semaines	02 semaines	05 jours	01 mois
Réfection et équipement du CSI d'Elone	01 semaine	02 semaines	05 jours	02 mois
Construction du CSI de DOUM	01 semaine	02 semaines	05 jours	02 mois

Chefferie suivant le plan Type				
Finition et équipement du CSI de Mvagmedjap-Bane	01 semaine	02 semaines	05 jours	02 mois
Réactivation des comités de santé et de gestion du CMA de Ngoulemakong	-	-	-	-
Construction de blocs latrines	01 semaine	02 semaines	05 jours	02 mois
Construction de forages	01 semaine	02 semaines	05 jours	02 mois
Acquisition et acheminement du paquet minimum dans les écoles	01 semaine	02 semaines	05 jours	01 mois
Construction de blocs de salles de classe	02 semaines	02 semaines	05 jours	03 mois
Construction de blocs maternelle	02 semaines	02 semaines	05 jours	03 mois
Réhabilitation de salles de classe	02 semaines	02 semaines	05 jours	01 mois
Acquisition de Table-Bancs à l'EP d'Elone	02 semaines	02 semaines	05 jours	01 mois
Acquisition de manuels scolaires	02 semaines	02 semaines	05 jours	01 mois
Plantation d'arbres dans les écoles	-	-	-	-
Extension du marché de Ngoulemakong	02 semaines	02 semaines	05 jours	03 mois
Construction des porcheries modernes dans certains villages de Ngoulemakong	02 semaines	02 semaines	05 jours	04 mois
Construction de latrines publiques dans la ville de Ngoulemakong	02 semaines	02 semaines	05 jours	01 mois
Construction d'une Cité Municipale de 12 villas (Phase 1)	02 semaines	02 semaines	05 jours	06 mois
Acquisition d'un pick-up 4x4	02 semaines	02 semaines	05 jours	01 mois
Construction et équipement du centre Social de Ngoulemakong	02 semaines	02 semaines	05 jours	03 mois
Construction du Centre de Promotion de la Femme et de la Famille de Ngoulemakong	02 semaines	02 semaines	05 jours	03 mois
Organisation des célébrations collectives de mariages dans la Commune de Ngoulemakong	-	-	-	-

Construction d'une Tribune et d'une Clôture au Stade municipal de Ngoulemakong	02 semaines	02 semaines	05 jours	01 mois
--	-------------	-------------	----------	---------

7. MECANISME DE SUIVI-EVALUATION

7.1. Composition et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD

7.1.1. Composition

Le CCSE est mis sur pied après la validation du PCD par le Préfet. La légitimité de ce comité est accompagnée d'un arrêté municipal portant création et organisation dudit comité. Les réflexions de ce comité portent sur les modalités de mise en œuvre endogène du PCD : fonctionnement des dispositifs de pilotage et de suivi-évaluation, mobilisation du travail et des ressources communales, mobilisation des contributions externes.

Il est composé ainsi qu'il suit :

- ✓ **Le 1^{er} Adjoint au Maire de la Commune** : En tant que Président du CCSE, anime le Comité et coordonne ses activités.

À ce titre, il :

- Convoque et préside les réunions du CCSE et les assemblées générales de la Commune;
 - Peut signer, conjointement avec les partenaires au développement identifiés, les contrats de prestations de services après avis du Maire Titulaire;
 - Signe les documents administratifs, tels que les convocations et invitations aux réunions, les correspondances de toute nature adressées à des tiers, les PV de réunions ;
- ✓ **L'Agent Communal de Développement** : En tant que technicien de l'aspect développement au sein de la Commune, assure le Secrétariat Permanent du Comité.

À ce titre il :

- Prépare pour soumettre à la signature du Président les convocations, invitations et toutes autres correspondances;
 - Rédige les procès-verbaux et les comptes rendus des réunions et assemblées générales du Comité ;
 - Conserve les archives du Comité.
- ✓ **Les Représentants des associations des Communautés à la base (CC)** : Étant devenu des acteurs au développement au niveau local, leur participation au CCSE permet de prendre en compte des besoins de la base qu'ils représentent.
 - ✓ **Les Deux Représentants des chefs traditionnels** : Garants de l'autorité traditionnelle au niveau local, ils auront un rôle consultatif au sein du Comité.
 - ✓ **Les Représentants du Conseil Municipal** : La Commune de Ngoulemakong est divisée en secteur. Les Conseillers Municipaux étant originaires de l'un ou de l'autre secteur de la Commune, ils ont un double rôle. En effet, le rôle d'un Conseiller est de prendre les préoccupations de la base afin de les présenter aux sessions du Conseil, puis de tenir informer les populations de son secteur au courant des décisions du Conseil. Ils sont donc les yeux de la Commune répandus à travers les villages, tout comme ils le sont pour les populations de leurs secteurs respectifs.
 - ✓ **Les Représentants des services déconcentrés (sectoriels)**. Lors des sessions du CCSE, leur rôle consiste en un apport d'expertise. En effet, appartenant tous à un domaine particulier dans lequel la Commune devra agir pour mettre en œuvre son

PCD. Ces sectoriels apporteront entre autres : leurs conseils avisés dans les projets à réaliser, aideront au montage des projets, etc.

- ✓ **Les Personnalités ressources** : Elles sont les détentrices de l'influence morale du CCSE. Sélectionnées parmi l'intelligentsia de la Commune de Ngoulemakong, elles pourront donner des avis éclairés utiles à ceux qui décident.

7.1.2. Attributions des acteurs de la mise en œuvre du PCD

Le comité de suivi-évaluation a pour rôle de s'assurer de la réalisation des objectifs du Plan Communal de Développement (PCD) suivant les aspirations des Communautés et de suivre les activités du Plan d'Investissement Annuel (PIA). C'est un organe consultatif d'appui accrédité auprès de l'exécutif communal, pour l'orientation, le suivi et la supervision de l'exécution du PCD.

Ce comité a pour attributions de :

- S'assurer de la mise en œuvre de la programmation des activités communales ;
- Suivre et évaluer l'exécution des activités PIA;
- Évaluer les impacts socio-économiques et environnementaux ;
- Mesurer et analyser les écarts au vu des objectifs ;
- Prendre des mesures correctives pour rattraper les écarts ;
- Donner son avis sur le déroulement de l'ensemble des activités du PCD sur la base des rapports d'avancement ;
- Proposer à l'exécutif et au Conseil Municipal toutes mesures susceptibles de rendre facile l'exécution du PCD ;
- Veiller à la mise en œuvre effective des décisions.

7.2. Indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA)

Les indicateurs de mise en œuvre du système de suivi-évaluation (en rapport avec le PIA), permettront d'apprécier et de mesurer des changements intervenus dans le temps ou dans l'espace à travers le suivi et/ou la comparaison d'une variable.

Le suivi-évaluation est un ensemble d'informations composées d'acteurs et de données dont la collecte, le traitement et la diffusion sont régis par des procédures et des outils. Ainsi, les indicateurs de suivi des relations entre ces acteurs sont groupés en trois catégories :

- Indicateurs de suivi de la performance ;
- Indicateur de suivi des effets;
- Indicateur de suivi des impacts.

Les indicateurs d'impact se déterminent dans le temps. Leur appréciation se mesure dans la vision de développement de la Commune à long terme. Il faudra donc attendre environ cinq ans après la réalisation des microprojets afin de pouvoir les mesurer.

Concernant les indicateurs de suivi du PIA de 2016 dans la Commune de Ngoulemakong, le tableau ci-dessous donne le modèle de toutes les références liées aux activités du cadre logique du PCD.

7.3. Dispositif, outils et fréquence du reporting

Le comité produira un rapport d'évaluation annuelle dont il sera fait une grande publicité dans la Commune à travers le porte à porte, la publication à la Mairie et dans les grands

carrefours en milieu urbain et rural ainsi que la participation aux émissions radios Les éléments suivants du tableau ci-après peuvent être pris en compte :

Acteurs concernés	Outils	Fréquence du Reporting
Maire assisté des membres du Comité Communal de Suivi-Évaluation (CCSE) du PCD	Réunion d'évaluation ; Descente de terrain ; Production des Rapports périodiques (agent de développement communal, visites de terrain, PV) ; Rapports divers (prestataires) ; Rapports trimestriels pour le CCSE ; PCD/PIA ; Fiche de collecte des données ;	La fréquence de suivi des activités se fera de manière trimestrielle (l'Agent Communal de Développement) fera des descentes mensuelles afin de faciliter les activités du CCSE et superviser les actions des CC.

La fréquence de reporting se fera à travers les rapports semestriels et annuels. Le comité de suivi soumet des rapports d'activités au Maire et aux différents bailleurs de fond sur la mise en œuvre du PCD, au plus tard la première semaine après la fin du trimestre et de l'année. Ces rapports du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD constituent les outils de suivi de l'exécution du PCD et de l'avancement des activités.

Les communautés bénéficiaires par le billet des CC, devront fournir au comité communal de suivi, des rapports d'avancement dans lesquels seront mentionnées les activités de suivi opérationnel qu'elles ont effectuées. Ces rapports devront parvenir au comité (tous les deux mois). À la réception provisoire du projet, les CC ont l'obligation de soumettre un rapport d'exécution institutionnelle, technique et financière. Le Maître d'œuvre (Bureau d'Études ou Consultant Individuel) devra les assister dans la production de ces rapports. Les prestataires ont l'obligation de produire des rapports d'activités (chaque fin de mois) au comité de suivi. Un rapport final est obligatoire à la fin du chantier.

7.4. Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD

Au terme de la première année, un rapport d'évaluation annuelle sera produit par le Comité Communal de Suivi Évaluation du PCD. Ce comité pourra s'appuyer sur des consultants externes. Les orientations de l'évaluation permettront de définir les axes de renforcements à prendre en compte pour l'actualisation du PIA de la nouvelle année et la révision du PCD. Cette révision du PCD sera réalisée à travers une consultation participative dans les villages (à travers les Comité de Concertation). Un consultant externe pourra également être recruté à ces fins.

7.4.1. Préparation du PIA

Pour préparer le PIA, la Commune avec l'appui technique du CCSE devrait conduire les (05) étapes suivantes :

- Évaluation des activités de l'année écoulée : Il s'agira ici d'évaluer les activités du précédent PIA, afin de faire un état des lieux des activités qui ont été réalisées et de reconduire dans le prochain PIA celles qui n'ont pas été réalisées ;
- Production du rapport annuel des activités qui ont été menées ;

- Évaluation des ressources disponibles au niveau de la Commune : Il s'agit ici pour la Commune de présenter les ressources financières disponibles pour l'année en cours, ce qui permettra d'enclencher la prochaine étape ;
- Identification des activités à inscrire dans le nouveau PIA : Il s'agira ici d'identifier les activités à conduire la nouvelle année. Ces activités devront sortir du CDMT qui a été élaboré lors de l'atelier de planification ;
- Élaboration du nouveau PIA.

NB : les activités du précédent PIA n'ayant pas été réalisées devront être reconduites prioritairement pour le nouveau PIA.

7.4.2. Révision du PCD

Avant d'initier la révision du PCD, il serait judicieux pour le Comité Communal de Suivi-Évaluation de procéder à une évaluation. Cette évaluation est un outil qui permettra de guider la réflexion de l'Exécutif Communal en vue de l'amélioration de la mise en œuvre du PCD. Il permet de déterminer les acquis à consolider, les orientations à modifier et les moyens à mettre en œuvre. Pour examiner les différentes actions du Plan, l'on doit s'appuyer sur les cadres logiques, les indicateurs de suivi ainsi que les critères tels que : la cohérence, l'efficacité, l'efficience, la viabilité, la fiabilité...

Durant la période de sa mise en œuvre, il est conseillé que le PCD soit évalué au moins deux fois avant son terme. Une évaluation à mi - parcours et une autre au terme du deuxième CDMT qui permettra de vérifier si ce Plan a connu le succès sur le plan de son impact concret à travers la réduction de la pauvreté des populations, de sa durabilité, de son équité et de sa contribution au renforcement des capacités.

Le Comité Communal de Suivi-Évaluation est la structure chargée d'organiser les séances d'auto-évaluation et d'évaluation du PCD. Pour cela, il doit élaborer un bon plan de suivi et évaluation.

Pour une gestion efficace des ressources financières, l'actualisation du PCD se fera après deux CDMT. La révision dudit document se fera par un appel à manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un consultant pour l'accompagnement de l'actualisation du PCD.

L'Agent Communal de Développement et le Service Financier auront la charge de monter le Dossier d'Appel d'Offre (DAO) ; et la Commission de Passation de Marchés Locale aura la charge de sélectionner le prestataire selon les principes du code des marchés publics édictés par l'Agence de Régulation et le Ministère des Marchés Publics (ARMP et MINMAP).

8. PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD

La communication occupe une place importante dans la mise en œuvre du PCD. Une bonne stratégie de communication interne et externe permet d'assurer une meilleure participation des acteurs à l'exécution du Plan et aussi de négocier avec d'autres Partenaires au Développement, la mobilisation des ressources nécessaires. Ainsi, pour faire connaître le document à un grand nombre d'acteurs et de partenaires, le plan d'action suivant est proposé :

✓ Objectifs du plan de Communication :

- Informer et sensibiliser les différents acteurs ;
- Susciter une prise de conscience auprès des bénéficiaires de leur situation et surtout de la possibilité du changement ;
- Impliquer les acteurs à tous les niveaux dans les actions de développement à mettre en œuvre au sein de la Commune ;

- Mobiliser les acteurs et les bénéficiaires pour l'action en vue de leur participation effective aux différentes étapes du processus de mise en œuvre du PCD ;
- Appuyer les actions de gouvernance locale au sein de la Commune, notamment la vulgarisation du budget participatif en vue du contrôle citoyen par les bénéficiaires ;
- Assurer la collaboration entre les partenaires intervenant au niveau de la Commune ;
- Capitaliser les actions de développement menées au niveau de la Commune et les bonnes pratiques en vue de leur diffusion ;
- Accompagner les populations à s'approprier et à participer à leur développement ;
- Appuyer le Maire dans la recherche des financements pour la Commune ;
- Assurer la bonne circulation de l'information entre les différents partenaires et la commune ;
- Promouvoir l'image de marque de la Commune à l'extérieur ;
- Faire la promotion du plan auprès des différents partenaires

✓ **Cible :**

- Les relais locaux (Conseillers municipaux, Députés, ACD, CC, Chefs traditionnels, leaders d'opinion, Imams/Pasteurs, toutes les forces endogènes ayant une certaine emprise sur les populations)
- Les médias publics ou privés (radios régionales et télévisions, Radios communautaires, etc.)
- Les élites urbaines
- Les associations locales
- Les acteurs institutionnels (Ministères, Gouverneur, Préfets, Sous-préfets et assimilés) ;
- Les partenaires techniques et financiers ;
- Les projets et programmes de développement
- Les bénéficiaires (communautés rurales,) ;
- La société civile (ONG, élus locaux, prestataires de service...) ;
- Les services déconcentrés de l'État
- Les entreprises locales
- Etc.

✓ **Les attentes par cible**

- Pour les acteurs institutionnels (Gouverneur, Préfets, Sous-préfets et assimilés) ; il s'agira de jouer le rôle de facilitateur afin que les différentes procédures nécessaires à la mise en œuvre du PCD se passent sans entrave. Il s'agira également de prendre des mesures incitatives visant la mobilisation des ressources auprès des autres partenaires ;
- Avec les partenaires techniques et financiers, il s'agira de mobiliser les moyens financiers et humains nécessaires à la mise en œuvre des projets à travers le financement desdits projets, l'appui en expertise et la recherche de partenariats ;
- Avec les projets et programmes de développement, il s'agira de mobiliser les ressources disponibles et utiles à la mise en œuvre du PCD ;
- Avec les bénéficiaires (communautés rurales), il s'agira de se mobiliser à travers un apport en ressources humaines, matériels et si possible financières;

- La société civile (ONG, élus locaux, prestataires de service, au même titre que les partenaires techniques et financier pourront mobiliser les moyens financiers et humains. Ils peuvent également engager des plaidoyers sains et utiles à la facilitation de la réalisation du plan de développement de la Commune ;
- Les Sectoriels disposent d'une expertise avérée chacun dans son domaine de compétence. Cette expertise sera d'un grand bien pour l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des projets issus du PCD,
- Les entreprises locales peuvent jouer un grand rôle dans la promotion des activités de loisirs culturels et sportifs.

✓ **Actions à mener :**

- Il faudra au préalable synthétiser le document pour qu'il soit moins long et plus facile à lire ;
- Il faudra monter un spot publicitaire (radio et télé) en français et en langue locale (Ewondo, Bulu, Fong) pour mieux présenter le document ;
- Il faut créer un site internet de la Commune de Ngoulemakong pour promouvoir la localité sur la toile ;

✓ **Les Différents niveaux de communication au sein de la commune**

- La communication interne au sein de la commune ;
- La communication institutionnelle qui comprend :
 - La communication avec les autorités administratives et sectorielles
 - La communication avec les bénéficiaires (La Commune et ses communautés locales) ;
 - La communication avec la société civile et le secteur privé au niveau local ;
 - La communication avec les partenaires ;
 - La communication avec les médias locaux, régionaux, nationaux et internationaux ;
- La communication de masse (destinée au grand public)
- La communication pour le développement à travers les actions d'information, éducation et communication (IEC) qui porte sur la mobilisation sociale :
 - Causeries éducatives dans les villages ;
 - Boîtes à images
 - Émissions en langues locales sur les radios communautaires
 - Utilisation des relais tels que les pasteurs, les chefs traditionnels les imams, les griots, les Tam-tam pour faire Faire Passer des messages à des occasions telles que les réunions du comité de développement, les deuils, les réunions de famille
- La communication interpersonnelle (porte à porte à travers des pairs éducateurs)
- Le plaidoyer et la communication à vocation promotionnelle

9. CONCLUSION

Le processus de Décentralisation en cours au Cameroun commande aux Collectivités Territoriales Décentralisées en général et à la Commune en particulier d'assurer un cadre et des conditions de vie décentes à ses populations. Le plan de développement étant un outil de développement et non un document d'archives, il permet de ressortir la photographie de la Commune en ce qui concerne les besoins et les priorités des communautés à un moment précis. Dans l'absolu, il permet d'identifier les voies par lesquels la Commune peut arriver à atteindre ses objectifs de développement de manière performante.

Avec une population avoisinant les 20000 habitants, la Commune de Ngoulemakong a réalisé son PCD en s'assurant de la participation de ses populations répartie dans 49 villages et 4 grands hameaux en plus de celle de la zone urbaine. Le tissu économique local repose essentiellement sur les activités agricoles, d'élevage, de pêche et de commerce. Ngoulemakong est une Commune riche en essences commercialisables, en PFNL. Elle dispose d'un potentiel minier et touristique non encore exploré et sous exploité. L'accès aux ressources naturelles est généralement libre pour tous et les principales exploitations faites de celles-ci sont : la chasse, la pêche et la collecte des PFNL

La Commune de Ngoulemakong connaît cependant de nombreux problèmes qui ont été regroupés par secteur et dans le cadre du processus d'actualisation de ce PCD, la mise en commun des différentes intelligences (Populations, sectoriels, élites, magistrats et conseillers municipaux, opérateurs économiques, etc.) et l'appui des partenaires techniques et financiers, a permis classer les secteurs prioritaires et de dégager des orientations qui ont fait l'objet d'une première priorisation dans le cadre de l'élaboration du CDMT. Une seconde priorisation a été effectuée lors de l'élaboration du PIA à mettre en œuvre dès 2016.

Il revient donc aujourd'hui à la Commune de Ngoulemakong de mobiliser les énergies nécessaires et de créer des synergies essentielles à sa mise en œuvre de ce plan de développement.

En effet, la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre du PCD du exige la participation effective des communautés à la base, de la société civile locale, des partenaires techniques et financiers, des forces vives de l'arrondissement, des partenaires étrangers, des entreprises citoyennes, des élites et des différentes administrations. Tel est défi actuel de l'exécutif communal.

BIBLIOGRAPHIE

- 3^e RGPH- la population du Cameroun en 2010
- PDC de la Commune de Ngoulemakong 2006
- Rapports d'activités du SADEL
- Budget de la Commune de Ngoulemakong exercice 2011-2012-2013-2014
- Compte Administratif de la Commune de Ngoulemakong exercice 2011-2012-2013

ANNEXES

Fiches de projets du PIA (1 page par projet) ;

Document A : Atlas des cartes (cartes thématiques de référence, Planification spatiale des infrastructures prioritaires à construire en format A 3 si possible)

Document B : Rapport consolidé du Diagnostic participatif